

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°448

JUILLET 2022

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **IRAN : EXÉCUTIONS EN MASSE FACE AUX PROTESTATIONS; NOUVELLE RÉPRESSION VESTIMENTAIRE CONTRE LES FEMMES**
- **ROJAVA : RENFORCEMENT MILITAIRE DE TOUS LES CAMPS EN PRÉSENCE ; COORDINATION ACCRUE ENTRE L'AANES ET LE RÉGIME**
- **IRAK : LE PAYS TOUJOURS DANS L'IMPASSE POLITIQUE ; UNE FRAPPE TURQUE FAIT 9 MORTS ET 28 BLESSÉS CIVILS À ZAKHO**
- **TURQUIE : LE HDP TIENT SON CINQUIÈME CONGRÈS ET CONTINUE À RÉSISTER À LA RÉPRESSION**
- **FRANCE : PARIS RAPATRIE FINALEMENT 16 MÈRES ET 35 ENFANTS DES CAMPS SYRIENS**
- **OTAN : L'ADHÉSION DE LA SUÈDE SIGNIFIE-T-ELLE LA TRAHISON DES KURDES ?**
- **ROYAUME-UNI : UN KURDE D'IRAK MINISTRE DES FINANCES**

IRAN: EXÉCUTIONS EN MASSE FACE AUX PROTESTATIONS ; NOUVELLE RÉPRESSION VESTIMENTAIRE CONTRE LES FEMMES

Le Centre statistique iranien a indiqué qu'au 21 juin, l'inflation avait atteint un taux mensuel de 12,2%, soit 146,4% annuellement ! Fait inquiétant, l'envolée des prix ne donne aucun signe de ralentissement, bien au contraire : l'inflation mensuelle a quadruplé par rapport au mois précédent. Une des causes de ce problème est l'effondrement de la monnaie. Alors que le taux de change officiel du rial iranien est de 42.000 rials contre un dollar, sur

le marché libre, il est à 281.000 contre 1, presque sept fois plus... Mais ceci n'explique pas tout. Pour Al-Monitor, sur le long terme, l'économie iranienne souffre surtout des lacunes et de l'inefficacité de ses chaînes d'approvisionnement et réseaux de distribution. Les interventions sur le marché des différents gouvernements n'ont fait que créer des réseaux spécifiques contrôlés par les proches du pouvoir qui concurrencent les autres entreprises et constituent autant de vecteurs de

corruption... Par ailleurs, en l'absence de revenus pétroliers, le pouvoir a dû accroître les taxes, que les entreprises n'arrivent plus à payer. Les espoirs que la population mettait en un retour rapide à l'accord nucléaire et à une levée des sanctions se sont évanouis, d'où la flambée de la contestation.

Un échec à conclure un nouvel accord sur le programme nucléaire aurait certainement des conséquences économiques catastrophiques. Mais le temps est compté.

Le 12, la ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna, a déclaré devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale que l'Iran disposait d'une « fenêtre d'opportunité » de seulement « quelques semaines » pour parvenir à un accord: « Nous avons fait preuve d'une très grande patience mais la situation actuelle n'est plus tenable, parce que depuis des mois l'Iran adopte une posture dilatoire », a-t-elle estimé (AFP).

Le 7, le président Raïssi s'est rendu à Sanandaj, où il a prononcé un discours dans lequel il s'est engagé à soutenir davantage la province économiquement et à y développer les infrastructures. M. Raïssi a littéralement chanté les louanges du Kurdistan d'Iran. Fait rare, décrivant l'existence de différents groupes ethniques en Iran comme une opportunité pour le pays, il s'est même écrié à un moment : « Vive le Kurdistan! », avant de promettre que son gouvernement agirait en « réformant le système économique et en éliminant les secteurs de recherche de rente, de corruption, de jeux de partis et de relations malsaines » (Présidence iranienne)...

Ce discours ne pouvait guère convaincre les Kurdes. Depuis l'avènement de la République islamique, l'ensemble du Kurdistan d'Iran a été volontairement laissé de côté par Téhéran en termes économiques. Au quotidien, les provinces à majorité kurde sont confrontés à la répression des Gardiens de la révolution (pasdaran) qui y sont déployés et en sont les véritables maîtres. Par ailleurs, M. Raïssi lui-même est connu comme l'un des principaux acteurs des massacres de prisonniers politiques ayant suivi la révolution. Les habitants de Sanandaj ne s'étaient donc pas déplacés en masse pour écouter le Président. Les autorités ont dû obliger enseignants et fonctionnaires locaux à venir assister à l'allocution présidentielle, mais comme cela n'était

pas suffisant, il a fallu faire appel à des membres des forces de sécurité pour remplir la place...

Le jour où M. Raïssi parlait à Sanandaj, les travailleurs de santé protestaient devant l'Université médicale de Kermanshah contre les licenciements massifs post-Covid. Par ailleurs, les manifestations de retraités se sont succédé tout le mois dans l'ensemble du pays pour protester contre les réductions ou le non-paiement des pensions. HRANA (Human Rights Activists News Agency in Iran) a rapporté des protestations à Téhéran, Kermanshah, Shahrekord, Karaj, Tabriz, Ouroumieh, Ispahan, Ahvaz, Bojnurd et Sanandaj par les retraités de l'entreprise publique Iran Telecommunication Company. À Téhéran, la police a dispersé le rassemblement et arrêté plusieurs retraités...

Alors même que M. Raïssi faisait ses promesses, le régime lançait au Kurdistan une nouvelle campagne de répression visant à intimider activistes politiques et protestataires. Selon le PDKI, des troupes ont été déployées fin juin près de Baneh et à Saqqez en prévision d'éventuelles manifestations. Des arrestations préventives ont également eu lieu à Téhéran, Sanandaj, Malekshahi, Marivan, Mahabad, Bokan et Oshnavieh (WKI).

Les kolbars (porteurs transfrontaliers kurdes) ont continué à souffrir des tirs des forces de répression. L'un d'eux a été blessé le 2 près de Baneh, 3 autres près de Nowsud. Puis, près des mêmes villes, 4 autres ont été blessés la semaine suivante, et enfin 15 en fin de mois, tandis qu'un autre était tué le 27 près d'Ahvaz. L'association Hengaw pour les droits de l'homme, qui calcule chaque mois le bilan de ces tirs, a compté en juin 2 kolbars tués et 19 blessés, puis en juillet 3 tués et 34 blessés... Des heurts ont également opposé les pasdaran aux combattants de plusieurs partis kurdes. Le 7 près de Salmas, selon

Hengaw, 4 pasdaran ont été tués et plusieurs autres blessés dans un affrontement avec le PKK. Les autorités ont nié toute perte. Le 20 près de Baneh, 2 garde-frontières ont péri dans un affrontement avec un groupe kurde non identifié (WKI).

De son côté, le parti marxiste kurde Komala a indiqué que plusieurs de ses peshmergas avaient été capturés à Ouroumieh (WKI). Le 13, le Renseignement (Etelaat) a annoncé l'arrestation de 10 membres d'un « réseau terroriste » affilié à « des groupes séparatistes kurdes » qui auraient préparé une série d'attentats dans la région. Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a rapidement nié que ses membres aient préparé des attaques.

Il est rapidement apparu que les autorités iraniennes utilisaient la thèse du complot terroriste pour lancer une large opération de propagande, lorsqu'elles ont annoncé le 23 le démantèlement d'un nouveau « réseau terroriste » lié aux services secrets israéliens (Mossad), qui planifiait des attaques visant des « sites sensibles » en Iran. Selon l'agence officielle IRNA, « Ils avaient l'intention de mener des actes de sabotage et des opérations terroristes sans précédent contre des zones sensibles et des cibles prédéterminées, en utilisant des équipements opérationnels performants et les explosifs les plus puissants ». Le 27, l'Etelaat a affirmé que les « agents » arrêtés la semaine précédente « [faisaient] partie du groupe mercenaire et terroriste Komala » et devaient « faire exploser un site industriel sensible de la Défense dans le pays » (AFP). L'Iran a déjà à plusieurs reprises accusé Israël d'avoir saboté certains de ses sites nucléaires et assassiné plusieurs scientifiques, et lie souvent dans sa rhétorique les partis kurdes à l'« ennemi sioniste », mais c'est la première fois qu'il porte des accusations aussi précises en les liant à des arrestations.

Le 28, a été annoncée l'arrestation

de 5 autres membres d'un réseau affilié au Mossad (AFP). En fin de mois, le Komala a rejeté les «allégations et accusations» du régime, accusant celui-ci de s'en servir comme «excuse pour poursuivre la répression au Kurdistan» (WKI).

Autre cible du régime, les femmes: le 5, le Président iranien a ordonné la mise en application d'une nouvelle «loi sur le hijab et la chasteté du pays» qui signifie essentiellement un degré accru de répression en termes de restrictions vestimentaires: le foulard, déjà obligatoire, doit à présent couvrir non seulement les cheveux, mais également le cou et les épaules. Certaines sociétés se sont empressées d'ajouter à ces nouvelles règles des restrictions de leur cru. Ainsi la banque Mellat, qui compte plus de 1.400 succursales en Iran, a interdit à ses employées chaussures à talons hauts et bas, et a interdit à ses directeurs masculins d'avoir des assistantes administratives féminines. À Mashhad, le bureau du procureur a demandé à la municipalité d'interdire l'accès au métro des femmes portant un «hijab inapproprié»... Parallèlement, le Ministère de l'orientation islamique a informé par courrier les agences de publicité qu'il était désormais interdit de faire apparaître des femmes dans les clips publicitaires. Cela fait suite à une publicité jugée «immorale» montrant une femme mangeant une glace tout en ajoutant couche sur couche de vêtements... (Farda)

En réponse à cette répression croissante, des militant(e)s ont lancé sur les médias sociaux sous le hashtag #no2hijab une campagne de boycott des entreprises tentant d'instaurer des restrictions supplémentaires et demandant aux femmes de sortir sans hijab le 12, «Journée nationale du hijab et de la chasteté». Ce jour-là, des militantes des droits des femmes ont publié des vidéos d'elles-mêmes en train d'enlever publiquement leur voile (RFI).

Cette nouvelle attaque contre les droits des femmes a provoqué des condamnations même par des personnalités religieuses. Abdolhadi Mar'ashi, religieux influent de la ville sainte de Mashhad, a démissionné de son poste provincial pour protester contre le comportement de la police des mœurs, ou «Patrouilles de supervision» qui contrôlent l'habillement des femmes dans les rues. Il a publié pour expliquer sa démission une lettre fort intéressante: estimant que «notre compréhension de ce qui est bien ou mal dans l'islam s'arrête au hijab», il y suggère que les autorités devraient plutôt s'intéresser à «la corruption du gouvernement, la justice sociale, la sécurité économique, les disparités entre les classes sociales, la toxicomanie, la pauvreté nationale et la liberté d'expression»...

Le durcissement observé depuis quelques temps, et que Raïssi tente d'amplifier, semble de fait plutôt contre-productif. En fait, au fur et à mesure que la police des mœurs devenait de plus en plus violente, les femmes montraient davantage de résistance, au point que le député Jalal Rashidi Koochi a déclaré que la police des mœurs «n'a pas fait observer le hijab à qui que ce soit» (Farda). Au Kurdistan, le chef de la police de la province de Kermanshah a annoncé le 13 que depuis le début du printemps, 1.700 femmes ayant manqué à l'obligation de porter le voile avaient été convoquées ou mises en garde à vue (HRANA).

Il est impossible de rendre compte ici de la totalité des arrestations effectuées durant juillet dans tout le pays, et même seulement au Kurdistan, tant leur nombre est élevé. Le régime apparaît de plus en plus nerveux et inquiet du mécontentement et de la mobilisation croissante des citoyens, qui expriment leur colère pour toute une série de raisons: vie chère, retraites et salaires insuffisants voire non payés, corruption et incurie généralisées, sécheresse,

assèchement du lac d'Ouromieh, répression des manifestations de 2019... Les arrestations les plus notables concernent l'ancien vice-ministre de l'Intérieur du président Mohammad Khatami, Mostafa Tajzadeh, arrêté par les pasdaran le 8 dans la capitale pour «assemblée et collusion pour agir contre la sécurité nationale» et «publication de mensonges pour troubler l'opinion publique», ce qui en dit long sur les fractures au sein des cercles dirigeants, et les cinéastes Mohammad Rasoulof, Mostafa Al-Ahmad et Jafar Panahi, également arrêtés à Téhéran entre le 8 et le 11 (HRANA).

Après le «Mouvement vert» contre la réélection d'Ahmadinejad en 2009, Tajzadeh avait été condamné à 6 ans de prison, mais n'avait pas hésité à publier depuis sa cellule une lettre ouverte critiquant le Guide suprême. Concernant les cinéastes, les 2 premiers ont été arrêtés chez eux le 8 pour leur activisme «anti-révolutionnaire», et Panahi le 11 devant leur prison, où il s'était rendu pour s'enquérir de leur sort. Avec de nombreux autres artistes, tous 3 avaient signé sur les réseaux sociaux une pétition contre la répression des protestations contre l'écroulement de la tour Métropole d'Abadan, qui avait fait 43 morts le 23 mai. De nombreux autres signataires ont été aussi convoqués pour interrogatoire.

La répression a aussi visé les familles des victimes des manifestations de novembre 2019 contre la hausse du prix du carburant. Le 11, au moins 10 personnes ont été arrêtées. L'agence Fars News, affiliée aux pasdaran, les principaux acteurs de la répression, a justifié les arrestations peu après en qualifiant ces familles qui avaient osé demander justice pour leurs proches assassinés d'«agitateurs» et «auteurs de troubles» et les a accusées d'avoir «reçu de l'argent pour provoquer des troubles et de l'insécurité» (HRANA). L'Iran continue également à arrêter des étrangers sur son sol pour

pouvoir exercer des pressions à l'international. Le 7, les deux enseignants français arrêtés le 8 mai, Cécile Kohler et Jacques Paris, ont été formellement inculpés d'«assemblée et collusion contre la sécurité nationale». Quelques jours après leur arrestation, la télévision d'État avait affirmé qu'ils étaient en relation avec le Conseil de coordination des enseignants et les récentes manifestations d'enseignants à l'échelle nationale. La veille, HRANA avait prévenu par e-mail que la condamnation d'un autre Français, Benjamin Brière, à 8 ans et 8 mois de prison pour «espionnage» et «propagande contre le régime» avait été confirmée en appel le 29 juin. Selon son avocat, dans ce verdict, la France a été considérée comme hostile à l'Iran et des déclarations comme les condoléances aux familles des victimes du vol ukrainien abattu par les pasdaran ont été incluses dans le dossier d'accusation (HRANA)...

Enfin, le 8, le ministère polonais des Affaires étrangères a confirmé l'arrestation en Iran du scientifique Maciej Walczak. Le 6, la télévision d'État iranienne avait affirmé que M. Walczak et trois de ses collègues avaient été surpris prélevant des échantillons de sol sur un site à accès restreint utilisé pour des essais de missiles... (HRANA)

La Suède a prévenu ses ressortissants d'éviter les voyages en Iran. En effet, le 14, l'ancien pasdar et procureur adjoint de Karadj Hamid Nouri, convaincu de participation à la vague d'exécutions de prisonniers politiques de 1988, a été condamné à la perpétuité à Stockholm pour «crimes contre l'humanité (crimes de guerre) et meurtre». Nouri, qui représentait le procureur à la prison de Gohardacht, a participé à l'organisation des exécutions extrajudiciaires de prisonniers politiques. Si Amnesty International et Human Rights Watch ont confirmé 5.000 prisonniers assassinés en deux

mois, les estimations les plus courantes font état de 12.000 victimes. Les détenus ont généralement été pendus avant d'être enterrés secrètement dans des fosses communes. L'actuel président iranien a participé à l'une des «Commissions de la mort» ayant prononcé les condamnations. Reconnu par un ancien prisonnier exilé qui avait passé des années à documenter le massacre, Nouri avait été attiré en Suède par la promesse d'un voyage luxueux en Europe et arrêté à sa descente de l'avion. C'est le principe de compétence universelle, qui autorise la Suède à poursuivre des auteurs présumés de crimes contre l'humanité, qui a permis d'ouvrir son procès. C'est une première historique: jamais encore un responsable iranien n'avait été jugé et condamné hors d'Iran (Le Monde).

L'Iran a évidemment rejeté ce jugement, qualifié d'«inacceptable», annonçant tenir le gouvernement suédois pour «responsable des dommages causés aux relations bilatérales». Actuellement emprisonné en Iran, l'universitaire irano-suédois Ahmad Reza Jalali est sous le coup d'une condamnation à mort pour «espionnage» au profit du Mossad...

Comme précédemment mentionné, le régime a aussi procédé à de nombreuses arrestations au Kurdistan. Une personne à Sanandaj le 29 juin, 2 toujours illégalement en détention préventive à Baneh après 8 mois, 4 personnes à Kermanshah et 3 à Piranshahr le 5... Le 8, une professeure de danse membre d'une association culturelle a été arrêtée à Tabriz pour la publication d'images de danse sur les médias sociaux. Le 13, 4 personnes, dont un mollah sunnite, ont été arrêtées à Oshnavieh. L'agence KurdPA soupçonne que cela pourrait avoir un lien avec la diffusion d'un discours par le haut-parleur d'une mosquée dans un village d'Oshnavieh... Le 19, l'association Hengaw a indiqué que 9 personnes avaient été arrê-

tées à Oshnavieh pour avoir diffusé depuis deux mosquées les déclarations et les poèmes d'Abdulrahman Ghassemlou, secrétaire général du PDKI de 1973 à sa mort en 1989, à l'occasion du 33e anniversaire de son assassinat, sans qu'il apparaisse clairement s'il s'agit des mêmes personnes.

Le 16 juillet, 12 personnes ont été arrêtées à Tabriz, Naghadeh et Ouroumieh. Au moins une partie d'entre elles ont dû être appréhendées dans des protestations concernant l'assèchement du lac d'Ouroumieh, car l'agence Fars News a rapporté que «des dizaines de personnes dans les villes de Naghadeh et d'Ouroumieh [avaient] protesté contre l'indifférence des autorités» devant celui-ci. Le 17, le chef de la police d'Azerbaïdjan occidental, qui a rapporté les arrestations, a décrit les protestataires comme des «éléments malveillants et hostiles, sans autre objectif que détruire les biens publics et perturber la sécurité de la population» (Rûdaw). Le 26, les forces de sécurité ont arrêté 3 enseignants qui protestaient devant les bureaux du ministère de l'Éducation à Divandareh contre des arrestations précédentes. Le 28, une femme a été arrêtée après avoir été convoquée par l'Etelaat à Mariwan.

La situation dans les prisons demeure préoccupante. Le 12, un prisonnier politique de 21 ans condamné à 5 ans de prison s'est suicidé à Mako alors qu'il était en liberté provisoire. Le 13, Reporters sans frontières a diffusé un e-mail avertissant que la vie de 24 journalistes emprisonnés en Iran est en danger: malades, très affaiblis physiquement et psychologiquement, ils se voient privés de soins nécessaires à leur survie. Le 24, un mollah sunnite est mort dans des conditions suspectes dans la prison de Bandar Abbas. L'érudit sunnite Hassan Amini a appelé les autorités à clarifier les circonstances de sa mort (HRANA).

Le 1er juillet, l'ONG Iran Human Rights (IRH) a indiqué le nombre de personnes exécutées en Iran avait plus que doublé dans la première moitié de 2022 par rapport à la même période en 2021. IHR attribue cette augmentation à la volonté du régime de terroriser la population face à l'accroissement de la contestation. M. Amiry-Moghaddam, fondateur de l'IRH, note que 137 de ces exécutions ont eu lieu depuis la nouvelle vague

de manifestations entamée le 7 mai (AFP). Le fait que, deux ans après leur interruption en raison de la pandémie, l'Iran ait repris les exécutions publiques, vient conforter cette analyse. La première a eu lieu le 23 (Ouest France). Les 27 et 28 juillet, 5 détenus ont été pendus, 3 à Sanandaj, et 1 à Bam et à Rasht (HRANA).

Enfin, Ali Qazi, fils du Président de la République kurde de

Mahabad Qazi Mohammed, est décédé le 10 juillet à 89 ans en Allemagne. Après avoir initialement autorisé son inhumation dans sa ville natale, le régime iranien a empêché toute rassemblement. La famille de Qazi a alors envoyé son corps au Kurdistan irakien, dont le Président Nechirvan Barzani a reçu sa dépouille à l'aéroport d'Erbil. Qazi a finalement été enterré dans le district de Kalar du gouvernorat de Suleimaniyeh.

ROJAVA: RENFORCEMENT MILITAIRE DE TOUS LES CAMPS EN PRÉSENCE ; COORDINATION ACCRUE ENTRE L'AANES ET LE RÉGIME

Dans une tribune du journal américain *The National Interest*, la représentante du Conseil Démocratique Syrien aux États-Unis, Sinam Mohamad, dénonce les agissements du président turc. Non content de «stupéfier le monde» en «bloquant l'adhésion de la Suède et de la Finlande» à l'OTAN, note-t-elle, M. Erdoğan a également «refusé de mettre en œuvre toute sanction contre la Russie»... Et voilà qu'à présent il «menace de nouveau un autre allié des États-Unis et de l'OTAN, [...], l'Administration Autonome du Nord-Est Syrien (AANES) [...], où les Forces Démocratiques Syriennes combattent dans le cadre de la coalition anti-ISIS aux côtés des forces américaines et européennes». Mohamad avertit: «ISIS [Daech] se cache juste sous la surface. Tout ce dont il a besoin pour réémerger dans le Nord syrien, c'est une attaque turque»...

L'administration américaine, qui maintient toujours au Rojava un petit millier d'hommes, n'a cessé depuis plusieurs semaines d'exprimer son opposition à toute nouvelle attaque turque. Et pour une fois, les États-Unis et l'Iran sont d'accord: le 2 juillet, le chef de la diplomatie iranienne, Hossein Amir-Abdollahian, a averti depuis Damas que toute action militaire

turque en Syrie «serait un élément déstabilisateur dans la région». Pourtant, ce même Amir-Abdollahian, en visite à Ankara le 27 juin, avait déclaré «comprendre» la nécessité d'une nouvelle opération militaire turque contre des combattants kurdes en Syrie (AFP). C'est que pour Bachar Al-Assad et ses alliés, la présence turque sur le sol syrien offre un excellent moyen de pression pour forcer l'AANES à accepter des concessions. Mais si l'administration autonome et ses soutiens américains, qui tiennent toujours près d'un tiers du territoire, demeurent une épine dans le pied du régime, les militaires turcs et leurs supplétifs issus de l'opposition syrienne sont bien ses ennemis principaux. Pour l'AANES, il s'agit donc d'obtenir un certain soutien militaire de Damas sans pour autant abandonner son autonomie et rentrer dans le giron d'un pouvoir ba'athiste qui n'a toujours rien appris.

Officiellement, l'opération de «nettoyage» entérinée le 26 mai dernier par le Conseil de sécurité turc vise les régions de Tal Rifaat et Manbij, où Erdoğan voudrait ensuite construire 200.000 logements pour rapatrier une partie des 3,7 millions de Syriens réfugiés en Turquie.

Le 15, juste avant le sommet prévu

à Téhéran entre les dirigeants iraniens, turcs et russes, le commandant en chef des FDS, Mazloum Abdi, a exhorté depuis Hassaké la Russie et l'Iran à empêcher l'attaque turque. Il a indiqué: «Après de récentes discussions avec la Russie dans le but de protéger ces régions, nous avons accepté de laisser entrer un plus grand nombre de soldats syriens à Kobani et Manbij en plus des troupes déjà présentes à la frontière». Il a aussi souligné la complicité objective entre Ankara et les djihadistes, dont au moins trois dirigeants opèrent dans des territoires sous contrôle turc (WKI). Sous couvert d'anonymat, un dirigeant kurde a confirmé à Al-Monitor: «Nous avons convenu avec le régime syrien du déploiement de ses forces dans plusieurs zones sous notre contrôle. [...] Il existe un accord avec le régime syrien sur plusieurs points, par l'intermédiaire de la Russie [...]. Notre coordination militaire avec le régime est appelée à se développer».

Evidemment, en déployant davantage d'hommes sur le territoire de l'AANES, le régime espère y gagner plus d'influence. Mais ayant grand besoin du pétrole actuellement contrôlé par les Kurdes, il est amené à poursuivre les discussions avec eux. L'attaque militaire n'est pas une option immédiate.

Selon les informations obtenues par Al-Monitor, le régime s'est déjà largement déployé à Tell Abyad, au nord de Raqqa, à Ain al-Arab et Manbij, dans la campagne orientale d'Alep, ainsi qu'à Kobanê. Ces déploiements comprennent des dizaines de véhicules militaires et blindés, dont des chars, et de l'artillerie lourde, ainsi que plus de 400 soldats. Les FDS ont hissé les drapeaux du régime sur les bâtiments militaires de la ville de Manbij, et des points de contrôle militaires syriens ont été installés face à l'«Armée nationale syrienne» [soutenue par la Turquie]. Officiers syriens et commandants FDS tiennent des réunions de coordination régulières pour envisager la réaction commune à une opération militaire turque sur les zones de Kobani, Manbij et Ain Issa. Une salle de commandement des opérations conjointes devrait être rapidement établie à Manbij.

L'AANES est-elle pour autant assurée de la «protection» de Damas en cas d'attaque turque? Nullement certain. Dans le passé, le régime a retiré ses troupes face à celles d'Ankara, reculant devant des affrontements directs. D'ores et déjà, alors que la Russie contrôle largement l'espace aérien syrien, les drones turcs ne cessent de mener des attaques contre les Kurdes. Pourtant, la Turquie, elle non plus, ne souhaite certainement pas une escalade avec Damas qui tendrait ses relations avec la Russie... Il est donc difficile d'évaluer l'avenir proche, d'autant plus que le Président turc s'est fait une spécialité des coups d'éclat et que la guerre en Ukraine, qui occupe Américains et Russes, lui ouvre de nouvelles possibilités...

Ankara, qui a besoin de l'accord russe pour utiliser l'espace aérien dans la région visée, espérait décrocher un accord russe et iranien pour son attaque lors du sommet de Téhéran. Il ne l'a pas obtenu. Le 19, le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei,

a réitéré son opposition en recevant M. Erdoğan, insistant: «Une attaque militaire contre le nord de la Syrie serait préjudiciable à la Syrie, à la Turquie et à la région, et profiterait aux terroristes» (Kurdistan-24). Par contre, les 3 partenaires du sommet se sont retrouvés pour «rejeter» dans leur communiqué final «toutes les initiatives d'auto-détermination illégitimes» et les «ambitions séparatistes qui pourraient saper la souveraineté et l'intégrité de la Syrie» et menacer la sécurité des pays voisins avec «des attaques transfrontalières et des infiltrations» (AFP)...

L'absence d'accord du régime et de ses alliés ainsi que la présence américaine sur le terrain pourraient obliger Ankara à revoir ses objectifs à la baisse. Lors de son voyage de retour de Téhéran, le Président turc a d'ailleurs déclaré pour la première fois, qu'il était d'accord avec la Russie et l'Iran, pour réclamer le départ des Américains de Syrie (Al-Monitor). Persistant malgré tout dans son projet, il a annoncé le même jour son intention de lancer une opération... «prochainement». Le lendemain, le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Çavuşoğlu a enfoncé le clou: «Nous ne demanderons jamais une autorisation pour nos opérations militaires contre le terrorisme [...]. Cela peut arriver une nuit, soudain». Il a rappelé que les accords d'octobre 2019 avec la Russie et les États-Unis prévoyaient un retrait à 30 km de la frontière turque des milices kurdes, mais que «ces promesses n'ont pas été tenues»... (AFP)

Le 25, Salih Muslim, coprésident du Parti de l'unité démocratique (PYD), qui partage le pouvoir au sein de l'AANES, et d'autres hauts responsables de l'administration autonome ont renouvelé leurs appels à la coalition dirigée par les États-Unis pour qu'elle établisse une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Nord-Est de la Syrie. Interrogé sur les récents mouve-

ments de troupes turques indiquant un mouvement imminent, Muslim a confirmé: «Ils ont déjà terminé la plupart de leurs préparatifs [...]. Il ne leur reste pas grand-chose à faire à part attaquer». Il a ensuite déploré: «La Russie nous dit: 'Allez vous rendre au régime', rien de plus». Mais le dirigeant du PYD a aussi reproché son inaction à Washington, qui n'a pas «levé le petit doigt pour nous. [...] Les gens voient cela et ils se sentent en colère et trahis après tous les sacrifices qu'ils ont faits dans la bataille contre l'État islamique».

Quoi que l'avenir réserve, chacun s'y prépare en envoyant massivement des renforts. L'AANES s'est mise en état d'alerte. En début de mois, un important convoi de forces turques a atteint la banlieue d'Afrin. Le régime et ses alliés ont aussi consolidé leurs positions. Le 2, un convoi militaire russe est arrivé à la base d'Ain-Issa, et le 16, l'OSDH a également rapporté un renforcement des positions de l'armée syrienne près de Tell Tamr, au Nord-Ouest d'Hassaké. Selon l'OSDH, les activités militaires turques dans toute la bande Nord ont connu une escalade significative du 27 juin au 3 juillet, avec plus de 600 roquettes ou obus tirés sur 33 positions kurdes et 4 frappes de drones ayant fait au moins 7 morts dont 5 civils. Le dispositif militaire turc n'a cessé de se renforcer avec l'arrivée par le poste-frontière de Bab Al-Salama, près d'Azaz, de 2 convois comprenant véhicules lourds, blindés, transports de troupes, dragueurs de mines, chars, ou encore lance-roquettes lourds. Un 3e convoi a franchi la frontière près de Jindires. Parallèlement, les factions syriennes soutenues par la Turquie ont été mises en état d'alerte. Puis le 5 a vu l'arrivée à la suite de 4 nouveaux convois, avec pour la première fois en Syrie des lance-missiles antichars à guidage thermique, venus se positionner au sud d'Afrin. Un 5e a gagné Idlib... Au cours des jours suivants, de

nouveaux convois militaires turcs ont été rapportés, tous comprenant chars et armes lourdes... Au 23, la Turquie avait envoyé en Syrie pas moins de 12 convois, arrivés principalement au Nord d'Alep et menaçant plus particulièrement la région de Manbij.

À noter pourtant: alors que les tensions augmentaient, les patrouilles conjointes russo-turques dans la région de Kobanê et au nord d'Hassaké se sont poursuivies au rythme d'une par semaine. Au 25, on était à la 107e patrouille, composée de 4 véhicules de chaque pays, accompagnés de 2 hélicoptères russes. Une autre s'est déroulée à peu près dans les mêmes conditions le 28 au Nord d'Hassaké.

Les militaires turcs et leurs supplétifs syriens ont mené tout le mois contre les Kurdes des actions de harcèlement dans le Nord de la province d'Alep et notamment sur les villages proches de Manbij. Les attaques coïncidaient fréquemment avec des échanges d'artillerie entre militaires turcs et syriens. Le 2, une commandante FDS, Mazgin Kobane, a été tuée par un drone près de Raqqa, et un civil a été tué par un missile au nord de Manbij. Le 3, un drone a frappé un poste de contrôle du régime à Tel Rifaat, un ville au nord d'Alep hébergeant une base russe, faisant des dégâts matériels. Il a ensuite été abattu. Du 3 au 5, les Turcs ont bombardé plusieurs villages proches de Manbij, tandis qu'un avion militaire russe survolait la zone. Sept soldats du régime ont été blessés. Le 5, les forces turques stationnées sur la base de Jilbul, dans la campagne d'Afrin, ont tiré plus de 100 obus d'artillerie et de roquettes sur les villages du district de Shirawa. Le 6, ce sont des villages de la banlieue d'Alep qui ont été visés. Inversement, les forces du régime ont visé près d'Alep les environs d'une base turque avec au moins 4 roquettes. Le même jour, une délégation militaire de la Coalition anti-Daech comprenant 40 repré-

sentants américains, français et britanniques a visité Manbij pour discuter avec son Conseil militaire des menaces d'attaque turque. Le lendemain, un membre du Conseil militaire de Manbij a été tué par un drone turc sur un point de contrôle près de la ville.

Les jours suivants, l'artillerie turque a poursuivi son pilonnage des villages du nord de la province, tirant des dizaines de roquettes et obligeant des dizaines de familles à partir. Aucune perte n'a cependant été signalée. Le 13, l'OSDH a rapporté des échanges d'artillerie entre militaires syriens et turcs dans cette zone, ainsi que l'arrivée dans le secteur de milices pro-iraniennes... Après de nouveaux tirs de roquettes turques le 14 vers les positions du Conseil militaire de Manbij, le 17, plusieurs roquettes tirées par les forces du régime et kurdes ont touché un poste turc près d'Azaz, sans faire de victimes. Les 18 et 19, Tel Rifaat a subi 2 frappes de 2 drones en 24 h. La seconde a blessé un officier et un soldat syriens. Le 20, un 3e drone turc a blessé plusieurs personnes près de Kobanê. Le 22, un drone a de nouveau frappé un poste militaire du régime.

Selon l'OSDH, depuis janvier, les drones turcs alors avaient lancé 37 attaques sur les territoires contrôlés par l'AANES, faisant 24 morts, dont 6 femmes et 2 enfants, et plus de 74 blessés...

L'escalade s'est poursuivie jusqu'en fin de mois, avec plus de 50 roquettes tirées le 24 à Shirawa et de violents échanges d'artillerie avec les troupes du régime près d'Al-Bab les 24 et 25. Le 27, à Tel Rifaat, tirs d'artillerie et frappes de drones ont visé les positions syriennes. Les échanges de tirs entre les Turcs et leurs supplétifs d'une part, et les Kurdes et les forces du régime d'autre part, se sont poursuivis jusqu'au 31.

Le Nord de la province d'Hassaké, avec Ain-Issa et l'autoroute M4, a

également été fréquemment frappé. Un commandant et 3 combattants des FDS ont été tués le 2 par une bombe visant leur véhicule. Plusieurs civils ont été tués et 2 enfants blessés le 3 et le 4. Les jours suivants, plusieurs villages près de Tal Tamr ont été bombardés, et le 14, des échanges d'artillerie ont opposé FDS et Turcs. Profitant d'un calme précaire interrompu par des tirs sporadiques, le régime a renforcé son dispositif dans cette zone le 16. Les 21 et 22, deux frappes de drone ont blessé les occupants de véhicules des FDS près de Qamishli, et 2 civils ont été blessés par des roquettes près d'Ain-Issa. Le 23, l'artillerie turque a de nouveau mis hors-service la centrale de Tal Tamr, dont la production d'électricité avait déjà été interrompue fin juin. Ces bombardements intenses, qui se sont poursuivis jusqu'à la fin du mois, ont fait une victime et au moins 8 blessés civils et provoqué l'exode massif de plusieurs villages.

Le 26, représentants de la société civile locale et chefs tribaux ont publié un communiqué avertissant les Turcs qu'en cas d'invasion, ils combattraient aux côtés des FDS: «Nous [...] considérons que les menaces et les attaques turques sont dirigées contre tous les Syriens, et non contre une composante particulière ou un groupe spécifique».

Parmi les nombreuses frappes turques de juillet, celle dont il a été le plus question dans les médias est la frappe de drone qui a tué le 22 près d'Ain-Issa 4 membres des Asayish (Sécurité) dans leur véhicule, dont trois femmes. Parmi elles, se trouvait la commandante connue Salwa Yusuk (ou Yusuf), aussi connue comme Ciyar Afrin et Gian Tolhildan. La chaîne américaine NBC News a annoncé sa mort en citant un officier américain: durant la lutte contre Daech, elle «avait indéniablement sauvé des vies américaines sur le champ de bataille». Des milliers d'habitants de Hassaké ont assisté aux funérailles des victimes. Les FDS

ont ensuite annoncé avoir lancé une opération de sécurité visant les agents turcs dans leurs rangs, appelée «Opération Serment», qui aurait permis d'arrêter 36 collaborateurs des Turcs (WKI). Par ailleurs, les Asayish ont accusé les Russes d'avoir transmis aux Turcs les coordonnées des victimes: des combattants tchéchènes et tatars proches des Turcs se trouvent en effet dans les rangs russes (OSDH).

Cette frappe a coïncidé avec de nombreux tirs de roquettes sur Ain-Issa et l'autoroute M4, qui ont provoqué un nouvel exode civil. Le 30, les combattants du Conseil militaire de Tal Tamr ont mené une opération d'infiltration vers les lignes turques qui a provoqué de nouveaux échanges d'artillerie. Le 31, 4 soldats turcs et 5 miliciens stationnés sur une base turque près de Suluk ont été blessés par des obus d'artillerie tirés depuis des zones contrôlées par les FDS et les forces du régime.

Dans le secteur sous occupation turque d'Afrin, les exactions des milices pro-turques syriennes se sont poursuivies. Rien que durant la dernière semaine de juin, la légion Al-Sham, proche des services secrets turcs, a dans le cadre

de sa campagne de répression contre les résidents de Shirawa arrêté 15 civils, dont plusieurs femmes, sous le prétexte de «relations avec l'ancienne administration» ou «communication avec des proches vivant dans des zones contrôlées par les forces kurdes». Les combattants ou déplacés syriens continuent aussi à vendre pour leur compte les biens pillés aux résidents expulsés ou déplacés. Ainsi, dans la ville d'Afrin, des membres d'Al-Jabha Al-Shamiyah ont loué 100 US\$ par mois la maison d'un civil de Shirawa confisquée de force. L'OSDH a aussi rapporté plusieurs nouveaux abattages d'arbres fruitiers et d'oliviers. À Shiran, un groupe de déplacés a abattu 75 oliviers du village de Qartaklak, sous prétexte qu'ils appartenaient à un civil vivant dans une zone tenue par l'AANES. Par ailleurs, des affrontements fratricides ont de nouveau opposé différentes factions pro-turques, comme le 8 dans Afrin, la Division Sultan Murad et Liwaa Al-Shamal. Prolifération des armes et chaos caractérisent toujours les zones occupées... Le pillage des sites archéologiques continue également, comme celui de Tel Hamo (Jendires), détruit le 9 au bulldozer par des membres de l'«Armée

nationale» à la recherche de trésors (OSDH).

Concernant Daech, la nouvelle la plus importante de ce mois est l'annonce par Washington le 12 de l'élimination par une frappe de drone de son chef en Syrie, Maher al-Agal, tué à moto près de Jendires. Les FDS ont confirmé une frappe sur une moto dans cette région, mais selon elles, les cibles étaient liés à Ahrar al-Sharqiya, le groupe syrien pro-turc responsable en 2019 de l'assassinat de la femme politique kurde Hevrin Khalaf. Mais ce groupe supplétif d'Ankara aurait intégré dans ses rangs d'anciens dirigeants de Daech (AFP). Par ailleurs, l'organisation djihadiste, bien qu'incontestablement affaiblie, continue ses attentats. Le 17, une femme a été assassinée dans le camp d'Al-Hol, avant qu'une autre soit exécutée la semaine suivante pour avoir coopéré avec la sécurité kurde. Son mari avait été décapité 15 jours plus tôt. Enfin, le 28, une fosse commune avec au moins 29 corps dont ceux d'une femme et de deux enfants a été découverte à Manbij. Selon un communiqué du Conseil militaire de la ville, certains des corps «avaient les mains menottées et les yeux bandés». Manbij était restée sous contrôle de Daech de 2014 à 2016.

IRAK :

LE PAYS TOUJOURS DANS L'IMPASSE POLITIQUE ; UNE FRAPPE TURQUE FAIT 9 MORTS ET 28 BLESSÉS CIVILS À ZAKHO

L'impasse politique dure maintenant depuis 9 mois en Irak. La démission de masse des 73 députés du courant sadriste le 12 juin a apporté au Parlement 40 sièges supplémentaires aux partis chiites du «Cadre de coordination» pro-iranien. Avec 130 sièges, ils en sont devenus le groupe le plus important, ce qui leur donne théoriquement l'avantage pour former le futur gouvernement. Toutefois, les divisions intra-communautaires fracturant le paysage politique irakien rendent cet avantage plus théorique

que réel. Ainsi l'alliance de Sadr, auparavant la première force au sein de l'assemblée, n'était pas pour autant parvenue à former un gouvernement.

En effet, le préalable demeure la nomination d'un Président pour succéder à Barham Salih. Selon un consensus intercommunautaire établi depuis 2005, celui-ci devrait comme Salih être kurde. Le nouveau Premier ministre, quant à lui, doit pour la même raison être chiite... Jusqu'à présent, le président du Parlement, le sunnite Mohammed al-Halbousi, est le

seul des trois plus importants personnages de l'État à avoir été désigné. Les désaccords internes à chaque communauté concernée ont jusqu'à présent empêché la désignation des deux autres. Début juillet, les partis du «Cadre» recherchaient toujours leur candidat Premier ministre, et concernant le Président, les deux principaux partis kurdes, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, et son rival l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), refusaient toujours chacun d'abandonner leur candidat respectif. Seul point positif: après la

démision du bloc sadriste, qui a concrètement dissous son alliance parlementaire avec le PDK, les 2 partis kurdes ont enfin repris leurs discussions.

La 2e semaine de juillet, un responsable du «Cadre» a indiqué l'agence iranienne Mehr News que le bloc envisageait comme Premier ministre Nouri al-Maliki, Qasim al-Araji ou Muhammed al-Sudani. Le 12, Massoud Barzani a publié une déclaration disant en substance que le PDK n'attachait aucune importance au nom du futur Premier ministre, mais que par contre, il examinerait très attentivement le programme du futur gouvernement et son respect de la constitution.

Ce n'est finalement que le 25 que la coalition chiite a annoncé la nomination de son candidat Premier ministre: il s'agit de Mohamed Shia' al-Sudani, 52 ans, ancien membre du parti Dawa', ancien ministre et ex-gouverneur de la province de Maysan, dans le Sud du pays. Le 27 en fin d'après-midi, des centaines de partisans de Moqtada al-Sadr, dénonçant la nomination d'un «corrompu», ont occupé le parlement pendant deux heures, malgré les tirs de lacrymogènes des forces de sécurité sensées empêcher l'accès à l'hypersécurisée «Zone Verte». Ils ont cependant quitté les lieux dans le calme après que leur leader les a appelés à «rentrer chez eux sains et saufs», leur assurant: «Vous avez terrorisé les corrompus».

Face à l'apparente facilité de leur intrusion, le «Cadre de coordination» a accusé le gouvernement de complaisance vis-à-vis des manifestants et réclame des «mesures fermes de maintien de la sécurité et de l'ordre». Cela n'a pas empêché les partisans de Moqtada Al-Sadr d'attaquer le 29 au soir les bureaux des partis chiites Dawa' de Maliki et d'Al-Hikma. Puis le 30, après de nouvelles manifestations marquées de tirs de gaz lacrymogènes et de jets de pierres,

qui ont fait au moins 100 blessés parmi les manifestants et 25 chez les forces de sécurité, des milliers d'entre eux ont de nouveau investi le parlement, décidés cette fois à y demeurer jusqu'à ce que leur refus de M. Sudani soit entendu. Le président du Parlement a annoncé la suspension des travaux parlementaires, appelant les manifestants à «préserver les propriétés de l'Etat». Moqtada al-Sadr a de son côté salué sur Twitter «une révolution spontanée et pacifique qui a libéré la Zone verte – une première étape» et a appelé à des manifestations de soutien dans tout le pays.

Le 31 juillet, le Parlement était toujours occupé, tandis que le Président du Kurdistan, Nechirvan Barzani, invitait dans un communiqué «les parties concernées à venir à Erbil pour initier un dialogue ouvert et inclusif, et parvenir à un accord» (AFP).

Les relations entre le Kurdistan et le reste de l'Irak sont toujours aussi paradoxales. Le Président du Kurdistan, issu du PDK, jusqu'à fin juin l'une des composantes les plus importantes de l'alliance sadriste, propose ses bons offices pour aider aux discussions intrachiites, tandis que l'UPK participe toujours à l'alliance rivale avec le «Cadre de coordination»: une constante depuis 2003, les partis kurdes jouent un rôle important sur l'échiquier politique irakien. Mais parallèlement, le gouvernement fédéral de Bagdad et le gouvernement régional d'Erbil (GRK) s'affrontent de plus en plus durement sur deux points: la gestion des ressources pétrolières et l'administration des territoires à population mixte situés au sud du Kurdistan, dits «territoires disputés».

Ces deux facettes des relations Bagdad-Erbil sont cependant liées: le PDK, qui domine le Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK) où il est allié à l'UPK, accuse du harcèlement militaire et juridique qu'il subit les

anti-sadristes pro-Iran voulant lui faire abandonner son alliance avec le leader chiite. En particulier, le GRK accuse la «Cour suprême» de Bagdad d'avoir invalidé sa loi pétrolière le 15 février dernier pour des raisons plus politiques que constitutionnelles. Depuis, les attaques contre les installations pétrolières du Kurdistan n'ont pas cessé. Rien qu'entre les 22 et 24 juin, le complexe gazier de Khor Mor, une installation de la société émiratie Dana Gaz a ainsi été visé par trois tirs de roquettes. Bien que l'attaque n'ait pas été immédiatement revendiquée, les milices pro-iraniennes demeurent les principales suspectes, d'autant plus que les tirs de missiles iraniens du 13 mars sur Erbil semblaient déjà viser la résidence du responsable de Dana...

L'attaque sur Khor Mor n'a fait ni victimes ni dégâts matériels, bien qu'un incendie se soit déclaré. Mais les peshmergas, craignant que l'armée irakienne n'en profite pour prendre le contrôle de l'installation, se sont mis en état d'alerte: le site est très proche de la ligne de front entre les deux forces. Selon une source anonyme, une délégation militaire irakienne de haut niveau est d'ailleurs arrivée à l'aéroport de Halwa (Tuz Khurmatu) deux jours après la dernière frappe pour demander aux commandants peshmergas de se retirer du poste de contrôle et de le remettre à l'armée, mais ceux-ci ont refusé et se sont opposés sur le terrain à toute avance irakienne... Le 25 juillet, le site a de nouveau été bombardé, pour la quatrième fois en moins d'un mois (WKI).

Attaques juridiques et militaires ont continué à alterner: le 4 juillet, un tribunal de commerce saisi par le ministère du Pétrole de Bagdad a invalidé comme «non-conformes à la décision de la Cour suprême fédérale» quatre contrats pétroliers conclus par la Région du Kurdistan avec des compagnies canadienne, américaine, britannique et norvégienne. Le GRK a

réagi en intentant deux actions en justice, dont une visant le ministre irakien du Pétrole, Ihsan Ismail, accusé de vouloir «intimider» les entreprises étrangères opérant au Kurdistan (AFP).

Le 23, Mustafa al-Kadhimi a reçu à Bagdad Masrour Barzani, qui faisait là sa première visite depuis 2019. Prenant probablement conscience de l'effet négatif sur les investisseurs étrangers de l'incertitude résultant de leur conflit, et notamment de l'annulation de contrats déjà signés, les deux dirigeants ont indiqué privilégier le «dialogue» pour résoudre leurs différends, admettant la nécessité de renforcer la «coordination» pour «attirer les investissements». Le communiqué du bureau du Premier ministre irakien a également évoqué un accord pour «œuvrer à des solutions conjointes et réaliser la complémentarité dans la gestion des hydrocarbures», une première. Ceci n'a pas empêché 2 jours plus tard la nouvelle frappe sur Khor Mor...

Un autre événement a pu contribuer à rapprocher les points de vue des deux interlocuteurs: la frappe, imputée à la Turquie, qui a fait neuf morts à Zakho le 20. Les deux dirigeants ont souligné l'importance d'une «vision unifiée» à propos de cette attaque...

La présence et les opérations militaires turques dans le Nord de l'Irak deviennent en effet de plus en plus pesantes et intrusives.

Le 17, un drone turc a détruit un véhicule et tué ses cinq occupants à l'ouest de Mossoul. Le gouverneur de la province, Najim Al-Jabouri, a dénoncé l'attaque et demandé au gouvernement irakien de «protester contre de tels actes». Plusieurs sources pro-turques ont affirmé que les cinq victimes appartenaient au PKK.

Mais l'événement le plus grave du mois a été sans conteste la frappe d'artillerie turque qui a fait 9 morts

et au moins 28 blessés, tous civils, dans le parc de loisirs de Perex (Barakh) près de Zakho (province de Dohouk), ombragé et nanti de plusieurs plans d'eau. Un premier bilan faisait état de 3 femmes et 2 enfants parmi les morts. La plupart des victimes sont des touristes irakiens venus passer quelques jours au Kurdistan pour échapper aux chaleurs caniculaires du Centre et du Sud du pays. Un rescapé a raconté à l'agence irakienne INA: «Plus de vingt autocars sont entrés dans le parc et 15 minutes plus tard il y a eu de violents bombardements, pas moins de cinq roquettes».

L'attaque a suscité l'indignation et provoqué des manifestations anti-turques dans tout le pays, de Najaf à Kirkouk, ou le centre de délivrance de visas turcs a dû fermer, en passant par Mossoul et Bagdad, où l'ambassade turque a été attaquée. À Kerbala, un drapeau turc a été brûlé devant le centre des visas, un autre à Nassiriya. Le président irakien a condamné la frappe, ainsi que le premier ministre, qui a également brandi la menace d'une riposte. Le ministre des Affaires étrangères, Fuad Hussein, a accusé la Turquie «d'occuper l'Irak» sous prétexte de combattre le PKK, avant de déposer auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies une plainte visant à mettre fin à l'invasion et aux attaques continues de la Turquie sur le territoire irakien. Par ailleurs, l'Irak a rappelé pour consultations son chargé d'affaires à Ankara, et le Conseil ministériel de sécurité nationale irakien a exigé des excuses officielles de la Turquie et «le retrait de ses forces armées de l'ensemble du territoire irakien» (AFP). Jusqu'à présent, ce type de demandes a toujours été complètement ignoré par Ankara...

Le soir même, la Turquie a nié toute implication dans l'attaque, tentant d'y impliquer le PKK. Mais en Turquie même, le Bureau exécutif central du parti «pro-kurde» HDP a blâmé le gouvernement

turc pour la frappe, déclarant qu'il était «politiquement et juridiquement responsable de ce massacre, qui restera dans l'histoire comme le deuxième massacre de Roboski». Le 28 décembre 2011, l'aviation turque avait tué 34 villageois qui ramenaient des marchandises de contrebande du Kurdistan d'Irak vers leurs villages de Roboski et Becuh côté turc...

Le 21, Paris a dénoncé une «frappe indiscriminée» contre «une aire de loisirs», rappelant «son attachement à la souveraineté de l'Irak et à la stabilité de la région autonome du Kurdistan» (L'Express), et Berlin a qualifié une frappe contre des civils d'«inacceptable» et appelé à «faire la lumière sur les responsabilités» (AFP). Le département d'État américain a également condamné l'attaque, mais son communiqué a été jugé «décevant» par le Président de l'Institut kurde de Washington, Sirwan Nejmedine Karim, car il «ne mentionne pas la Turquie comme l'auteur de l'attaque».

Alors que les dépouilles des victimes étaient reçues à Erbil par le président du Kurdistan, accompagné par un grand nombre de responsables régionaux, le Premier ministre irakien a décrété une journée de deuil national pour le lendemain (WKI). Les cercueils, transférés par avion vers Bagdad, ont été accueillis à l'aéroport de la capitale par le Premier ministre.

Pour autant, note l'AFP, le GRK trouvera difficile de s'en prendre directement à la Turquie, seule voie d'exportation de ses hydrocarbures vers les marchés internationaux...

Les actions antiturques se sont prolongées jusqu'à la fin du mois. Le 22, deux drones piégés ont été abattus au matin près de la base militaire turque de Bamarnê (Dohouk), au Kurdistan d'Irak. La tentative n'a pas été revendiquée, mais une chaîne Telegram pro-Iran s'est félicitée d'une action de «la

résistance irakienne». Enfin, la nuit du 27, quatre obus de mortiers ont visé les abords du consulat de Turquie à Mossoul, endommageant des véhicules garés dans le secteur. Là encore, il n'y a pas eu de revendication (AFP). Quasiment au même moment, en tenant compte du décalage horaire, au Conseil de sécurité des Nations Unies, réuni à la demande de l'Irak, le pays renouvelait sa condamnation de «la présence illégale des forces militaires turques sur [son] territoire», demandant leur «retrait total». Le Conseil de sécurité a «fermement condamné» le bombardement. Ankara s'est promis de poursuivre sa lutte contre les «terroristes» en Irak.

La Turquie a aussi continué à envoyer régulièrement des drones frapper le camp de réfugiés de Makhmour, comme le 5, où c'est un village proche qui a été visé. Les autorités du camp ont récemment restreint les déplacements des résidents hors du camp par mesure de sécurité.

La Turquie pourrait bien avoir un jour à répondre de ses activités hors de ses frontières, notamment en relation avec le génocide perpétré par Daech en 2014 contre la communauté yézidie. Après trois ans d'investigations concernant l'attitude de 13 pays durant cette période, le Yazidi Justice Committee (YJC), basé à Londres, a publié son rapport le 8 juillet (<https://www.yazidijustice.com/the-report>). Celui-ci conclut à la négligence de la Syrie et de l'Irak : ces deux États n'ont pas pris les mesures qui auraient permis de prévenir le génocide. Mais le groupe de travail, présidé par Sir Geoffrey Nice QC, ancien procureur principal au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, et qui comprend des députés, des universitaires et des juristes britanniques, va plus loin concernant Ankara: le rapport conclut en effet à la complicité de la Turquie dans le génocide et demande qu'elle soit poursuivie

devant la Cour Pénale Internationale. Il reproche aux responsables turcs de n'avoir pas fermé leurs frontières pour stopper les déplacements des djihadistes et, pire encore, d'avoir fermé les yeux sur la vente, le transfert et la réduction en esclavage de femmes et d'enfants yézidis. Par ailleurs, la Turquie a participé à la formation des combattants de Daech pour qu'ils puissent combattre les Kurdes de Syrie, renforçant ainsi les auteurs du génocide (The Guardian).

La veille, la Commission d'enquête du Parlement allemand sur le cas des Yézidis avait remis au Président de celui-ci son propre rapport, qui recommandait la reconnaissance officielle du génocide de 2014 par le Bundestag. Celui-ci a rapidement approuvé un vote de la commission des pétitions demandant cette reconnaissance, en attendant un vote en session plénière qui achèvera la procédure de reconnaissance. L'Allemagne, où vit une importante diaspora yazidie, est l'un des rares pays à s'être saisi judiciairement des exactions commises par Daech contre cette minorité. C'est en Allemagne que, pour la première fois dans le monde, un djihadiste irakien a été condamné pour génocide en novembre dernier (AFP).

Dans les territoires disputés irakiens, l'organisation djihadiste a poursuivi ses attaques, même si elle perd progressivement de la puissance. Le 1er juillet, la Sécurité de Kirkouk a annoncé l'arrestation d'un leader djihadiste nommé «Abu Talha», tandis qu'une frappe aérienne éliminait 2 djihadistes près de Dibis. Le 8, les djihadistes ont libéré un berger enlevé le 17 juin près de Daqouq, après paiement d'une rançon de 100.000 \$. Le 25, ils ont attaqué des pylônes de la ligne électrique Kirkouk-Tikrit. Le lendemain, ils ont blessé 2 policiers fédéraux au Sud-Ouest de Daqouq. Près de Makhmour, alors que la coordination kurdo-irakienne tarde toujours à se mettre

en place, ils restent dangereux. Les monts Qara Chokh, qui se trouvent à proximité, sont devenus l'une de leurs principales bases d'opérations... Cependant, la coordination irako-kurde fait de timides progrès. Le 13, un détachement de peshmergas est intervenu pour assister des militaires irakiens attaqués, dont 3 ont été grièvement blessés. Le 19, le Conseil de sécurité de la région du Kurdistan (KRSC) a annoncé qu'une opération de 2 jours dans cette zone avait permis d'éliminer 4 djihadistes, grâce à la coordination avec la coalition internationale et les forces irakiennes. Une première, les forces irakiennes et les peshmergas ont fait leur jonction dans la région, éliminant tout vide sécuritaire entre leurs lignes. À Khanaqin, une délégation militaire irakienne a rencontré les peshmergas entre Khanaqin et Kalar le 26. Selon un communiqué de ceux-ci, les discussions ont concerné la situation sécuritaire dans la région et l'élimination du vide sécuritaire entre les deux parties. On ne peut qu'espérer que cette tendance se confirme.

Par contre, notamment à Kirkouk, les Kurdes sont toujours confrontés à la reprise de la politique d'arabisation. Le 1er juillet, 2 nouveaux postes de direction à la Société pétrolière d'État ont été retirés à des Kurdes pour être attribués à un irakien arabe et un turkmène. Depuis le 16 octobre 2017, lorsque Bagdad a repris militairement le contrôle de la province, ce sont ainsi plus de 125 postes gouvernementaux qui ont été retirés aux Kurdes. Le 15, le responsable kurde du personnel au tribunal de Kirkouk a été remplacé par un arabe, et le 27, le gouverneur a poursuivi sa politique favorisant l'embauche des Arabes en attribuant à ceux-ci 60% de 1000 nouveaux postes...

Le 3, le gouverneur intérimaire, nommé par Bagdad en 2017, a ordonné la confiscation des cartes de résidents de toute personne ne

possédant pas de maison à Kirkouk. Cette mesure priverait près de 200.000 Kurdes chassés par le régime précédent et revenus après 2003 de cartes de résidence et donc de rations alimentaires. La colère publique et l'intervention des députés kurdes ont obligé Al-Jabouri à suspendre cette décision pour le moment. La 18, la repré-

sentante du Parti du Conseil arabe, Tahrir Al-Obeidi, dont le chef n'est autre que le gouverneur, a déposé au nom des colons arabes une plainte demandant l'attribution de terres appartenant à des Kurdes, c'est-à-dire la reprise officielle de la politique d'arabisation de Saddam Hussein! Elle est la fille d'un ancien officier du

Renseignement ba'thiste toujours recherché par les Américains pour une prime de 200.000 \$. Avant elle, Hanan Jassim, directrice du bureau juridique du ministère de la Justice, avait bloqué la restitution aux Kurdes de terres attribuées aux colons. Elle est également la fille d'un ancien fonctionnaire de l'époque ba'thiste...

TURQUIE : LE HDP TIENT SON CINQUIÈME CONGRÈS ET CONTINUE À RÉSISTER À LA RÉPRESSION

En Turquie, l'épidémie de COVID, quelque peu oubliée des médias depuis 6 mois, y a refait une apparition lorsque le ministère turc de la Santé a indiqué mi-juillet que le nombre de cas avait été multiplié par 10 en un mois, après avoir doublé chaque semaine durant juin. Ainsi, alors qu'on avait recensé 10.954 cas la semaine du 13 au 19 juin, le chiffre a sauté à 57.113 du 27 juin au 3 juillet... Le 18 juillet, le ministre de la santé Fahrettin Koca, cette fois sans donner de chiffres, a indiqué au sortir d'une réunion de cabinet durant les 4 ou 5 dernières semaines, le nombre de cas quotidiens avait été multiplié par 40! (Bianet)

Ce retour d'inquiétudes sur le front sanitaire vient s'ajouter à une situation économique toujours aussi catastrophique. Le taux officiel d'inflation, pourtant très sous-estimé, a dépassé les 78% en juin selon l'agence TürkStat, une augmentation mensuelle des prix de 4,95%, annuelle de 44,54%. L'alimentation fait partie des secteurs les plus impactés avec un taux annuel de 93,9%, d'où un quotidien de plus en plus insupportable pour les ménages. Mais même ces chiffres, déjà préoccupants, sont dépassés par ceux du groupe d'économistes indépendant ENAG, qui a quant à lui calculé une inflation annuelle de 175,55% en juin (Bianet). Ces cal-

culs ont valu à son fondateur le licenciement par son université, mais ENAG n'en continue pas moins à publier courageusement ses résultats...

C'est que, face à ces mauvaises nouvelles, le président turc a choisi comme réponse la censure et la répression systématiques des voix critiques: il est plus simple de faire taire le porteur de mauvaises nouvelles que de s'attaquer aux causes des problèmes.

Ainsi la grande campagne de répression des journalistes, en réalité déjà en cours depuis des mois, s'est-elle encore intensifiée. Alors que l'organisation Reporters sans Frontières exhortait le 1er la Turquie à mettre fin aux violences contre les journalistes, demandant au ministère de l'Intérieur de «respecter le travail des journalistes couvrant les manifestations, de cesser de les arrêter et de les soumettre à des violences», le pouvoir s'en est pris à la presse étrangère en censurant le même jour les sites web de Voice of America (VOA) et Deutsche Welle (DW).

En février dernier, l'instance de régulation turque des médias, le RTÜK, avait demandé à VOA, DW Turkish et Euronews de déposer une demande de licence sous 72 heures. L'organisme avait retiré sa demande en avril pour Euronews après que la chaîne avait apporté quelques modifications à son site

web. Par contre, les deux autres médias avaient indiqué que non seulement ils n'obtempéreraient pas mais qu'ils engageraient une action en justice. Le Directeur de DW avait déclaré: «Les médias titulaires d'une licence en Turquie sont tenus de supprimer les contenus en ligne que le RTÜK considère comme inappropriés. C'est tout simplement inacceptable pour un radiodiffuseur indépendant». Le 6, le porte-parole du département d'État américain, Ned Price, a indiqué sur Tweeter que son administration regrettait une décision turque qui «étendrait encore le contrôle du gouvernement sur la liberté d'expression et la liberté des médias en Turquie», ajoutant: «Une presse libre est essentielle à une démocratie robuste» (Bianet). Mais qui peut encore parler de la Turquie comme une «démocratie robuste»?

Les 4 et 5, plusieurs journalistes se sont rassemblés Place Ulus à Ankara à l'appel de la Dicle Firat Journalists' Association (DFG) et de la Mesopotamia Women Journalists Platform (MKGP) pour protester contre les récentes arrestations de journalistes kurdes (16 d'entre eux arrêtés le 16 juin à Diyarbakir pour «propagande terroriste»). La police a violemment attaqué le rassemblement, empêchant les participants de lire la déclaration qu'ils avaient préparée, et les a dispersés ou encerclés, battant plus particulièrement puis

arrêtant 3 d'entre eux. Il s'agit de Deniz Nazlım, reporter pour l'agence Mezopotamya (MA) à Ankara, Yıldız Tar, et Sibel Yüklér (Bianet), une journaliste féministe qui venait de publier sur le site de la Heinrich Böll Stiftung d'Istanbul un texte sur la criminalisation des LGBT concomitante au retrait turc de la Convention d'Istanbul...

Les journalistes ayant échappé à l'arrestation se sont rassemblés au syndicat DISK-Presse pour préparer un communiqué de protestation qui a aussi été signé entre autres par le député HDP d'Adana, Tülay Hatimoğulları, et le coprésident de l'Association des droits humains İHD, Öztürk Türkdoğan. La lecture publique de la déclaration a donné lieu à plusieurs prises de parole, dont celle du journaliste Özgür Paksoy pour la DFG, qui a déclaré: «Nous sommes très habitués à la violence de l'État. Nous continuerons à défendre le droit du peuple à recevoir des informations. Nos lieux de travail sont soumis à un blocus policier depuis 28 jours. Ils essaient de trouver quelque chose qui incrimine nos amis. Ils n'ont encore rien trouvé. Nous allons continuer sur cette voie qu'ils définissent comme un crime. Nous continuerons à écrire!» (Mezopotamya)

Le 11, la police a terminé la perquisition lancée dans les locaux de 2 sociétés de presse le 8 juin, durant les raids qui ont ensuite mené à l'arrestation des 16 journalistes kurdes. Les raids du 8 avaient concerné 4 sociétés, l'agence JinNews et les sociétés de production Pel, Piya et Ari. Une importante quantité de matériel audiovisuel et informatique avait été confisquée à des fins d'enquête. La fouille des deux dernières sociétés aura donc pris plus d'un mois, exactement 32 jours... (Bianet).

Le 29, un tribunal a bloqué l'accès à 130 articles en ligne et d'autres contenus concernant un ancien avocat du Président turc, Mustafa

Doğan İnal. Celui-ci avait déposé plainte en alléguant que ses droits personnels avaient été violés.

Les magistrats ont censuré les articles incriminés en considérant qu'ils ne pouvaient relever de la liberté d'information, car ils ne présentaient pas de preuves de ce qu'ils avançaient, à savoir que l'avocat aurait été impliqué dans des «négociations de corruption». Cependant, ils n'ont pas demandé leurs preuves aux médias concernés... Les articles maintenant interdits d'accès se trouvent sur une vingtaine de médias différents, auxquels il faut ajouter plusieurs «posts» sur Twitter, Instagram, et Facebook et des vidéos YouTube. L'association pour la liberté d'expression a recensé pour 2020 un total de 819 ordonnances de blocage d'accès pour 5.645 adresses web et 58.809 sites (Bianet).

Ce harcèlement permanent des médias n'a nullement enrayeré la chute de l'AKP dans les sondages, puisque selon le dernier il est maintenant tombé à 27,7% des intentions de votes... (WKI)

À côté de ses attaques contre la presse, le pouvoir poursuit également le harcèlement du HDP, le «Parti démocratique des Peuples». En début de mois, celui-ci a tenu à Ankara son 5e congrès, au cours duquel Pervin Buldan et Mithat Sancar ont été réélus respectivement comme coprésidente et coprésident. Cette année, des dizaines de milliers de personnes étaient présentes pour le congrès, dont des milliers d'invités et plus d'une centaine de participants venus de l'étranger, entre autres de plusieurs pays d'Europe (Allemagne, Angleterre, Écosse, Espagne, France, Grèce, Suède...) mais aussi du monde arabe (Maghreb: Algérie, Maroc, Tunisie, et Koweït...). Parmi les banderoles déployées dans la salle du congrès, on pouvait lire entre autres: «La presse libre ne peut être réduite au silence», «Solution démocratique

de la question kurde», «Ni faim ni pauvreté, mais répartition équitable», ou encore «Nous ne renonçons pas à la Convention d'Istanbul».

Dans son bref discours d'ouverture, Pervin Buldan a notamment déclaré, en critique des nouveaux projets d'invasion du Président turc: «Le Moyen-Orient et la Syrie ne seront pas façonnés par votre hostilité contre les Kurdes, mais par la volonté du peuple kurde en faveur de la coexistence, et par les alliances démocratiques qu'il forme avec les peuples qu'il côtoie. [...] Les prochaines élections ne consisteront pas à choisir le président ou le premier ministre. Il s'agira de construire un nouvel ordre démocratique et égalitaire en Turquie». Mithat Sancar a de son côté averti le gouvernement AKP: «Ne jouez pas sur l'isolement de M. Öcalan, n'utilisez pas une question aussi sensible pour vos objectifs de pouvoir. Ne parlez pas au nom d'İmralı, n'induisez pas le public en erreur et ne créez pas de faux agendas. Laissez le public savoir ce que pense Öcalan» (HDP). Plusieurs personnalités politiques étrangères et dirigeants d'organisations internationales venus assister au congrès ont prononcé des discours de soutien au HDP. Peu après le congrès, la police a arrêté quatre personnes après que le bureau du procureur a ouvert une enquête sur les slogans et les banderoles du congrès. Séparément, la police turque a arrêté 37 Kurdes à Adana, principalement des partisans du HDP (WKI).

Le 12, un tribunal pénal de Manisa a condamné deux cadres du HDP, Mesuti Bökü et Naile Gümüştas, à plus de six ans de prison chacun pour «appartenance à une organisation terroriste».

Le même jour, est parue une tribune signée depuis sa cellule par l'ancien coprésident du HDP Selahattin Demirtaş, dans laquelle il critiquait l'opposition pour avoir

exclu le HDP de l'accord passé entre ses 6 composantes et l'appelaient au «changement»: «Le changement en politique nécessite du courage», a notamment écrit Demirtaş, accusant implicitement l'opposition d'en manquer... De son côté, la vice-présidente du groupe HDP, Meral Daniş Beştaş, s'est dite prête à soutenir un candidat de l'opposition, mais à condition que l'exclusion du HDP cesse: «Un candidat unique est possible, mais cette possibilité est de la responsabilité de chacun». Elle a averti que si le HDP ne pouvait participer aux «discussions», il ne soutiendrait aucun candidat d'opposition à la présidentielle de 2023... (WKI)

Le 18, Selahattin Demirtaş a de nouveau pris la parole, cette fois en répondant aux questions du journaliste de Murat Sabuncu, du site T24. Il a notamment déclaré que son parti n'est pas «une extension» du PKK, qu'il a parallèlement appelé à «faire taire les armes» (WKI). Le site de VOA en langue turque a donné de larges extraits de cette interview. «Un parti qui mène une politique démocratique ne peut pas être affilié à une organisation armée», a notamment déclaré le leader emprisonné.

Pour échapper à la tactique du pouvoir qui cherche à utiliser la peur des Turcs pour faire du HDP un bouc émissaire, Demirtaş pense que le parti devrait «donner davantage de messages de paix»: «Une partie importante de la société vit dans la peur de la division, des armes, de la violence et du terrorisme. Le gouvernement excite constamment ces peurs et dirige la colère vers le HDP. Par conséquent, le HDP est transformé en bouc émissaire. Pour sortir de cette emprise, il conviendrait que le HDP délivre davantage de messages d'unité et de paix et rende concrète et visible sa politique en ce sens». Concernant la question kurde, Demirtaş a indiqué: «L'approche du HDP au problème kurde et ses propositions de solutions sont différentes de celles

de nombreux partis et sont les plus réalistes. Notre proposition de solution n'est pas une opération militaire, mais le dialogue et la négociation. Il faut savoir bien expliquer à la société que le dialogue et la négociation sont les seules solutions».

À propos de la fin de la lutte armée, il a indiqué: «Notre expérience a montré que ce n'est pas facile, malheureusement», déclarant que deux obstacles «que tout le monde devrait connaître» s'opposent au dépôt des armes par le PKK: premièrement, le gouvernement turc, qui souhaite prolonger la confrontation armée, refuse la discussion, et maintient l'isolement d'Öcalan à İmralı: «La personne qui peut convaincre le PKK est Öcalan, et ils l'ont gardé en isolement pendant des années. Malgré ces obstacles, je serais heureux si le PKK faisait taire ses armes». [...] «Si le gouvernement parle à Öcalan pour faire taire les armes, il fera ce qu'il faut. Sauver la vie des enfants de ce pays, c'est une chose à laquelle personne ne peut s'opposer», a poursuivi Demirtaş. «Il serait moralement et politiquement répréhensible de s'opposer à la paix simplement parce que l'effusion de sang apportera des voix à l'AKP. Je ne sais pas si [la paix] profitera à l'AKP, mais elle profitera à la société turque, tout le monde va respirer» (VOA Turc).

En réaction, Kemal Kılıçdaroglu, chef du CHP (opposition kémaliste), qualifiant les déclarations de Demirtaş d'«importantes», a demandé sa libération en tant que «prisonnier politique». Côté médias pro-gouvernementaux par contre, l'interview a provoqué une nouvelle campagne de calomnie accusant le HDP d'être «une extension du PKK» (WKI).

Le 21, le HDP a dénoncé la frappe turque en Irak qui a fait 9 morts et des dizaines de blessés à Zakho en déclarant «Zakho est le second massacre de Roboski», demandant que les responsables soient révélés et jugés pour leurs actes. Le parti a

par ailleurs demandé une session d'urgence du parlement sur l'incident, argumentant que puisque c'est lui qui a autorisé les opérations militaires transfrontalières, c'est à lui d'en examiner les conséquences. Le Comité exécutif du HDP a rappelé dans une déclaration écrite que depuis 2015, les frappes turques au Kurdistan d'Irak ont fait au moins 112 morts civils. Par ailleurs, les barreaux de six provinces à majorité kurde du pays, Diyarbakir, Urfa, Şırnak, Van, Mardin et Bingöl, ont demandé aux autorités de révéler les responsables. Le Barreau de Diyarbakir a déclaré qu'il déposerait des plaintes pénales pour l'identification et la punition des responsables de l'attaque (Bianet).

La répression s'est rapidement abattue sur les personnes qui dénonçaient l'attaque de Zakho. À Antalya, la police a arrêté le 28 sept membres du Conseil des jeunes du HDP. Le lendemain, 12 personnes ont été arrêtées à Istanbul. Par ailleurs, le HDP a annoncé préparer un rassemblement le 6 août à Diyarbakir pour demander l'arrêt des guerres du gouvernement contre les Kurdes.

Par ailleurs, les prisons turques continuent à connaître des morts suspectes, que l'administration pénitentiaire classifie toujours comme des suicides. Le 18, un détenu récemment libéré a témoigné de manière anonyme auprès de Mezopotamya à propos de la mort d'un autre prisonnier. Yılmaz Ekinci, 28 ans, s'était «suicidé» le 13 janvier dans la prison d'Aydın. Selon la version officielle, ce prisonnier qui mesurait 1,70 m se serait pendu à une barre métallique placée à 1,48 m du sol. Mais le témoin a indiqué qu'une autre raison rendait le suicide encore plus invraisemblable: «Dans la salle d'observation, ils vous prennent même vos chaussures, alors pas question de trouver de quoi se pendre! Je pense qu'on lui a brisé le cou et qu'ils ont maquillé ça en suicide.», a-t-il affirmé. La famille

du défunt n'a jamais obtenu les images de la caméra filmant la porte de la salle d'observation... Le 21, l'administration de la prison de Diyarbakir a annoncé à la famille de Kadri Ekinci, incarcéré depuis 5 ans, qu'il avait été retrouvé mort dans la cellule d'isolement où il avait été placé après s'être ouvert les veines. Mais les proches ont refusé de croire à cette version: où Ekinci aurait-il pu trouver un objet coupant pour s'entailler les poignets, et surtout, comment aurait-il pu s'ouvrir les veines alors qu'il avait le bras droit cassé, alors qu'il n'arrivait plus à se raser sans se faire des entailles au visage? «Ce n'est pas un suicide, ils ont exécuté mon neveu», a déclaré son oncle. «Nous n'aban-

donnerons pas cette affaire. Le seul responsable de cette mort est l'État» (Bianet).

La mainmise de la présidence turque sur le système judiciaire a suscité ce mois-ci de nouvelles condamnations de l'étranger. La Grande chambre de la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH), bras judiciaire du Conseil de l'Europe, a conclu le 11 qu'Ankara avait violé l'article 46 de la Convention européenne des droits de l'homme en refusant d'exécuter l'arrêt de la CEDH ordonnant la libération d'Osman Kavala. Le Conseil de l'Europe a le jour même réitéré sa demande à la Turquie de le libérer «immédiatement». C'est seulement la deuxième fois de son histoire que

la CEDH condamne par un arrêt de la Grande Chambre l'un de ses 46 États membres au terme d'une procédure pour manquement (Le Point). Non contente de maintenir Kavala en détention, la Turquie a en avril dernier condamné Kavala à la perpétuité sur un dossier d'accusation vide. Le 29, la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, en visite à Istanbul, a eu un premier échange plutôt tendu avec son homologue turc lorsqu'elle a déclaré que la décision de la CEDH concernant Osman Kavala devait être appliquée. Loin de se démonter, M. Çavuşoglu a répliqué en accusant l'Allemagne d'«encourager tous les pays à exclure la Turquie du Conseil de l'Europe».

FRANCE :

PARIS RAPATRIE FINALEMENT 16 MÈRES ET 35 ENFANTS DES CAMPS SYRIENS

Le 5 juillet, pour la première fois, la France a effectué un rapatriement massif de ses ressortissants détenus en Syrie. C'est une importante rupture avec la politique du «cas par cas» suivie jusqu'alors. Deux avions spéciaux affrétés par le gouvernement français, dont un sanitaire, ont atterri à l'aube à Paris avec à leur bord 16 mères, âgées de 22 à 39 ans, et 35 mineurs, tous rapatriés des camps de détention du Nord-Est de la Syrie. Parmi les femmes, certaines sont des épouses de djihadistes mais d'autres sont elles-mêmes des djihadistes, comme Emilie König, 37 ans, l'une des plus connues.

Jusqu'à présent, Paris n'avait accepté de rapatrier que des enfants isolés, orphelins ou dont la mère avait accepté de renoncer à ses droits parentaux. Craignant d'être abandonnées sur place – ou refusant d'assumer les conséquences judiciaires de leurs actes –, la grande majorité des mères avaient refusé de se séparer de leurs enfants. Seuls 35 enfants présumés orphelins avaient été rapa-

triés, les derniers en janvier 2021. Avant ce qui n'est peut-être qu'un premier rapatriement, environ 80 femmes et 200 enfants se trouvaient encore dans les camps gérés par l'Administration kurde (AANES).

Juste après l'atterrissage, les femmes et les enfants ont été séparés. Huit femmes et un mineur de 17 ans ont été immédiatement placés en garde à vue, en attendant d'être mis en examen par un juge antiterroriste dans les prochains jours. Huit autres femmes faisant l'objet de mandats d'arrêt devraient également rapidement être mises en examen, dont Emilie König. Les enfants ont été confiés à l'aide sociale à l'enfance des Yvelines et après un long processus d'évaluation sanitaire et psychologique, seront confiés à des familles d'accueil (Le Monde).

Le revirement de Paris s'explique par l'isolement croissant de la France sur cette question des rapatriements. La Belgique, la Finlande, le Danemark, la Suède, les Pays-Bas et l'Allemagne avaient décidé de rapatrier l'inté-

gralité de leurs enfants, en compagnie de leurs mères quand cela était possible. Fin juin, la quasi-totalité des ressortissantes belges étaient ainsi rentrées. Aussi, les condamnations nationales et internationales s'étaient multipliées. Le 29 avril, la Défenseure des droits avait demandé «le rapatriement dans les plus brefs délais de tous les enfants français»; la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) avait pris position pour le rapatriement; la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) devait se prononcer sur les recours déposés par plusieurs familles françaises: une condamnation de la France n'était peut-être plus très loin. Le Comité des droits de l'enfant de l'ONU avait constaté début février que la France avait «violé les droits des enfants français détenus en Syrie en omettant de les rapatrier», une position identique à celles d'Amnesty International et Human Rights Watch.

Par ailleurs, la situation dans les camps n'a cessé de se dégrader depuis plusieurs mois, et ils consti-

tuent de fait un véritable «Mini-État Islamique» où non seulement des meurtres sont commis régulièrement, mais de plus, les jeunes peuvent être recrutés et endoctrinés.

Y aura-t-il d'autres rapatriements? Le lendemain du rapatriement, Laurent Nunez, coordinateur du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, a indiqué qu'il restait encore en Syrie une centaine de femmes et près de 250 enfants français. Pour des raisons de sécurité, il est partisan de la poursuite des rapatriements, car, note-t-il, la zone est «de plus en plus instable» et il y a «des menaces peut-être d'opérations turques». Il a aussi mentionné le danger que Daech puisse libérer les détenus (AFP). Les personnes rapatriées constitueraient donc bien moins un danger que «dans la nature» en Syrie... De son côté, l'avocate Marie Dosé, qui défend plusieurs femmes, a réagi auprès de l'AFP en déclarant qu'il fallait «poursuivre l'opération, et vite». «Ce matin encore, les enfants qui sont toujours dans les camps répétaient :

‘Pourquoi pas moi?’ On ne peut pas laisser les enfants penser ça tout l'été dans une tente sous 50 degrés», a-t-elle ajouté. Le procureur général François Molins, lui aussi, considère que la France a un devoir envers les enfants: «Ces enfants qui sont Français, dont certains sont nés là-bas, n'ont rien demandé, subissent une situation dont ils ne sont pas responsables et qui met en danger leur santé, leur sécurité et leur éducation», a-t-il déclaré sur RTL.

Autre aspect, le retour permet aux enquêteurs de recueillir des dépositions afin de reconstituer les parcours des jihadistes et alimenter les investigations: il met de fait fin à l'impunité.

L'Administration autonome du Nord-Est Syrien (AANES) qui gère les camps demande depuis des mois le rapatriement des ressortissants étrangers et sur le plan juridique, la constitution d'un tribunal international qui permettrait de juger les djihadistes sur place. L'une ou l'autre de ces deux solu-

tions doit être choisie, mais jusqu'à présent, les appels de l'AANES n'ont pas été entendus.

Le 30, un djihadiste canadien d'origine saoudienne, Mohammed Khalifa, 39 ans, dont la «voix off» servait la propagande de Daech dans les vidéos de propagande et de recrutement de l'organisation, a été condamné à la réclusion à perpétuité par la justice américaine. Certaines des vidéos en question comportaient des images des attentats de l'organisation en France et en Belgique. Capturé en 2019 par les Forces Démocratiques Syriennes, Khalifa, qui ne manifestait aucun regret pour ses actes, voulait rentrer au Canada mais pas y être jugé. Remis en 2021 aux autorités américaines et transféré aux Etats-Unis, c'est finalement là qu'il a été condamné (AFP).

Le 25, l'AANES a remis à l'ambassadeur du Tadjikistan au Koweït Zabidullah Zabidov 146 femmes et enfants de familles de combattants de Daech qui se trouvaient dans les camps d'Al-Hol et de Roj.

OTAN :

L'ADHÉSION DE LA SUÈDE SIGNIFIE-T-ELLE LA TRAHISON DES KURDES ?

Les 100.000 Kurdes installés en Suède sont inquiets. Le 5 juillet, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a officiellement lancé le processus d'intégration à l'Alliance atlantique de la Suède et de la Finlande. Il avait souligné la veille: «Nous nous préparons à accueillir deux nouveaux alliés dotés de forces et de capacités militaires formidables», ajoutant: «À 32, nous serons encore plus forts».

Pour en arriver là, il aura fallu de longues négociations tripartites entre la Suède et la Finlande d'une part, et la Turquie d'autre part. Ce n'est pas l'adhésion elle-même qui inquiète la communauté kurde de Suède, mais le fait que le gouvernement suédois ait dû préalable-

ment signer le 28 juin – littéralement in-extremis – un accord avec la Turquie par lequel il s'engage à soutenir le combat turc contre le terrorisme et notamment contre le PKK, sous peine de blocage par Ankara du processus d'adhésion. Plus particulièrement, Helsinki et Stockholm se sont engagées à traiter «de manière approfondie» les demandes d'extraditions de personnes soupçonnées de terrorisme par Ankara, «en tenant compte des informations, des preuves et des renseignements fournis par la Turquie». C'est ce dernier point qui provoque l'inquiétude des Kurdes de Suède, qui forment une communauté certes moins nombreuse qu'en Allemagne (près d'un million de personnes) ou qu'en France (250 000), mais culturellement et politiquement très

active, à preuve, huit députés de l'actuel Parlement suédois sont d'origine kurde. Comparativement, avec une diaspora kurde plus restreinte (environ 15.000 personnes), les inquiétudes sont moins fortes en Finlande.

Chacun sait qu'il suffit en Turquie de quelques mots sur les réseaux sociaux ou d'une mention du «mot en K», c'est-à-dire «Kurdistan», pour être étiqueté «terroriste». Comme l'ont encore démontré les récentes condamnations à perpétuité sur des dossiers vides de la sociologue Pinar Selek et du philanthrope Osman Kavala, après l'emprisonnement abusif de Selahattin Demirtaş, la justice turque n'est maintenant guère plus qu'une coquille vide totalement aux ordres du «Sultan» Erdoğan.

Mais la cause de l'inquiétude la plus forte ne concerne pas en fait la diaspora kurde en Suède: dans le cadre de l'accord tripartite, la Turquie a également obtenu l'engagement des gouvernements suédois et finlandais à «ne pas apporter de soutien» au Parti de l'Union Démocratique kurde (PYD) en Syrie et sa branche armée (YPG) pourtant alliés de la coalition internationale anti-Daech au sein des Forces Démocratiques Syriennes (FDS). Par ailleurs, la Suède a accepté de mettre fin à l'embargo sur les ventes d'armes à la Turquie qu'elle avait décidé après l'attaque turque d'octobre 2019 sur le Rojava. Il faut se rappeler que l'industrie d'armement suédoise, avec un chiffre d'affaires de 3,5 milliards d'euros en 2017, est loin d'être négligeable. Elle résulte paradoxalement de la neutralité du pays, qui ne voulait dépendre d'aucun bloc pour sa défense. Cette reprise des exportations arriverait au plus mauvais moment, alors même qu'Ankara menace l'AANES d'une nouvelle attaque. Cependant, en 2018, quelques années après la contestation d'un projet de construction d'usine de missiles en Arabie saoudite, le Parlement a intégré au processus d'approbation de ventes d'armes à l'étranger un «critère démocratique» selon lequel le pays destinataire est évalué. Cependant, les armes proprement dites sont distinguées des autres équipements à usage militaire, comme les radars d'alerte, qui font l'objet de contrats importants dont la Suède souhaitait conserver les bénéfices...

Il faut noter que le président turc conserve un moyen de pression sur les 2 nouveaux membres, car le protocole d'adhésion leur accorde pour l'instant «seulement» le statut de pays invité. La Suède et la Finlande ne deviendront membres à part entière de l'Alliance que lorsque chacun des 30 États membres aura ratifié le protocole. La Turquie est donc toujours en

mesure d'exercer son blocage: il suffit que M. Erdoğan refuse de transmettre le texte au parlement turc, et il ne s'est pas privé de la rappeler après la signature...

À l'issue du sommet de l'OTAN, le Président turc a également déclaré (clairement à l'usage de son opinion intérieure) qu'il attendait de la Suède qu'elle tienne ses promesses, notamment l'extradition de «73 terroristes». À son retour de Madrid, la Première ministre suédoise, Magdalena Andersson, a été soumise à un feu roulant de questions, en particulier des partis de gauche: s'est-elle effectivement engagée sur une telle promesse? Refusant de démentir les propos du Président turc, elle a simplement répété que le pays continuerait à respecter le droit national et international et qu'il resterait fidèle à sa position historique, à savoir qu'aucun ressortissant suédois ne peut être extradé. Enfin, elle a rappelé l'indépendance de la justice: la décision reviendra à des autorités et des tribunaux indépendants du pouvoir.

Le Parti de Gauche suédois, qui avait été le moteur en 2019 de la décision d'imposer à Ankara un embargo pour les armes, et demeure opposé à l'adhésion à l'OTAN, n'a guère été convaincu. Ses députés craignent que l'adhésion n'entraîne un infléchissement de la politique étrangère du pays, et en particulier que le renforcement prévu de la coopération entre services de renseignement suédois et turc n'aboutisse à des extraditions de Kurdes ayant pourtant besoin de protection. «C'est une énorme trahison que de permettre à la Turquie d'avoir autant d'influence sur la politique étrangère suédoise», peut-on lire sur son site.

On a pu voir par ailleurs comment l'existence de l'accord avec Ankara commençait à impacter non pas la politique étrangère suédoise, mais

bien sa politique intérieure. Lorsque le 21, plusieurs députés du Parti de Gauche ont posé lors d'une université d'été avec des drapeaux du PKK, une organisation considérée comme terroriste par l'Union européenne, mais aussi des YPG (combattants kurdes hommes en Syrie) et des YPJ (combattantes femmes), qui ne le sont pas, la Première ministre a réagi en déclarant: «Le PKK est sur la liste des organisations terroristes, pas seulement en Suède mais aussi dans l'UE, et poser avec ce genre de drapeaux est extrêmement déplacé». Dès le 23, l'ambassadeur suédois en Turquie a été convoqué au ministère des Affaires étrangères à Ankara pour justifier l'usage de cette «propagande terroriste» au profit du PKK...

Pour en revenir aux inquiétudes concernant les extraditions comme les ventes d'armes, il existe bien des mécanismes de protection démocratique et des contre-pouvoirs susceptibles de protéger les Kurdes de la diaspora (dont une grande partie a acquis la nationalité suédoise) et les résidents du Rojava de l'hostilité d'Ankara. Plus que jamais, la question de cette protection et de la démocratie apparaissent liées. Mais ces mécanismes en eux-mêmes n'assurent pas de protection s'il n'y a pas de volonté politique de les mettre en œuvre – ou s'il y a à l'inverse une volonté politique de les contourner. Concernant le Rojava, l'absence de réactions concrètes de la communauté internationale, et particulièrement des membres de l'OTAN et de l'Union européenne face aux précédentes opérations militaires turques en Syrie présagent de manière défavorable pour l'avenir. Si des armes suédoises (ou allemandes...) devaient être utilisées dans une prochaine attaque turque contre l'AANES, les gouvernements concernés iraient-ils cette fois au-delà de simples condamnations verbales?

ROYAUME-UNI : UN KURDE D'IRAK MINISTRE DES FINANCES

Le 5 au soir, après la démission fracassante de son ministre des Finances Rishi Sunak, le Premier ministre britannique Boris Johnson a nommé pour le remplacer celui qui était jusqu'alors ministre de l'Éducation, Nadhim Zahawi, dont la reine Elizabeth II a rapidement approuvé la nomination.

M. Zahawi, né en 1967 à Bagdad de parents kurdes, était arrivé au Royaume-Uni à l'âge de 9 ans sans parler un mot d'anglais lorsque ses parents avaient émigré pour fuir le régime de Saddam Hussein. En Angleterre, il a étudié le génie chimique, dont il a obtenu une licence. En 1991, Zahawi et son compatriote kurde britannique Broosk Saib ont été les assistants de Jeffrey Archer lors de la campagne Simple Truth de ce dernier

pour aider les victimes kurdes de la guerre du Golfe.

Concernant sa vie professionnelle, il a participé en 2000 avec Stephan Shakespeare à la création du prestigieux institut de sondage YouGov, puis a rejoint en 2015 la Gulf Keystone Petroleum, une société d'exploration et de production de pétrole et de gaz, en tant que directeur de la stratégie à temps partiel.

Ayant entamé une carrière politique dans les milieux conservateurs à Londres, après plusieurs postes électifs dans des Conseils locaux durant les années 90, il a été élu en 2010 député de Stratford-on-Avon, ville natale de William Shakespeare, où il a été réélu en 2015, 2017 et 2019. Il a assuré la vice-présidence du groupe parlementaire multipartite (APPG) de

soutien à la Région du Kurdistan d'Irak.

Secrétaire d'État à l'Éducation nationale de 2021 à 2022, il est devenu avec l'apparition du COVID-19 Sous-secrétaire d'État parlementaire chargé du déploiement du vaccin contre la pandémie. Le succès de la campagne de vaccination britannique lui a valu une grande popularité.

Après sa nomination comme ministre des Finances, il a indiqué au micro de la chaîne britannique SkyNews qu'il ferait tout son possible pour s'assurer que le pays pourrait «renouer avec la croissance».

Un peu moins de 48 heures après sa nomination, Zahawi a retiré son soutien à Boris Johnson et l'a publiquement appelé à démissionner, ce que Johnson a fait peu après.

Le sacrifice des Kurdes pour la « résurrection » de l'OTAN

Le sacrifice des Kurdes de Syrie, en lutte contre l'État islamique depuis 2012, sera donc le prix à payer pour que la Turquie lève son veto à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN. Car ne nous y trompons pas, obtenir l'extradition de réfugiés kurdes et la levée de l'embargo sur la vente d'armes à la Turquie est une victoire politique. Mais l'objectif à peine voilé de cet accord est surtout de monnayer le silence de l'Occident lorsqu'aura lieu la prochaine offensive contre les Kurdes de Syrie. Une opération qu'Erdogan lancera probablement dans les semaines qui viennent. Le Conseil de sécurité turc a déclaré le 26 mai que « Les opérations existantes et nouvelles à mener visent à débarrasser nos frontières sud de la menace terroriste. » On ne peut pas être plus clair.

« Face au péril russe, l'OTAN, qui se veut le phare de l'Occident libre et démocratique, est en train de se coucher devant un autocrate champion de la violation des droits de l'homme. »

Rappelons que ces « terroristes » sont ceux et celles qui ont été la pointe avancée du combat contre l'État islamique en Irak et en Syrie, à partir de 2012 et surtout 2014. A l'époque, ils étaient les héros qui faisaient le sale boulot pour nous et nous ne cessons de célébrer leur courage. À l'époque, la Turquie, elle, soutenait ouvertement Daech. Après Charlie et le Bataclan, la priorité était de mettre fin au terrorisme djihadiste. Les Kurdes de Syrie (YPG), originellement proches des Kurdes de Turquie (PKK) en lutte

contre l'État turc depuis des décennies pour la reconnaissance de leurs droits, ont payé un lourd tribut à la guerre contre l'État islamique. Et ils continuent. Les Kurdes détiennent aujourd'hui le plus grand nombre de prisonniers djihadistes, dont plusieurs Français partis combattre sous le drapeau noir de Daech.

Mais les priorités ont changé. Face au péril russe, l'OTAN, qui se veut le phare de l'Occident libre et démocratique, est en train de se coucher devant un autocrate champion de la violation des droits de l'homme. Et dont l'attitude envers Poutine est tout sauf claire. Erdogan vend des drones Bayraktar à l'Ukraine tout en refusant de voter les sanctions contre la Russie à laquelle il a acheté des systèmes de défense aériens. Depuis le conflit en Ukraine, Ankara avance ses pions, se pose en intermédiaire, engrange des victoires diplomatiques. Par sa présence en mer Noire, la Turquie détient la clé d'un accord permettant l'exportation du blé ukrainien vers le reste du monde. Les Turcs se veulent faiseurs de paix et tiennent à monnayer leur position stratégique. Et ils espèrent profiter du chaos ukrainien pour « régler » quelques problèmes qui leur tiennent à cœur. Les faiseurs de paix préparent la guerre. Avec les Kurdes, tout d'abord. Mais pourquoi pas aussi les Grecs, qu'Erdogan menace en mer Égée. Sans parler de la question des Arméniens du Karabakh. La Turquie est alliée de l'Azerbaïdjan qui a pris possession de la majorité du territoire arménien du Karabakh depuis la guerre de 2020. Mais elle ne souhaite pas en rester là. Bakou viole les cessez-le-feu et menace de

venir attaquer le sud de l'Arménie.

L'accord signé par la Suède et la Finlande a été jugé très satisfaisant pour Recep Tayyip Erdogan. La Première ministre suédoise, Magdalena Andersson a promis de traiter « de manière approfondie » les demandes d'extradition de personnes soupçonnées de terrorisme par Ankara, « en tenant compte des informations, des preuves et des renseignements fournis par la Turquie ». Mais quel crédit peut-on accorder aux informations d'un pays pour qui tout gêneur est accusé de collusion avec le terrorisme ? En Turquie, des milliers d'opposants, journalistes, juges, enseignants, sont poursuivis par la justice. Les maires kurdes élus dans l'est de la Turquie sont destitués. Le simple fait de parler du génocide arménien est considéré comme une atteinte à la sûreté de l'État. À quelle preuve se fier quand la sociologue turque Pinar Selek, connue pour ses travaux sur les minorités, vient d'écoper d'une peine de réclusion à vie pour « participation à un attentat terroriste » fictif... Sans parler du philanthrope Osman Kavala, condamné à perpétuité au terme, lui aussi, d'une parodie de procès.

« (Pour Erdogan) Le conflit ukrainien peut devenir l'occasion inespérée de faire taire durablement les Kurdes de Syrie. Poutine serait le seul à pouvoir stopper Erdogan. Mais est-il en position de fixer les règles du jeu comme il l'était il y a quelques mois ? »

Depuis son adhésion à l'OTAN en 1952, la Turquie n'a cessé de jouer très habilement de sa

position stratégique sur le flanc oriental de l'OTAN, face à l'Union soviétique, pour obtenir le silence sur un certain nombre de ses crimes. L'invasion de Chypre en juillet 1974 s'est soldée par l'annexion de 38% du territoire de l'île méditerranéenne. En toute impunité. Le système de chantage a perduré après la chute de l'Union soviétique et très nettement depuis l'arrivée d'Erdogan qui ne cesse de souffler le chaud et le froid.

L'achat des systèmes anti-aériens S-400 à la Russie en 2017, livrés en 2019, était une véritable provocation de la part d'un membre de l'OTAN. Aujourd'hui, le président américain a besoin de l'engagement de la Turquie au sein de l'OTAN contre Poutine. Ankara fait donc monter les enchères et demande aux États-Unis de lui vendre des avions de combat F-16. Joe Biden, qui a besoin du Congrès pour entériner une telle vente, promet qu'il va « tout faire » pour convaincre la Chambre des représentants. Pas certain qu'il y parvienne. S'il n'obtient pas ses F-16, Erdogan peut du moins obtenir que les Américains, derniers alliés des Kurdes dans le nord de la Syrie, regardent ailleurs lorsqu'Erdogan lancera ses troupes et surtout ses avions contre les combattants kurdes. Si jamais Erdogan mettait ses menaces à exécution, il est à craindre que les Kurdes voient disparaître non seulement leurs forces vives, mais aussi le symbole que représentait leur région autonome du Rojava. Fondée sur des principes multi-ethniques, laïcs, féministes, et même écologiques, elle accueille en son sein des

Kurdes, des Arabes, des Yézidis, des Syriques, des chrétiens, des musulmans, des athées... De quoi faire frémir à la fois les islamistes et les autocrates de la région, Erdogan en tête. Le conflit ukrainien peut devenir l'occasion inespérée de faire taire durablement les Kurdes de Syrie. Poutine serait

le seul à pouvoir stopper Erdogan. Mais est-il en position de fixer les règles du jeu comme il l'était il y a quelques mois ? Cette victoire militaire contre les Kurdes serait du pain béni pour le président turc. Sa popularité est au plus bas à cause de sa gestion économique et monétaire désas-

treuse. L'inflation atteignait 73 % en mai. [La crise a mis des milliers de Turcs dans la rue pour protester contre la vie chère](#). À quelques mois de la célébration du centenaire de la république de Turquie en 2023, agiter le chiffon rouge de la lutte contre les « terroristes kurdes » est une bonne vieille

recette nationaliste, jusqu'à présent payante.

Pour ne pas se coucher devant Poutine, l'OTAN « ressuscitée » se couche devant Erdogan. Le prix de cette résurrection est le sacrifice de nos alliés kurdes. Et c'est un déshonneur.



July 4, 2022
By Sinam Mohamad

In Ankara's Shadow: Why Turkey Is Syria's Biggest Threat

To maintain hard fought progress in Syria, preventing Turkish aggression against Syria's Kurds is paramount.

It's a crisis waiting on the border and threatening to pounce. Hundreds of thousands of lives and seven years of hard-won progress in the fight against ISIS terror could all be thrown into a catastrophe if it goes the wrong way. This is the threat of a new Turkish invasion into northern Syria—a relatively stable region of Syria allied with the United States and struggling to get back onto its feet after years of turmoil.

The world was stunned when Turkey temporarily halted the expansion of NATO by blocking the memberships of Sweden and Finland. Turkey's demands that these countries extradite Kurdish dissidents were at the center of the NATO meetings in Madrid. Turkey has also declined to implement any sanctions on Russia, as most of Europe has done.

Turkish president Erdogan issued new threats toward another ally of the United States and NATO. He is [threatening to attack](#) the Autonomous Administration of North and East Syria (known as the AANES) and where the Syrian Democratic Forces are fighting

in the counter-ISIS coalition alongside U.S. and European forces. This region is my home, where I served as a women's rights activist and Kurdish political figure until the conflict



forced me to flee. Erdogan has announced plans for another large-scale military incursion into our region, claiming it is a terrorist threat to his country. But his claims are false. This is a peaceful region of Syria that has historically been the home for Syrian Kurds, as well as diverse communities of Arabs, Syriac Christians, Yezidis, Armenians, and others. It's where the dust has barely settled from the black tides of ISIS, where [Bashar al-Assad's](#) authoritarian government experimented in the persecution of minority ethnic groups, and where a repressed social movement gave way to an inspiring local democratic gov-

ernance project after the Syrian uprising shook loose the barriers to organizing over a decade ago.

Today, the autonomous region

is also where roughly 900 U.S. troops are stationed, alongside their allies, [still engaged](#) in routing out ISIS sleeper cells as well as training and equipping Kurdish forces to fight ISIS and manage detainees. ISIS lurks just under the surface. All it needs to reemerge in northern Syria is for Turkey to attack, throwing off the tenuous balance we have worked hard for. Turkey certainly knows that ISIS remains a threat to us all and that should give it pause. The region was recently exempted from U.S. sanctions on Syria by the Treasury Department, opening the way for the U.S. business community to invest there to

strengthen its capacity and provide technical assistance. The Treasury Department's new exemption can also help us to rebuild our communities so that, among other things, young people have opportunities to pursue legitimate employment and not join terror organizations. To permanently defeat ISIS, we need stability. That's why, at a recent Senate Foreign Relations Committee [hearing](#) on Syria, half a dozen senators and senior officials in the Biden administration—Assistant Secretary of State Amb. Barbara Leaf as well as Deputy Assistant Secretary of Defense (DASD) Dana Stroul—expressed real concern with and clear opposition to an unprovoked Turkish invasion of Syria. Ambassador Leaf was adamant in her concern about Turkey's statements against northern Syria. DASD Stroul added that the administration made its position very clear to Turkey. "Large-scale incursions will undermine U.S. objectives," said Stroul. "We have communicated our concerns to Turkey across the Administration." Turkey must not be allowed to imperil important U.S. alliances and occupy Syrian territory by using the attention on the Russo-Ukrainian War to grab our fertile land in Syria, terrorize innocent civilians, and kill U.S.-allied forces.



July 5, 2022
By Sara Severens

Titus Leads Members of the Hellenic Caucus in Reaction to Biden Administration's Statement Regarding F-16 Sales to Turkey

Today members of the Congressional Caucus on Hellenic Issues, Reps. Dina Titus (NV-01), Chris Pappas (NH-01), Charlie Crist (FL-13), Carolyn B. Maloney (NY-12), Frank Pallone (NJ-6), and John Sarbanes (MD-03), issued the following statement addressing the Biden Administration's recent statement on F-16 sales to Turkey:

"On June 30, President Biden reaffirmed his intentions to proceed with the sale of F-16 fighter jets to Turkey. In his remarks, he noted that before proceeding with any sale and transfer of weaponry Congress would need to approve. While Turkey's relenting on their opposition to Sweden and Finland joining NATO is a welcome development, there are still too many outstanding issues to move forward with the sale of F-16s to Erdoğan's government. Over the last dec-

ade, Turkey has not been a productive member of NATO nor a reliable ally to the U.S.

"Turkey, specifically their Presidencies of Defense Industries, remains under sanctions through the Countering America's Adversaries Through Sanctions Act (CAATSA) as a result of their purchase of Russian S-400 missile defense system. The Biden Administration has not provided answers to how Turkey would qualify to be exempt from these sanctions and how the Administration would mitigate the risks of co-locating F-16s and modernization kits with a Russian weapons system, which is why Turkey was removed from the F-35 program.

"Since the beginning of 2022 Turkey has violated the airspace of fellow NATO ally Greece over 2,377 times, including 120 overflights over Greek territory. Turkey's an-

tagonistic actions in the Aegean Sea, as well as their hostile stance towards the Greek government, make it clear that they do not intend to suspend these aggressive and destabilizing actions soon. If the United States were to proceed with the sale of F-16s, American-made warplanes would undoubtedly be used to enter Greek airspace. This would violate the Arms Export Control Act, which only allows the transfer of equipment for legitimate self-defense operations. Over the past seven months, none of Turkey's actions in the Aegean Sea related to Greece could be classified as defensive but rather are simply intimidation. The Administration has provided no information as to how they are working to have Turkey cease these antagonistic actions toward a U.S. ally.

"Finally, in addition to Turkey's aggression in the Eastern Med-

iterranean, President Erdoğan has announced he is on the verge of reinvading Syria with the specific intention of targeting Kurdish forces in the North. Many of these forces have previously fought alongside and assisted U.S. operations in the region. If Turkey were to obtain F-16 fighter systems, they would clearly be used in this new offensive against our Syrian Kurdish allies. The Administration has provided no information on how it would ensure these individuals, whom we have relied on in the past and may need to do so in the future, will be protected from U.S.-developed weaponry.

"Until the Administration can provide suitable answers on how they intended to mitigate the above-listed concerns, we will continue to object to this weapons transfer and do everything we can to ensure that these F-16s are not delivered to the Turkish government."



July 5, 2022

L'Otan lance la ratification pour les adhésions de la Suède et de la Finlande

Les 30 pays membres de l'Otan ont lancé ce mardi le processus de ratification pour les adhésions de la Suède et de la Finlande, une décision historique pour les deux pays nordiques dictée par la guerre menée par la Russie en Ukraine. «La signature des protocoles d'adhésion

lance le processus de ratification dans chacun des pays membres», a annoncé le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, avant que les ambassadeurs des pays de l'Alliance ne paraphent ces protocoles lors d'une cérémonie au siège de l'Otan à Bruxelles.

«À 32, nous serons encore plus fort»

«À 32, nous serons encore plus fort au moment où nous faisons face à la plus grave crise sécuritaire depuis des décennies», a-t-il souligné. «Après des semaines de pourparlers intenses sur des préoccupations

de sécurité posées par la Turquie, un terrain d'entente a été trouvé et le sommet de Madrid a invité les deux candidats à rejoindre l'Otan», a-t-il rappelé.

La Turquie a toutefois conditionné sa ratification aux respects des engagements pris par les deux pays nordiques

pour lutter contre le terrorisme lors de ce sommet. «S'ils remplissent leur devoir, nous soumettrons le mémorandum au Parlement» turc en vue de son adoption, mais «s'ils ne le font pas, il est hors de question pour nous de l'envoyer au Parlement», a prévenu le président Recep Tayyip Erdogan.

La Turquie attend l'extradition de «73 terroristes» par la Suède. L'engagement figure dans un mémorandum signé à Madrid entre les dirigeants des trois pays avant l'ouverture du sommet la semaine dernière. Ankara réclame depuis plusieurs années à Stockholm l'extradition de militants kurdes et de personnes proches du mouvement fondé par le prédicateur Fethullah Gülen, ac-



Kenzo Tribouillard Agence France-Presse Le ministre finlandais des Affaires étrangères Pekka Haavisto, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg et la ministre suédoise des Affaires étrangères Ann Linde en conférence de presse aujourd'hui.

cusé par les autorités turques d'avoir fomenté la tentative de coup d'État de juillet 2016.

«Nous espérons que la ratifi-

cation se passera rapidement»

La Turquie ne s'est pas opposée à la finalisation des pour-

parlers et des protocoles d'adhésion lundi au siège de l'Alliance à Bruxelles avec la ministre suédoise des Affaires étrangères Ann Linde et son homologue finlandais Pekka Haavisto. «Nous espérons que la ratification se passera rapidement», a déclaré mardi le chef de la diplomatie finlandaise avant la signature des protocoles d'adhésion. «La signature des protocoles d'adhésion nous accorde le statut de pays invité», a pour sa part rappelé la ministre suédoise.

Mais les deux candidats ne bénéficieront pas de la protection de l'article 5 de la Charte de l'Otan en cas d'attaque tant que les 30 pays membres n'auront pas ratifié leur adhésion.

Kurdistan au féminin 6 juillet 2022

Le Kurdistan à travers le regard féminin

La Turquie devrait être jugée pour le génocide des Yézidis

La Turquie devrait être jugée devant la Cour internationale de justice pour complicité d'actes de génocide contre les Kurdes yézidis écrit un rapport rédigé par un groupe d'éminents avocats de défense des droits humains.

Le journal britannique The Guardian a publié un article sur le rapport compilé par un groupe d'éminents avocats des droits de l'homme, affirmant que la Turquie devrait être poursuivie devant la Cour internationale de justice pour complicité d'actes de génocide contre le peuple yézidi.

Le rapport met en évidence la responsabilité contraignante des États dans la prévention du génocide sur leur territoire, même s'il est perpétré par un tiers tel que le groupe État is-

lamique (EI / DAECH / ISIS). Les avocats, regroupés sous le titre de Comité yézidi de justice (Yazidi Justice Committee – YJC*), ont déclaré qu'il y avait une responsabilité en vertu du droit international pour les États de prévenir le crime de génocide en vertu de la Convention sur le génocide. Il est largement admis qu'un génocide a été tenté contre les Yézidis à partir de 2013 en Irak et en Syrie. Le rapport, qui fait suite à une enquête de trois ans sur la conduite de 13 pays, a conclu que trois d'entre eux avaient manqué à leur devoir de prendre des mesures raisonnables pour empêcher le génocide.

Dans le cas de la Turquie, le comité est allé plus loin en accusant ses dirigeants d'être complices des massacres, alléguant qu'il n'avait pas surveillé ses frontières pour

empêcher la libre circulation des combattants de l'EI, dont un nombre important de ressortissants turcs. Les responsables turcs ont déclaré que les critiques étaient sans fondement.

Le comité a affirmé qu'à partir d'avril 2014, les responsables turcs ont fermé les yeux sur la vente, le transfert et l'asservissement de femmes et d'enfants yézidis, et ont aidé à former des combattants affiliés à l'EI pour combattre ses ennemis kurdes en Syrie, renforçant ainsi les auteurs du génocide.

« Les responsables turcs savaient et/ou ont délibérément ignoré les preuves que ces individus utiliseraient cette formation pour commettre des actes interdits contre les Yézidis », indique le rapport. Le rapport de 278 pages re-

connaissait qu'en juin 2014, l'Irak avait demandé à l'ONU de reconnaître les atrocités commises par l'EI, mais accusait le gouvernement irakien de ne pas se coordonner avec les autorités kurdes ou de prendre des mesures pour évacuer les Yézidis vers la sécurité. Le gouvernement syrien, selon le rapport, n'a pas réussi à empêcher le transfert et la détention de Yézidis réduits en esclavage sur son territoire.

Le Yazidi Justice Committee* comprend cinq organisations internationales de défense des droits humains et il est présidé par Sir Geoffrey Nice QC, ancien procureur principal au tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Ses principaux mécènes sont les pairs Helena Kennedy QC et David Alton.

Débat sur l'aide humanitaire à la frontière avec la Syrie

Les tensions avec la Russie compliquent les discussions qui s'ouvrent à l'ONU sur l'acheminement des convois.

Le sort des 4,4 millions d'habitants du nord-ouest de la Syrie est suspendu aux négociations qui devaient s'ouvrir, mardi 5 juillet, au Conseil de sécurité des Nations unies. Le 10 juillet, la résolution onusienne autorisant l'acheminement d'aide humanitaire vers cette région depuis le sud de la Turquie arrivera à expiration. La montée des tensions entre les Etats-Unis et la Russie, dans le sillage de la guerre en Ukraine, complique la recherche d'un compromis. Les Occidentaux appellent au renouvellement du mécanisme transfrontalier (« *crossborder* ») pour un an, alors que Moscou plaide pour son remplacement par un système d'acheminement de l'aide à travers les lignes de front (« *crossline* ») depuis Damas. « *Si l'on ferme la frontière à l'aide onusienne, on condamne ces gens à la mort* », alerte Tanya Evans, responsable du dossier syrien à l'International Rescue Committee (IRC).

Trente-deux ONG, dont l'IRC, ont signé un appel en faveur du renouvellement du mécanisme transfrontalier. Des responsables de l'ONU ont prévenu qu'un échec engendrerait une « catastrophe » humanitaire. « *Les gens vivent au bord du gouffre, ils ne sont plus capables de faire face* », a déclaré Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU. Sous les effets conjugués de la guerre, du marasme économique dans lequel le pays est enlisé et du conflit en Ukraine, les besoins humanitaires en Syrie ont atteint un niveau ja-



mais vu. Plus de 14,6 millions d'habitants dépendent de l'aide internationale, dont 12 millions qui sont en situation d'insécurité alimentaire. Les 6,7 milliards de dons promis à la conférence de Bruxelles en mai ne couvriront que la moitié des besoins pour 2022-2023, selon l'ONU.

La situation est particulièrement alarmante dans le Nord-Ouest où la population, composée à moitié de déplacés, est dépendante de l'aide qui arrive de Turquie. Sans cette aide, les résidents de la région risquent de connaître la famine, de perdre l'accès à l'eau, à un logement et aux soins médicaux. Les femmes et les enfants, qui représentent 80 % des bénéficiaires, sont les plus vulnérables. « *Il y a une augmentation du travail des enfants et des mariages précoces, et des suicides aussi chez les enfants* », observe Tanya Evans. Or, selon Sherine Ibrahim, responsable Turquie pour l'ONG Care, « *plus de 80 % des services de protection assurés par les Nations unies seraient affectés par la*

fermeture de la frontière ».

Opposition rituelle

En 2014, la Russie avait voté la résolution 2165 instaurant le mécanisme d'acheminement transfrontalier. Mais, depuis 2019, elle s'oppose rituellement à son renouvellement, arguant que ce système constitue une violation de la souveraineté du régime syrien. En brandissant la menace d'un veto, Moscou a contraint les Occidentaux à restreindre ce mécanisme, en fermant progressivement trois des quatre points de passage initialement utilisés par l'ONU.

La Russie a accepté de maintenir l'accès par le point de passage de Bab Al-Hawa à la frontière turque, en échange de concessions américaines. Les Etats-Unis ont notamment accepté que l'ONU finance des opérations dites d'« *early recovery* », des travaux de réhabilitation, qui ne relèvent pas de la reconstruction en bonne et due forme (conditionnée par les capitales occidentales à une transition politique en

Syrie), mais vont au-delà du simple rafistolage auquel les organisations humanitaires se limitaient jusque-là.

« *Il est essentiel de maintenir le mécanisme "crossborder" et de l'étendre. Le mécanisme "crossline" ne peut le compenser* », pointe David Miliband, le président de l'IRC. Depuis que ce système de « *crossline* » a été mis en place en juillet 2021 – une autre concession américaine – seulement cinq convois, soit soixante-dix camions d'aide humanitaire, ont été envoyés de Damas vers le nord-ouest de la Syrie. En comparaison, plus de 50 000 camions d'aide sont entrés en Syrie depuis les pays frontaliers depuis 2014. Les contrôles mis en place par les Nations unies pour assurer le suivi de l'aide transfrontalière en font l'une des opérations « *les plus scrutées et surveillées au monde* », a par ailleurs fait valoir Antonio Guterres.

« *Nous ne savons pas dans quelle mesure le "crossline" peut être étendu*, souligne Aron Lund, spécialiste de la Syrie au centre de réflexion The Century Foundation. *La communauté humanitaire n'a aucune confiance dans la bonne volonté de Bachar Al-Assad. Il s'est longtemps opposé à ce mécanisme puis a été plus coopératif, dans une stratégie de démantèlement du mécanisme transfrontalier. Cela va-t-il durer ?* »

Le régime « détourne de l'aide »

La mise en place du mécanisme « *crossline* » a rencontré

de nombreux problèmes. « *Le régime syrien veut garder le contrôle des opérations et il détourne de l'aide. Le groupe Hayat Tahrir Al-Cham [HTC, issu de la branche syrienne d'Al-Qaida, au pouvoir dans la province d'Idlib] et la Turquie ont aussi créé des problèmes car ils sont, à raison, suspicieux vis-à-vis du "crossline". HTC bénéficie indirectement de l'aide transfrontalière pour l'économie de l'enclave, et les humanitaires ont aussi constaté des tentatives de dé-*

tournement de l'aide », précise l'expert.

L'ONU et les bailleurs de fonds internationaux se préparent à l'éventualité que le mécanisme transfrontalier ne soit pas renouvelé. Plusieurs options sont à l'étude comme le positionnement de stocks d'aide dans le Nord-Ouest syrien ou le recours accru à des ONG locales. La Turquie, qui souhaite établir une zone de sécurité dans l'enclave rebelle pour permettre le retour des réfugiés syriens, continuera

à intervenir par le biais de ses organisations. « *La Turquie pourrait tenter de combler le fossé et de jouer le rôle de coordinateur, mais elle n'a pas les capacités de l'ONU et la question se pose de savoir si certaines ONG acceptent de travailler avec elle* », interroge Aron Lund. Un projet de résolution, que préparent actuellement la Norvège et l'Irlande, devrait être soumis au vote au Conseil de sécurité cette semaine. La rupture des contacts entre Washington et Moscou

complique les négociations. La Russie n'a toujours pas fait connaître sa position. Les pays occidentaux redoutent qu'elle n'utilise ce dossier pour obtenir des contreparties sur l'Ukraine. « *Il est compris qu'aucune des parties ne veut la fin du mécanisme transfrontalier du jour au lendemain*, conclut Aron Lund. *La Russie risquerait d'abîmer sa relation avec la Turquie et d'accentuer la crise économique en Syrie au moment où elle est fragilisée par la guerre en Ukraine.* »



July 6, 2022
By Leena Khan

Erdoğan's opportunism in the wake of the Russia-Ukraine war

Erdoğan's one-man foreign policy strategy

Turkish President Recep Tayyip Erdoğan is notorious for pursuing a one-man foreign policy strategy to consolidate his popularity with his nationalist voter base. Five years ago, Erdoğan resolved to transform Turkey's parliamentary system into a highly centralized presidential system without any meaningful checks and balances. To sell his plan to Turkish voters, Erdoğan insisted that an executive presidency would solve Turkey's economic woes, enhance its stability, and facilitate more effective decision making. He subsequently won a 2017 referendum on the issue that granted sweeping power over the country to the presidency, despite widespread allegations of irregularities in the vote. Erdoğan secured this power for himself after winning the presidential elections a year later. Since then, he has enjoyed full control over Turkey's defense and foreign affairs. Erdoğan has utilized bold, and sometimes reckless, foreign policy as a ve-



Photo by ADEM ALTAN/AFP via Getty Images

hicle for his political ambitions. He has launched military interventions in Libya and Syria, pressed territorial claims in the Mediterranean, and even courted Russia for a military partnership, all to rally nationalist sentiment behind his leadership. Now, Russia's invasion of Ukraine has opened up new high-risk opportunities for Erdoğan to improve his domestic image, especially as the next Turkish presidential and parliamentary elections approach.

A Turkish invasion of northern Syria

Turkey considers the armed

Kurdish presence at its border with Syria an absolute and existential threat. Ankara fears that an organized and militarized Kurdish force striving for autonomy in Syria could rally Turkey's substantial Kurdish population and compromise Turkey's sovereignty. Given this acute danger, a Turkish invasion of northern Syria appears inevitable — it simply boils down to a question of when. Erdoğan, with his opportunistic mindset and concerns for his political position, has calculated that the moment could be near.

On Oct. 6, 2019, President Don-

ald Trump ordered American troops to abruptly withdraw from northeast Syria in an effort to reduce U.S. military commitments abroad — a move that was not actually fully implemented. Three days later, Turkey capitalized on the partial security void and established a 30-km "safe zone" along its border with Syria. Erdoğan's goals were to push back Kurdish fighters that he regards as terrorists and to relocate the Syrian refugees that had flooded into Turkey throughout the Syrian civil war. Today, Erdoğan hopes that Russia's preoccupation with Ukraine will create a similar power vacuum in northeast Syria that he can once again exploit. Russia's invasion of Ukraine has consumed Moscow's attention and depleted its resources, creating the impression that Syria has become less of a priority. This perception of a shrinking Russian presence in Syria has provided an excuse for Turkey to launch yet another military incursion into its southern neighbor. Erdoğan has renewed threats of a military campaign to "clean up" Syrian border cities and rid

them of terrorists, and Turkish forces have already begun shelling countryside villages there. There is a very real possibility that Turkey may launch another invasion soon.

Bolstering Erdoğan's domestic political position

With Turkey's June 2023 presidential and parliamentary elections looming, Erdoğan needs to consolidate his voting base now more than ever. Six opposition parties in Turkey have declared their commitment to unseat Erdoğan and restore parliamentary democracy by rolling back his executive presidential system. These developments have taken place as various public opinion polls show the president's approval rating has declined and as Turkey faces a worsening economic crisis. Erdoğan's re-election prospects are growing dimmer. A Turkish offensive in Syria could provide the win that

Erdoğan needs to save his domestic political position. The Kurdistan Workers Party' (PKK) is a Kurdish militant group that operates in both Turkey and Syria and has engaged in an armed struggle for Kurdish autonomy against the Turkish state since 1984. A new Turkish military campaign against PKK bases across the Syrian border could bolster Erdoğan's reputation as a victor in the fight against terrorism.

Additionally, the Turkish population appears to be losing patience with the 3.6 million Syrian refugees resident in the country. In August last year, mobs of Turkish nationals ransacked Syrian-owned businesses and homes after a Turkish teenager was stabbed to death in a fight with a group of refugees. Furthermore, a 2021 poll suggested over 70% of Turks would support any party promising the

toughest action on refugees. Establishing new safe zones in northern Syria would enable Erdoğan to send many of these refugees to Syria, thus improving his standing with voters.

Finally, intervening in Syria would enable Erdoğan to shift Turkey's national conversation away from its economic troubles and towards identity politics. A Turkish invasion of Syria directly targets two of Turkey's most notable ethnic minorities: the Kurds and the Syrians. By othering these groups, Erdoğan can pump a populist nationalist discourse mobilizing public opinion in his favor.

Conclusion

Erdoğan views the international stage through a lens of opportunities. The emerging power vacuum in Syria is the next opportunity for him to pursue Turkey's national security agenda and quash the PKK while strengthening his political

position at home. A Turkish invasion would feed the increasingly nationalist fervor in Turkey that has kept Erdoğan in power for so long. Foreign policy is his instrument of choice to shore up his domestic standing and maintain his hold on power, and now that his position is under threat with the upcoming elections, Erdoğan will be sounding his trumpet as loud as he can. For Bashar al-Assad's Syria, this means a hostile foreign power infringing on its already chaotic borders. For Russia, this means a revitalized threat against a critical regional ally. For the United States, this could mean an emboldened ISIS presence in the Middle East, since Kurdish forces in northern Syria regularly collaborate with the U.S. military to contain ISIS. Finally, for Erdoğan, this is a chance for yet another boost forward in his quest for absolute authority over his country.



July 7, 2022

Sweden's Left Party opposes NATO deal to betray Kurds

Turkey has agreed to allow Sweden to join the North Atlantic Treaty Organization (NATO). In negotiations with President Recep Tayyip Erdoğan, the Swedish government backed down on crucial points. The agreement with Turkey reduces Sweden's ability to act as a voice for peace and justice.

In 2019, a united parliament decided to stop arms exports to Turkey because Turkey was bombing Kurds and other minorities in north-eastern Syria. The Left Party was the driving force behind the decision. In

yesterday's negotiations, the government agreed to scrap all arms embargoes.

Erdoğan's aim is also to silence Sweden's voice for Kurdish rights in Turkey, Iraq, Syria and Iran. Yesterday the government sacrificed the Kurds, but NATO membership may also mean that more people's rights and freedoms are negotiated away.

We know that there are thousands of political prisoners in Turkish jails. We know that powerless lawyers for human rights organisations are living

underground in Turkey. We know that mothers are demonstrating because their children have been abducted by the police, children whom they will never see again. Innocent, their only crime is that they are Kurds. This is how the Kurdish minority is treated in Turkey.

Negotiations have also resulted in closer cooperation between the intelligence services of the Swedish Armed Forces and the Turkish National Intelligence Organisation. This may mean that Sweden will have to extradite Kurds to Turkey who are in need of protection.

The Left Party is opposed to NATO membership. Sweden has a long tradition of military non-alignment. Membership of NATO is associated with great uncertainty. We would risk being forced into wars and conflicts in which we do not want to participate. Membership of NATO also makes it more difficult to conduct an independent foreign policy with any credibility. This is what we are now clearly seeing happening. It is an enormous betrayal to allow Turkey to have so much influence over Swedish foreign policy.

La France rapatrie plus de 50 femmes djihadistes et enfants détenus en Syrie

Pour la première fois, Paris effectue un rapatriement massif de personnes françaises détenues en Syrie. C'est une rupture avec la politique du « cas par cas » jusqu'ici privilégiée. Parmi elles, Emilie König, l'une des djihadistes françaises les plus connues, qui devrait être mise en examen puis incarcérée.

Deux avions spéciaux, dont l'un sanitaire, affrétés par le gouvernement français, ont atterri, mardi 5 juillet, à l'aube à Paris, avec à leur bord 16 femmes djihadistes et 35 enfants, tous rapatriés des camps de détention du nord-est de la Syrie. Il s'agit de la plus importante opération de rapatriement menée par les autorités françaises depuis la chute du dernier bastion de l'organisation Etat islamique (EI), en mars 2019, à Baghouz.

Ce rapatriement collectif marque une rupture avec la politique du « cas par cas » adoptée jusqu'à présent par Paris, qui consiste de facto à ramener sur le sol national des enfants sans leurs mères, c'est-à-dire soit des orphelins, soit des enfants dont les mères avaient accepté de signer un document de renoncement à leurs droits parentaux. Craignant d'être abandonnées sur place – ou refusant tout simplement d'assumer les conséquences judiciaires de leurs actes –, la grande majorité des mères avaient refusé, jusqu'à présent, de se séparer de leurs enfants.

Seuls 35 enfants présumés orphelins avaient ainsi été rapatriés par Paris, dont les derniers en janvier 2021. Environ 80 femmes djihadistes et 200 enfants français étaient



Dans le camp de Roj (Kurdistan syrien), le 10 août 2021. LAURENCE GEAI/IMYOP POUR "LE MONDE"

encore détenus dans les camps du nord-est de la Syrie, avant le rapatriement de mardi.

Longs interrogatoires

Juste après l'atterrissage, les 16 mères, âgées de 22 à 39 ans, et les 35 mineurs ont été séparés. Huit femmes et un mineur de 17 ans ont été immédiatement placées en garde à vue, essentiellement à la DGSI, où elles sont entendues. Elle devraient être mises en examen par un juge antiterroriste dans les prochains jours et placées en détention provisoire. Huit autres femmes, faisant l'objet de mandats d'arrêt, devaient se voir signifier leur mise en examen dès mardi. Selon une information du *Monde*, Emilie König, 37 ans, l'une des djihadistes françaises les plus connues, en fait partie. Régulièrement apparue

dans des vidéos de propagande, elle avait été placée par l'Organisation des Nations unies sur sa liste noire des combattants les plus dangereux.

Les enfants, eux, ont été pris en charge par l'aide sociale à l'enfance (ASE) des Yvelines. Tandis que leur sort légal est confié au tribunal des mineurs de Bobigny, ils devront passer par un long processus d'évaluation sanitaire et psychologique, mené, entre autres, par l'hôpital Avicenne, qui possède une unité spécialisée en psychotrauma, sous la direction du professeur Thierry Baubet. Les enfants seront ensuite placés dans des familles d'accueil et suivis par les services de l'ASE et de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ).

Qu'est-ce qui a pu motiver un

tel revirement de la part de Paris ? Parmi les pays européens, dont quelque 5 000 ressortissants ont rejoint l'EI entre 2013 et 2017, la France était de plus en plus isolée dans son choix d'une politique de rapatriement « au cas par cas ». La Belgique, la Finlande, le Danemark, la Suède, les Pays-Bas et l'Allemagne ont décidé de rapatrier l'intégralité de leurs enfants, en compagnie de leurs mères quand cela est possible. Ainsi, Bruxelles a fait rentrer fin juin la quasi-totalité de ses ressortissantes sur place.

Quartier spécifique à la prison de Rennes

Le nombre de ressortissantes françaises dans les camps syriens est bien plus élevé que celui des autres pays européens. Mais l'ouverture d'un

nouveau quartier d'évaluation de la radicalisation (QER) spécifique pour les femmes détenues pour terrorisme, à la maison d'arrêt de Rennes cette année, donne à l'administration pénitentiaire des capacités d'accueil accrues.

Le procureur national antiterroriste, Jean-François Ricard, avait déclaré, la semaine dernière, sur **Franceinfo**, que le Parquet national antiterroriste (PNAT) était prêt à gérer une centaine de dossiers supplémentaires, correspondant au nombre de femmes détenues en Syrie : « *S'il fallait juger une centaine de personnes en plus, nous saurions faire face* », avait-il déclaré.

Autre motif du revirement de l'Elysée, qui gère en direct cette question sensible, la multiplication des condamnations de la France par des instances nationales et internationales. Ainsi, la Défenseure des droits, dans un avis du 29 avril, avait demandé au gouvernement « *le rapatriement dans les plus brefs délais de tous les enfants français retenus dans des camps au nord-est de la Syrie* ». « *Saisie depuis 2017 de réclamations par leurs familles, la Défenseure des droits rappelle que chaque jour passé dans ces camps met en danger la vie de ces enfants exposés à des traitements inhumains et dégradants qui engagent la responsabilité de l'Etat français* », disait le texte, qui rappelait des décisions passées de 2019 et 2021 allant dans le même sens. A deux reprises, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a émis des avis en faveur du rapatriement.

« Camps misérables »

Au niveau européen, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) doit se pro-

noncer sur les recours déposés par plusieurs familles françaises de djihadistes et d'enfants détenus. Une condamnation par la CEDH aurait terni l'image d'Emmanuel Macron en Europe. « *Il faut croire que le président ne souhaite pas rester dans l'histoire comme celui qui aura laissé mourir des femmes et des enfants dans des camps misérables au vu et au su du monde entier* », explique une source proche du dossier. Le 14 décembre 2021, une femme de 28 ans, surnommée « Maya », est morte du diabète dans des conditions sordides, laissant une orpheline de 6 ans sur place. Une autre femme, atteinte d'un cancer du côlon et mère de quatre enfants, était en passe de mourir sur place. Cette dernière a été rapatriée mardi en avion sanitaire.

Début février, le Comité des droits de l'enfant de l'ONU a constaté que la France « *a violé les droits des enfants français détenus en Syrie en omettant de les rapatrier* ». Il dénonçait des conditions sur place « *épouvantables* », « *mettant leur vie en danger depuis des années* ». L'Unicef, l'agence de l'ONU consacrée à l'enfance, pousse également pour un rapatriement. La position de Paris, qui a fait de la protection des enfants dans les zones de conflit sa priorité diplomatique du moment, devenait intenable, alors que toutes les grandes ONG de défense des droits humains, comme Amnesty International et Human Rights Watch, condamnaient sa position. Les pressions de Washington, qui juge la région autonome kurde instable et impossible à sécuriser face aux menées turques, ont aussi pesé dans le choix de l'Elysée.

Recrutement de l'EI dans les camps

La situation sécuritaire s'est, en effet, nettement détériorée depuis la reconquête de Baghouz par les Forces démocratiques syriennes (FDS, à dominante kurde), en mars 2019. Le groupe djihadiste a reconstitué des cellules dormantes et trouve dans les camps et les prisons du Nord-Est syrien un terreau favorable à la radicalisation et au recrutement. La multiplication des évasions, mais aussi des actes criminels, dont des assassinats, au sein du camp d'Al-Hol, qui abrite près de 60 000 détenus, avait décidé Paris, à l'été 2020, à transférer la quasi-totalité des femmes et des enfants français dans un autre camp, celui de Roj, considéré comme plus « sûr ».

L'attaque menée, fin janvier, par l'organisation Etat islamique contre la prison de Ghwayran, à 200 kilomètres au sud, dans la province de Hassaké, a sonné à nouveau l'alarme. Ce n'est qu'après plus d'une semaine de combats que les forces kurdes, aidées par des unités américaines, ont réussi à reprendre le contrôle de la prison, au prix de près de 500 morts et de l'évasion d'un nombre indéterminé de djihadistes. Les FDS avaient enjoint à leurs partenaires internationaux de rapatrier leurs ressortissants détenus dans les camps, qui sont devenus une véritable « bombe à retardement ».

Côté français, le timing se prêtait aussi à une telle opération, une fois les échéances électorales passées et le procès des attentats du 13 novembre 2015 achevé. D'autant que l'opinion ne fait plus du terrorisme sa préoccupation principale, même si le sujet reste inflammable, surtout dans l'arène politique. En mars 2019, une opération de rapatriement était prête, comme la ministre de la justice de l'époque, Nicole Bel-

loubet, l'avait annoncé. Elle a été annulée au dernier moment, à la suite de fuites et de la publication d'un sondage dans lequel près de sept Français sur dix se disaient fermement opposés au rapatriement des enfants de djihadistes.

Parrainage par des personnalités

Un travail en profondeur a été effectué par l'infatigable avocate Marie Dosé, qui représente plusieurs des femmes détenues dans les camps. Souvent accompagnée de son confrère Ludovic Rivière, elle a organisé plusieurs voyages sur place avec des élus de tous bords, personnalités publiques ou représentants du barreau de Paris. Elle a surtout convaincu nombre de personnalités du monde de la culture (Jacques Doillon, Sophia Aram, Carole Bouquet, Charles Berling, etc.) de parrainer les enfants détenus. Lors de sa dernière conférence de presse, le 23 mai, l'association des victimes du 13 novembre 2015 a défendu la solution du rapatriement global des femmes et des enfants.

« *Ce rapatriement est aussi inexplicable que la politique du cas par cas, qui pour les enfants est inhumaine*, déplore M^e Ludovic Rivière. *Il intervient vraiment trop tardivement. Ils auraient déjà pu les rapatrier en 2020, en 2021. On a créé chez ces enfants des dommages qui vont être difficiles à réparer, malgré le travail des éducateurs et l'accompagnement des familles. On leur a fait perdre des années, fait vivre des traumatismes profonds.* » L'avocat plaide désormais pour le rapatriement rapide des autres femmes et enfants français qui se trouvent encore dans les camps du Nord-Est syrien.

Turkey should face international court over Yazidi genocide, report says

Exclusive: Investigation by group of prominent human rights lawyers also criticises Syria and Iraq

Turkey should face charges in front of the international court of justice for being complicit in acts of genocide against the Yazidi people, while Syria and Iraq failed in their duty to prevent the killings, an investigation endorsed by British human rights lawyer [Helena Kennedy](#) has said.

The groundbreaking report, [compiled by a group of prominent human rights lawyers](#), is seeking to highlight the binding responsibility states have to prevent genocide on their territories, even if they are carried out by a third party such as Islamic State (IS).

The lawyers, grouped under the title of the Yazidi Justice Committee (YJC), said there was accountability under international law for states to prevent the crime of genocide under the Genocide Convention. Sir Geoffrey Nice QC, chair of the YJC, described [the genocide of the Yazidi people](#) as “madness heaped on evil”.

“Mechanisms in place could have saved the Yazidis from what is now part of their past, and part of their past partial destruction,” he said.

It is widely accepted that genocide was attempted against the Yazidis, a religious minority, from 2013 in Iraq and [Syria](#). The report, which followed a three-year inquiry that investigated the conduct of 13 countries, concluded three of them failed in their duty to take reasonable steps to prevent the genocide.

In the case of [Turkey](#), the committee went further by accusing its leaders of being complicit in the massacres, alleging it failed to police its borders to halt the free flow of IS fighters, including a significant number of Turkish nationals. Turkish officials have said the criticisms are baseless. The committee claimed that from



Displaced Yazidis in May at a camp in the north of Iraq's autonomous Kurdish region. Photograph: Safin Hamed / AFP/ Getty Images

April 2014, Turkish officials turned a blind eye to the sale, transfer and enslavement of Yazidi women and children, and helped train fighters affiliated with IS to fight its Kurdish enemies in Syria, so strengthening the perpetrators of the genocide.

“Turkish officials knew and/or were wilfully blind to evidence that these individuals would use this training to commit prohibited acts against the Yazidis,” the report said.

The report noted similar allegations have been made against some Gulf states, including Qatar, but insufficient evidence was produced.

The 278-page report acknowledged that by June 2014, [Iraq](#) had called on the UN to recognise the atrocities committed by IS, but accused the Iraqi government of not coordinating with Kurdish authorities or taking measures to evacuate the Yazidis to safety.

Syria's government, the report alleged, failed to prevent the transfer and detention of enslaved Yazidis on its territory.

The Turkish ambassador to the UK, Ümit Yalçın, said the criti-

cisms were baseless and unfair. He said Turkey “starting from the early years of the conflict in Syria played a key role in the protection of Syrian civilians and minorities, including Yazidis, in the region against the attacks and violations of terrorist groups.

“Turkey not only opened its doors and became a safe heaven for millions of Syrians and Yazidis but also provided protection for the people of the region through three counter terrorism operations in Syria. Today Yazidis live peacefully in areas that are under the control of the legitimate Syrian opposition in north-western Syria.

“Moreover, last year many Yazidi families that took refugee in north-western Syria tried to return to their homes in Syria's north-east but [were] prevented from doing so by PKK/YPG [the initials of the Kurdish groups in Turkey and Syria].”

Lady Kennedy, in her joint foreword with Lord Alton, said “an ocean of impunity exists in relation to the Yazidi genocide”, noting that IS as a non-state actor cannot be prosecuted under international law.

Sign up to First Edition, our free

daily newsletter – every weekday morning at 7am BST
Meanwhile, states had “failed to in their duty to address their responsibilities to prevent the genocide for a variety of inhumane reasons”. If they are not held accountable, she wrote, “then the promise of ‘never again’ rings hollow”.

Thank you for joining us from France.

The Guardian often shares big stories with rival news organisations. Other newsrooms like to keep their scoops to themselves. But we know we are stronger and more powerful when we are many. Our fearless investigative reporting can resonate further.

We did this most recently with our [Uber Files](#) investigation, sharing more than 120,000 documents leaked to us with 180 journalists in 29 countries. Why not just keep it to ourselves? Because we knew the impact would be greater if domestic titles in France, Germany, India and other countries were publishing to their audiences simultaneously.

Journalism like this is vital for democracy as it exposes wrongdoing and demands better from the powerful. The Guardian is well placed to deliver it because unlike many others, we have no shareholders or billionaire owner. Our independence means we can investigate what we like, free from commercial or political influence. And we provide all this for free, for everyone to read. We do this because we believe in information equality. Greater numbers of people can keep track of the global events shaping our world, understand their impact on people and communities, and become inspired to take meaningful action. Millions can benefit from open access to quality, truthful news, regardless of their ability to pay for it.



June 7, 2022

Kurdistan's Weekly Brief June 7, 2022

Iran

A [car bomb](#) wounded an Iranian member of the exiled "Organization of Iranian Kurdistan" in Erbil on Monday. The Counter-Terrorism Group (CTG) Kurdistan [identified](#) the injured man as Akbar Safar Almas and said he was born in 1973. Though no one has claimed responsibility for Monday's attack, the Iranian regime remains the prime suspect because of its history of assassinating dissidents in Iraqi Kurdistan.

Reza Palavi, the son of the last Shah of Iran, angered Iranian Kurds when he [described](#) the nation's minorities as "tribes and clans." That said, Pahlavi appealed to Kurds, Arabs, and the rest of Iran's minorities to forge a "covenant of unity and solidarity in support of the people who bravely take to the streets." The Secretary-General of the Kurdistan Democratic Party-Iran (KDP-I), Khalid Azizi, expressed his party's regret for Pahlavi's remarks. "It is no secret that the Kurdish national struggle is one of a nation of Iranian nations that demands national rights and self-determination," [said Azizi](#). The Hengaw Organization for Human Rights reported the Iranian regime sentenced 16 Kurdish activists to prison in May. Simultaneously, Urmia's Islamic Revolutionary Court sentenced a 61-year-old woman named Narmin Abadi to five years in prison for "cooperation with the Kurdistan Freedom Party (PAK)." Moreover, Iranian security forces in Sahneh arrested [several Kaka'i Kurds](#), including an activist named Sawesh Hayati. Lastly, Iranian authorities detained Khalid Qurbani in Kamyaran, Sadiq Mosabah in Bokeran, and Majeed Karimi in Sanandaj (Sena).

Iraq

Baghdad and Erbil remain at odds over the [Federal Supreme Court of Iraq's](#) ruling that rendered the Kurdistan Regional Government's (KRG) oil and gas law unconstitutional. The President of the Kurdistan Regional Judicial Council, Abdul

Jabar Hassan, [rejected](#) Baghdad's ruling and defended the validity of the KRG's law that was passed in 2007. Hassan also denied the constitutionality of the Federal Supreme Court. "Article 92 (2) of the Constitution of Iraq requires that the Iraqi Council of Representatives pass a law to establish an Iraqi Federal Supreme Court. No such law has to date been enacted," said Hassan. Though the US urged both parties to come to an [understanding](#), Baghdad remains unwilling to provide the KRG with its share of the federal budget. A KRG delegation met with Iraqi Finance Minister Ayad Allawi who [warned](#) that the KRG would not receive its 12 percent share of the federal budget until an agreement was reached, in an attempt to force the KRG into submission.

On May 31, the Central Criminal Court of Iraq sentenced five former Kirkuk Provincial Council members, including former chairman Rebwar Talabani, to prison. Talabani received a six-year sentence, while each of his colleagues received 15 years. The five were tried in absentia and officially charged with violating Article 340 of the Iraqi Penal Code, which states, "Any public official or agent who willfully inflicts damage on the property or interests of the authority for which he works or to which he is associated by virtue of his position or on another's property that has been entrusted to him is punishable by a term of imprisonment not exceeding 7 years or by detention." Talabani responded saying that the trials were politically motivated, and he and his comrades were displaced by the Iraqi government and Iranian-backed militias for supporting the September 2017 Kurdistan independence referendum. Baghdad has continually attempted to punish those who supported the 2017 Kurdistan Independence Referendum, when more than 92% of voters voted yes for an independent Kurdistan.

Renewed talks between the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Pa-

triotic Union of Kurdistan's (PUK) did not lead to discussions on the selection of a presidential candidate last week. Separately, the leaders of Iraq's major Kurdish parties intend to hold another round of talks to discuss the upcoming elections in October 2022. Special Representative of the Secretary-General for Iraq and head of the United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI) Jeanine Hennis-Plasschaert mediated the [first round](#) of negotiations in May.

Syria

US Ambassador to the United Nations Linda Thomas-Greenfield [reiterated US opposition](#) to a new Turkish invasion of northern Syria during a phone call with Turkish Deputy Foreign Minister Sedat Onal on Thursday. A readout of the call stated that renewed Turkish military operations in the region "could lead to additional population displacement, further destabilize an already fragile situation, and undermine the international coalition's efforts to defeat ISIS (Da'esh)." Turkey has announced plans to invade Manbij and Tal Rifaat, where thousands of displaced Kurds from occupied Afrin have settled. Meanwhile, Turkish President Recep Tayyip Erdogan had a phone conversation with Russian President Vladimir Putin and received no [Russian commitment](#) to Turkish demands. Finally, Syrian Democratic Forces General Commander Mazloum Abdi [told Reuters](#) the SDF is "open" to coordinating with the Syrian Arab Army to repel the Turkish invasion.

The Autonomous Administration of North and East of Syria (AANES) handed over 153 Iraqi families and relatives of ISIS (Da'esh) in the al Hol Camp to the Iraqi government. The [repatriation process](#) started after coordination between the AANES and the Committee of Immigration and Displacement in Iraq's Council of Representatives. Al Hol camp has seen internal violence and crimes among Da'esh sleeper cells. Since the physical defeat of

Da'esh Caliphate, 148 people have been killed in the camp.

Turkey

The Swedish government survived a no confidence vote after a lawmaker, Amineh Kakabaveh, originally a Kurd from Iran, [abstained from voting](#), breaking the tie between the opposition and the ruling parties. The Turkish government has targeted Kakabaveh on several occasions and actively demand Sweden to handover Kurdish activists "terrorists" settled in Sweden. The No Confidence Vote came on the Parliament's floor by the center-right Swedish opposition. Turkey blocked Sweden and Finland joining NATO, demanding deportation of Kurdish opposition figures and activists. The government rejects the Turkish demands since most of the Kurds on Turkey's list are citizens of Sweden. ["It is in this chamber that Swedish laws are decided, not in Ankara."](#) said Kakabaveh.

On Tuesday, June 7th, the European Parliament approved, by a majority, a resolution on Turkey. The legislation proposed by Spanish lawmaker, [Nacho Sánchez Amor](#), criticizes the Turkish government's authoritarianism inside the country and its military aggressions abroad, and calls for reforms. "I hope it's a clear message for Turkish Gov will not fall on deaf ears: it's been your deliberate decision to close the door to the EU path. Turkish society must know, though, that the future is not written!" [tweeted Amor](#).

Turkish lira fell further [16.75% against the dollar](#) on Tuesday as inflation has reached [23-years high](#). The Pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) released a "declaration" after conducting a large conference on Youth, bashing the ruling parties for the deterioration of the economy. While 30 million people in the country are struggling with the risk of hunger, 9 million people are trying to survive without work, and society is condemned to hunger," read the [HDP statement](#).



7 juillet 2022

Otan : qui sont les «terroristes» réclamés par la Turquie à la Finlande et à la Suède ?

Le président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan, lors d'une conférence de presse pendant le sommet de l'Otan à Madrid, en Espagne, le 30 juin 2022. © Yves Herman, Reuters

«Un jour historique pour la sécurité euro-atlantique.» Mardi 5 juillet, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a lancé le processus d'intégration de la Suède et de la Finlande. Rompant avec leur tradition de non-alignement, les deux pays souhaitent désormais rejoindre l'Alliance atlantique, à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine, qu'ils perçoivent comme une menace directe pour leur sécurité.

Si aucun des 30 pays membres ne s'est opposé à cette candidature, la Turquie a exigé des deux pays un engagement à soutenir son combat contre le terrorisme et notamment contre les militants kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), sous peine de bloquer le processus. Car la Suède et la Finlande, auxquelles le protocole d'adhésion accorde le statut de pays invité, ne seront pas intégrées au sein de l'Alliance avant la ratification des 30 États membres.

À la suite de la signature d'un accord entre les trois pays, le 28 juin, la Turquie a fait savoir qu'elle réclamait l'extradition de 12 suspects de Finlande et 21 de Suède. Pour sa part, le président Erdogan a affirmé que Stockholm a déjà promis de renvoyer «73 terroristes» en Turquie.

Pourtant, si l'accord stipule que les deux pays s'engagent à «traiter» les demandes d'expulsion ou d'extradition de la Turquie, aucune liste ni men-



Le président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan, lors d'une conférence de presse pendant le sommet de l'Otan à Madrid, en Espagne, le 30 juin 2022. © Yves Herman, Reuters

tion de ces «promesses» ne figure sur le document signé par Helsinki, Stockholm et Ankara.

Des militants dans le viseur de la Turquie

Fin juin, Hürriyet Daily News, le grand quotidien turc devenu un fidèle porte-voix du président, a publié une liste de «terroristes» turcs résidant en Suède et en Finlande dont Ankara demande l'extradition. Plusieurs d'entre eux sont présentés comme des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation politique armée kurde reconnue comme terroriste par de nombreux pays et en guerre depuis plusieurs décennies contre le pouvoir turc.

C'est le cas d'Aziz Turan, ancien membre actif du groupe devenu ensuite informateur pour le compte de l'État avant de fuir pour la Suède, qui lui a offert l'asile politique. Aujourd'hui âgé de 64 ans, il est accusé par la Turquie du meurtre d'un écrivain – ce qu'il dément.

Autre cible du gouvernement turc, l'activiste des droits humains et éditeur Ragıp Zarakolu. Ce dernier a été accusé

de terrorisme en Turquie pour avoir participé à des conférences du Parti de la paix et de la démocratie (BDP), un parti politique prokurde. Brièvement arrêté à plusieurs reprises par la police turque, le militant vit exilé en Suède depuis 2013.

Outre les combattants et soutiens présumés du PKK, la liste comprend des personnalités désignées comme terroristes du fait de leur proximité avec le mouvement Gülen. Ancien allié du pouvoir, ce réseau d'associations, dirigé par l'imam turc basé aux États-Unis Fethullah Gülen, est tenu responsable par le président Recep Tayyip Erdogan de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016. Désigné depuis en Turquie par l'acronyme Fetö (pour «organisation terroriste Fethullahist»), ce mouvement n'est considéré comme une organisation terroriste ni par l'UE ni par les États-Unis.

Parmi ces suspects figurent plusieurs journalistes, comme Bülent Kenez, ancien rédacteur en chef du quotidien güleniste Zaman, qui fut l'un des journaux les plus influents du pays, ainsi que Levent Kenez, qui dirigeait la rédaction du journal anarchiste

Meydan. Deux médias interdits en Turquie à la suite du putsch manqué.

La Suède et la Finlande accusées de protéger des terroristes

La demande d'adhésion à l'Otan de la Suède et de la Finlande, provoquée par la guerre en Ukraine, a mis en lumière le contentieux entre la Turquie et les deux pays nordiques, qu'Ankara accuse de soutenir des terroristes.

«Le PKK est bien implanté dans ces deux pays qui abritent plusieurs associations influentes et une riche production culturelle. Ce qui déplaît évidemment beaucoup à la Turquie», souligne Hardy Mède, docteur en science politique à l'Université Paris 1, spécialiste de la question kurde. «Dans les années 1950, l'État suédois a octroyé des facilités de visas à beaucoup d'étudiants kurdes partis étudier en URSS et qui ne pouvaient pas rentrer chez eux pour des raisons politiques. Cette tradition d'accueil s'est poursuivie après les coups d'État de 1971 et 1980 en Turquie, qui ont généré de nouvelles vagues d'exilés, et continue encore aujourd'hui.»

Sur 10 millions d'habitants, la Suède compte aujourd'hui environ 100 000 Kurdes. Une diaspora bien moins nombreuse qu'en Allemagne (près d'un million de personnes) ou qu'en France (250 000), mais particulièrement active politiquement puisque huit députés du Parlement suédois sont d'origine kurde.

Si le phénomène de migration depuis la Turquie est plus ré-

cent en Finlande, celui-ci s'est accéléré ces dernières années avec le durcissement de la politique gouvernementale d'Erdoğan. Selon le ministre turc de la Justice Bekir Bozdağ, les dossiers d'extradition de six membres du PKK et de six membres du mouvement Gülen sont déjà en attente de traitement en Finlande, tandis que ceux de 10 gulenistes et de 11 membres du groupe armé kurde attendent en Suède.

Bras de fer juridique

Conscient de l'influence grandissante de son opposition en dehors de ses frontières, le pouvoir turc a multiplié ces dernières années les procédures judiciaires pour tenter d'obtenir l'extradition de ceux qu'il considère comme des adversaires politiques. De nombreuses requêtes ont été déposées en Suède, en France, en Allemagne ou bien encore aux États-Unis, sans succès ou presque.

Même les demandes concernant les membres présumés du PKK, pourtant considérés comme une organisation terroriste par l'Union européenne et les États-Unis, sont pour la plupart rejetées, les juges craignant que ces militants ne puissent pas bénéficier d'un procès équitable en Turquie.

«Les Occidentaux reprochent à la Turquie une conception du terrorisme sans nuance, instrumentalisée pour museler ses opposants», explique Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris) et auteur de plusieurs ouvrages sur la Turquie. «Ankara considère de son côté la lutte antiterroriste comme une question vitale, notamment face au PKK, qui lui a déclaré la guerre il y a presque 40 ans et qui est parvenu à se maintenir malgré la féroce répression de l'État.»

>> À lire aussi : «Dans le nord de la Syrie, les Kurdes

une nouvelle fois dans le viseur d'Erdoğan

Face aux pressions turques, les dirigeants suédois et finlandais renvoient au texte signé, indiquant qu'ils souhaitent renforcer la coopération avec la Turquie sans pour autant modifier leur législation.

«L'Union européenne a une position très critique vis-à-vis de la justice turque, dont elle sait qu'elle est complètement contrôlée par l'AKP d'Erdoğan», analyse Hardy Mède. «La Suède et la Finlande s'appuient sur cette unanimité européenne, affirmant qu'elles ne changeront pas leurs procédures sur la question des droits humains. Cet argument leur permet de contrer la question des extraditions turques, d'autant plus que nombre de ces affaires ont déjà été rejetées dans les deux pays.»

«Il paraît donc très peu probable que la Suède et la Finlande accèdent à ces demandes, à l'exception peut-

être de quelques cas particuliers», poursuit-il. «En revanche, des mesures vont probablement être prises pour réduire l'influence du PKK dans ces pays. Cela pourrait passer par un contrôle plus rigoureux des dons récoltés par les associations, voire la fermeture de certaines d'entre elles.»

Après la signature de l'accord avec la Turquie, la Finlande et la Suède ont affirmé n'avoir reçu aucune liste ni demande particulière d'extradition de la part d'Ankara.

Accusé de trahison par l'opposition de gauche, le gouvernement suédois a tenté de rassurer la communauté kurde en organisant une rencontre au ministère des Affaires étrangères. Pour sa part, la Première ministre suédoise Magdalena Andersson s'est refusée à tout commentaire concernant la promesse évoquée par le président turc du renvoi de «73 terroristes» de la Suède vers la Turquie.



July 6, 2022
By Fehim Tastekin

Turkey under pressure to crack down on Russian shipments of stolen Ukrainian grain

Turkey's balancing act between Russia and Ukraine may have raised its diplomatic profile in the war, but not without dropping some hot potatoes in its lap, as evidenced by Kyiv's growing pressure on Ankara to help prevent shipments of Ukrainian grain from Russian-occupied regions.

In a move that might set the stage for a fresh crisis on the Turkey-Russia-Ukraine triangle, Turkish authorities halted a Russian-flagged ship off the Black Sea port of Karasu last week, heeding a request from

Kyiv, which claims the vessel, Zhibek Zholy, is carrying grain from Russian-occupied territories. Ukraine's ambassador to Ankara, Vasyl Bodnar, made the situation even more delicate for Turkey, lauding "full cooperation" on the part of Turkish authorities, which, he said, had detained the ship.

Turkish officials, meanwhile, have only said they are investigating the cargo and the ports of departure and destination of the ship. "The allegations are being investigated thoroughly. It is not written on the grain who it belongs to," a senior of-

ficial told Reuters, adding that Turkey was in contact with Russia, the United Nations and third parties on the issue.

The incident comes at a time when Turkey is hoping to assume a key role in a UN-proposed sea corridor to restart Ukrainian grain exports to help ease the global food fears sparked by the war.

A Kremlin spokesman said initially they had no information the ship had been detained. Then, Foreign Minister Sergey Lavrov said, "The ship does appear to be Russian, sailing

under the Russian flag. I think it belongs to Kazakhstan, while the cargo was being shipped under contract between Estonia and Turkey."

KTZ Express Shipping, the Kazakhstan-based owner of the Zhibek Zholy, says it has leased the ship to a Russian company not affected by Western sanctions.

In a June 30 letter to Turkey's Justice Ministry, Ukraine's prosecutor-general's office urged an inspection of the ship, saying it was involved in the "illegal export of Ukrainian grain"

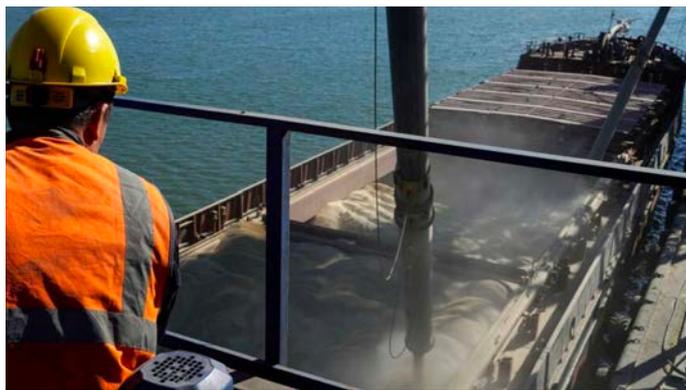
from Russian-occupied Berdyansk and headed to Karasu with 7,000 tons of cargo. A Ukrainian Foreign Ministry official had earlier said the ship had loaded some 4,500 tons of grain from Berdyansk, on Ukraine's Azov Sea coast. According to maritime traffic monitors, the Zhibek Zholy anchored about a kilometer off Karasu on July 1 after passing through the Kerch Strait on June 29.

Moscow had announced in early June that Berdyansk and Mariupol were ready to resume grain shipments. An official of the Russian-imposed administration in southeastern Ukraine wrote on Telegram last week that "the first cargo ship" had left Berdyansk, carrying 7,000 tons of grain to "friendly countries."

According to Bodnar, Ukraine expects Turkey to confiscate the Zhibek Zholy's cargo at the conclusion of the probe. The ship remained offshore and unloaded on July 5. Turkey might protract the probe in a bid to prevent the issue from growing into a crisis with either Russia or Ukraine.

On June 13, Ukraine had asked Turkey to help investigate three other Russian ships suspected of transporting grain stolen from Kherson, according to Reuters. The agency said it was unable to determine the origin or end destination of the grain in the ships named in Kyiv's request. The three large freighters — Mikhail Nenashev, Matros Pozynich and Matros Koshka — reportedly traveled from Crimea's main grain terminal in Sevastopol in April and May. The deputy head of the Russian-installed administration in Kherson said local farmers were responsible for transporting grain to Crimea and denied any knowledge of shipments to Turkey or the Middle East.

Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said on June 23 that Ankara had looked into



Picture taken on June 11, 2022, shows the loading barley onto a cargo ship Sormovo-2 in the international port of Rostov-on-Don. This cargo ship will go to Turkey. - STRINGER/AFP via Getty Images

Ukraine's complaints and established that "the ships' port of departure and the origin of the goods is Russia on the records," without saying which ships.

Citing satellite imagery and ship-tracking data, Reuters reported that the Mikhail Nenashev had offloaded cargoes at two Turkish ports since March, while the Matros Pozynich and Matros Koshka had docked in Syria several times after visiting Sevastopol's grain terminal.

Turkey's detention of the Zhibek Zholy is significant from several aspects. First, the vessel's arrival in Karasu raises the question of whether Turkey is the buyer of the grain. According to Russian media, Russian company Green Line leased the ship for a year from KTZ Express Shipping in October 2021 and concluded a separate deal with Estonian grain-trading company Mangelbert OU to transport Ukrainian grain to Turkey.

Yet such a purchase would add weight to Ukrainian claims that Turkish buyers are among the recipients of looted grain and leave Ankara in a tight spot. Cavusoglu had maintained last month that Ankara is "against Ukrainian grains or other goods being taken by Russia" and would not allow such goods to come to Turkey.

Second, the incident might un-

dermine the planned UN-sponsored shipping corridor and call into question Turkey's reliability as a mediator between Russia and Ukraine. Russia rejects the involvement of third parties such as the British navy in securing the grain corridor and demands a role in controlling the traffic to prevent arms shipments to Ukraine. The produce of Russian-occupied regions is another crucial point of contention. Russia argues that buying grain from local farmers should not be a problem, while Kyiv maintains that exports from occupied territories amount to theft, regardless of how the grain is procured.

Third, the incident shows that Turkey cannot easily escape Ukraine's radar if it hopes to get wheat on the cheap without Kyiv's consent. And if the parties agree on the grain corridor, Turkey does look for more favorable terms. Agriculture Minister Vahit Kirisci said June 7 that Ukraine had agreed to a 25% discount on grain sales to Turkey but remained wary of resuming exports due to security fears.

According to Kyiv, 84 ships laden with more than 22 million tons of grain are stuck at the Odessa port, unable to sail because of naval mines planted during the war. Ukraine fears Russia will attack the port if the mines are removed.

The grain corridor plan involves the establishment of a

command center in Istanbul to coordinate mine clearing at the Odessa port and elsewhere in the Black Sea as well as the routes, insurance coverage and safety of the ships. The plan, aimed at facilitating both Ukrainian and Russian grain exports, is of far-reaching international importance, given that Africa alone relies on the two countries to meet 40% of its wheat needs.

The issue was high on the agenda of Lavrov's visit to Ankara on June 8. Turkish defense officials discussed technical details with Russian counterparts in Moscow on June 21. A four-way meeting between Turkish, Russian, Ukrainian and UN officials is expected in Istanbul, but no date has been set thus far.

Russian media speculate that Ukraine's request regarding the Zhibek Zholy is aimed at forcing Turkey to take sides in the conflict. According to Neza-visimaya Gazeta, "Turkey is not expected to bow down to Kyiv's pressure. Otherwise, Ankara will lose its role as a mediator in the resolution of the global grain crisis."

Some in Turkey's opposition media, meanwhile, have jumped to the far-flung conclusion that Turkey's mediation for a grain corridor has already fallen through.

Diplomatic efforts on the issue continue. Turkish and Ukrainian defense officials met in the shadow of the crisis on July 4 to discuss both the corridor and the evacuation of two Turkish military cargo planes stranded in Kyiv. The corridor was on the agenda also of Italian Prime Minister Mario Draghi, who met with President Recep Tayyip Erdogan in Ankara the following day. Draghi praised Turkey's mediation efforts and expressed hope that Russia would agree to the plan, while Erdogan pledged to "intensify contacts on the issue within a week or 10 days and try to reach a result."

Les députés allemands ont reconnu le génocide yézidi

Les députés allemands ont reconnu ce jeudi le génocide yézidi perpétré par le groupe État islamique (EI) en août 2014 à Shengal. Le massacre en masse des Kurdes yézidis de Sincar avait été reconnu par une équipe d'enquête de l'ONU en mai 2021.

« Reconnaître le génocide est une étape essentielle pour surmonter les traumatismes infligés à la communauté yézidie », a déclaré le député des Verts Max Lux, rappelant la situation fragile des rescapés vivant toujours en Irak.

Il a ajouté : « Une vie sûre et la paix sont ce que devrait être notre ambition pour la communauté yézidie ».

En novembre dernier, un tribunal allemand a condamné un Irakien affilié à l'EI pour avoir commis un génocide contre les Yézidis.

Il convient de noter qu'une équipe d'enquêteurs des Nations Unies a annoncé en mai 2021 qu'elle avait recueilli des preuves claires et convaincantes que l'EI avait commis un génocide contre les Yézidis. De son côté, le journal britannique *The Guardian* a publié un article sur le rapport compilé par un groupe d'éminents avocats



des droits de l'homme, affirmant que la [Turquie devrait être poursuivie devant la Cour internationale de justice](#) pour complicité d'actes de génocide contre le peuple yézidi.

Le rédacteur diplomatique du journal, Patrick Wintour, a écrit que l'enquête reprochait également à la Syrie et à l'Irak de ne pas avoir protégé les Yézidis sur leur sol.

L'auteur a cité des avocats du [Yazidi Justice Committee](#), leur appel à tenir les pays responsables en vertu du droit international.

L'auteur a déclaré qu'il existe un large consensus sur le fait que les Yézidis ont été vic-

times d'un génocide en Irak et en Syrie. Le rapport publié après une enquête de trois ans, a enquêté sur la conduite de 13 pays, mais trois d'entre eux ont manqué à leur devoir de prendre des mesures raisonnables pour prévenir le génocide.

Le comité a affirmé qu'à partir d'avril 2014, les responsables turcs ont fermé les yeux sur la vente, le transfert et l'asservissement de femmes et d'enfants yézidis, et ont aidé à former des combattants de DAECH / ISIS pour combattre ses ennemis kurdes en Syrie, renforçant ainsi les auteurs du génocide.

L'enquête de l'ONU établis-

sant les preuves du génocide yézidi

En mai 2021, Karim Khan, conseiller spécial de l'équipe d'enquête des Nations Unies chargée d'amener Daech/Etat islamique en Iraq et au Levant à répondre de ses crimes (UNITAD), avait déclaré devant les membres du Conseil de sécurité, disposer des preuves du crime de génocide contre les Yézidis.

Khan déclarait à l'époque que grâce à ses enquêtes criminelles indépendantes, l'UNITAD a établi « des preuves claires et convaincantes que le génocide avait été commis par l'EIIL contre les Yézidis en tant que groupe religieux. »

En Iran, les cinéastes Jafar Panahi, Mohammad Rasoulof et Mostafa Al-Ahmad de nouveau emprisonnés

Le pouvoir à Téhéran, confronté à une vague de contestation après la mort de 43 personnes dans l'effondrement d'une tour, durcit le ton.

Photo

Le réalisateur iranien Mohammad Rasoulof, lors du 57e Festival international du film de Saint-Sébastien (Espagne), le 19 septembre 2009. RAFA RIVAS / AFP

Coup sur coup, trois figures du cinéma iranien ont été arrêtées ces derniers jours. Vendredi 8 juillet, Mohammad Rasoulof et son confrère Mostafa Al-Ahmad ont ainsi été interpellés chez eux et conduits en détention au motif de leur activisme « anti-révolutionnaire ». Lundi 11 juillet, ce fut au tour du cinéaste Jafar Panahi, venu devant la prison où étaient incarcérés ses deux collègues pour s'inquiéter de leur sort, d'être appréhendé.

Voici quelques années que les autorités iraniennes, dont les interventions étaient plus feutrées du temps du cinéaste Abbas Kiarostami, durcissent leur joug, jouant au chat et à la souris avec quelques cinéastes nationaux qui ne rentrent pas dans le rang. Jafar Panahi, ex-assistant de Kiarostami, lauréat du Lion d'or à Venise, en 2000, pour *Le Cercle*, et Mohammad Rasoulof, lauréat de l'Ours d'or, en 2020, au Festival de Berlin pour *Le diable n'existe pas*, furent particulièrement visés, victimes tour à tour d'arrestations temporaires, de condamna-

tions à des peines d'emprisonnement et d'interdiction de sortie du territoire. Les cinéastes, souvent appuyés par les institutions cinéphiles du monde entier, faisaient de leur mieux pour contourner cet arbitraire.

Voici quelques années que les autorités iraniennes jouent au chat et à la souris avec certains réalisateurs nationaux qui ne rentrent pas dans le rang

Ces arrestations marquent un nouveau tour de vis opéré ces derniers jours. Les réalisateurs, conjointement à de nombreux autres artistes, avaient publiquement dénoncé, sur les réseaux sociaux, la répression policière consécutive à une manifestation protestant contre l'écroulement, le 23 mai, d'un immeuble dans le sud-ouest du pays, causant la mort de quarante-trois personnes. Le drame a touché la tour Métropole, dans la ville d'Abadan, dont le propriétaire, Hossein Abdolbaghi, proche de certaines figures puissantes de la République islamique d'Iran, avait réussi à contourner les normes de sécurité lors de la construction. Des milliers d'Iraniens sont ainsi descendus dans la rue, à Abadan et ailleurs, pour dénoncer la corruption et l'incompétence des autorités. Face à cette colère populaire, la répression a été omniprésente. Dans leur lettre ouverte, les cinéastes iraniens demandaient aux forces de l'ordre de « déposer [leur] arme », phrase devenue un mot-dièse populaire sur les réseaux sociaux en persan.

Lire aussi : [En Iran, l'effondrement d'un immeuble à Abadan suscite la colère](#)

Selon les informations relayées par l'une des avocates de M. Rasoulof, Maryam Kianersi, le cinéaste, placé en cellule d'isolement, est « en interrogatoire » à la prison tristement célèbre d'Evin. Jusqu'à présent, l'application de sa condamnation à un an de prison, confirmée en 2019, a été suspendue. Mais ses avocates redoutent que les autorités prennent prétexte de cette nouvelle arrestation pour le garder longuement en détention. Jafar Panahi, sous le coup d'une condamnation à six ans de prison, en suspens depuis 2010, pourrait également voir sa peine appliquée.

« Pression inédite »

L'incarcération des trois cinéastes a fait immédiatement réagir le milieu cinématographique. Dimanche 10 juillet, quelque 200 personnalités ont publié une lettre ouverte sur Instagram et sur Change.org, réclamant la libération « immédiate » et « inconditionnelle » de leurs collègues. Parmi eux, le réalisateur consacré à Cannes et aux Oscars, Asghar Farhadi (*Une séparation, Un héros*). De nombreuses institutions du monde du cinéma se sont déjà manifestées, comme le Festival de Cannes qui joint sa voix à cet appel.

Le gouvernement a visé tout particulièrement le milieu du cinéma ces dernières se-

maines : de nombreux réalisateurs, acteurs et scénaristes ont été convoqués pour être interrogés par les organes de renseignement. En cause : leurs prises de position politiques sur la situation dans le pays, où se multiplient les rassemblements contre la cherté de la vie et la mauvaise gestion des dirigeants. Un cinéaste dont les films sortent souvent en Europe, mais qui préfère rester anonyme, témoigne auprès du *Monde* depuis Téhéran : « J'ai été interrogé dimanche 10 juillet pendant quatre heures à cause de ma signature de la pétition après la tragédie de la tour Métropole. Tous nos collègues subissent une pression inédite. Nous sommes de nouveau entrés dans un cycle d'inquiétude permanente, nous nous demandons ce qui va nous arriver. »

A ses yeux, il est clair que cette pression s'exerce dans un contexte où le pays est de plus en plus isolé sur la scène internationale et que son économie est, de manière inédite, en détresse. « Les négociations entre Téhéran et l'Occident [pour raviver l'accord nucléaire de 2015] sont, selon toute vraisemblance, en passe d'échouer. A chaque fois que les choses se bloquent pour Téhéran à l'étranger, le pouvoir accentue la censure à l'intérieur et s'abat sur les milieux qui ne sont pas traditionnellement ses alliés, dont le cinéma, qui n'a pas hésité à prendre des positions face à la situation politique et économique dans le pays. »

Le Conseil de l'Europe appelle la Turquie à libérer Osman Kavala

Un nouvel arrêt de la Cour européenne juge que la Turquie a violé la Convention européenne des droits de l'homme en condamnant le mécène en avril.

Le mécène Osman Kavala a été condamné à la perpétuité en avril dernier. © HANDOUT / Anadolu Culture Center / AFP

Les responsables du Conseil de l'Europe ont appelé de nouveau, lundi, la Turquie à la « libération immédiate » du mécène Osman Kavala, condamné en avril à la prison à vie, après un arrêt de la Cour européenne jugeant qu'Ankara avait violé la Convention européenne des droits de l'homme. « La Turquie a manqué de se conformer à ses obligations en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme. Nous nous félicitons de l'arrêt (de la CEDH) prononcé aujourd'hui qui apporte une réponse claire sur ce point. Nous renouvelons notre appel à la libération immédiate d'Osman Kavala », ont écrit dans un communiqué commun les trois principaux responsables du Conseil de l'Europe.

C'est seulement la deuxième



Le mécène Osman Kavala a été condamné à la perpétuité en avril dernier. © HANDOUT / Anadolu Culture Center / AFP

fois de son histoire que la Cour européenne des droits de l'homme, bras judiciaire du Conseil de l'Europe, condamne par un arrêt de la Grande Chambre l'un de ses 46 États membres au terme d'une procédure pour manquement, communiquée lundi matin. Saisie par Osman Kavala au cours de sa détention provisoire, la CEDH, qui siège à Strasbourg, avait déjà exigé de la Turquie dans un arrêt rendu le 10 décembre 2019 « de mettre un terme à la détention du requérant et de faire procéder à sa libération immédiate ».

Kavala dénonce un « assassinat judiciaire »

Ces dispositions avaient été largement ignorées par Ankara : les juridictions internes turques avaient ordonné en février 2020 une remise en liberté provisoire d'Osman Kavala, avant que l'homme d'affaires ne soit interpellé à nouveau quelques heures plus tard sur ordre du procureur pour « tentative de coup d'État ». La Grande Chambre de la CEDH, sa formation suprême, a conclu à la violation de l'article 46 de la Convention européenne des droits de l'homme par Ankara. Celui-ci prévoit la force obligatoire des arrêts de la Cour et leur exécution. « La non-exécution

d'une décision judiciaire définitive et obligatoire risquerait de créer des situations incompatibles avec le principe de la prééminence du droit que les États contractants se sont engagés à respecter en ratifiant la Convention », souligne la Cour dans un communiqué.

À LIRE AUSSI Procès Kavala : le défi d'Erdogan aux Occidentaux

Figure de la société civile turque, Osman Kavala, 64 ans, avait finalement été condamné fin avril dernier à la perpétuité pour « tentative de renversement du gouvernement » via le financement des manifestations antigouvernementales dites « mouvement de Gezi » en 2013, après avoir passé quatre ans et demi de détention sans jugement. Devenu l'adversaire du régime, il avait dénoncé devant les juges un « assassinat judiciaire » contre sa personne et l'influence du président turc sur son procès.



Iran: face aux nouvelles règles vestimentaires, les femmes appelées à sortir sans hijab

Les Iraniennes sont appelées à sortir dans la rue sans hijab ce mardi 12 juillet. Un mouvement lancé sur les réseaux sociaux par plusieurs activistes alors que la répression des libertés des citoyens et citoyennes ne fait qu'augmenter. Depuis le 5 juillet, une loi « sur le hijab et la chasteté du pays », mise en place par le président

Ebrahim Raïssi, impose de nouvelles restrictions vestimentaires aux femmes. Le foulard obligatoire pour les femmes doit, en plus de couvrir les cheveux, également couvrir le cou et les épaules. Dans le cadre de sa publication, la banque iranienne Mellat, qui compte plus de 1 400 succursales en Iran, a ainsi publié une directive interdisant aux

employées de porter des chaussures à talons hauts et des bas. Elle interdit aussi à ses directeurs masculins d'avoir des femmes comme assistantes administratives.

Le 5 juillet également, le bureau du procureur de la ville de Mashhad a publié une lettre demandant au maire d'empêcher les

femmes qui portent un « hijab inapproprié » d'utiliser le métro.

En réponse à la pression croissante du gouvernement, plusieurs activistes des réseaux sociaux ont lancé une campagne pour que les femmes descendent dans les rues des villes iraniennes sans hijab le 12 juillet.

En Suède, prison à perpétuité pour un ancien procureur iranien

Hamid Nouri, qui a participé à des exécutions de prisonniers politiques, à l'été 1988, était jugé à Stockholm selon le principe de la compétence universelle.

Il a été membre des gardiens de la révolution (l'armée idéologique d'Iran) avant de devenir un employé du ministère de la justice. Lors de la vague d'exécutions de prisonniers politiques de 1988, Hamid Nouri officiait dans la prison de Gohardacht, dans la ville de Karadj, proche de Téhéran. Il représentait le procureur et coopérait avec d'autres personnes impliquées dans les mises à mort.

Le 14 juillet, à Stockholm, où il est incarcéré depuis 2019, Hamid Nouri a été condamné à la prison à perpétuité, la peine maximale dans ce pays, pour « violations criminelles et flagrantes des lois internationales » – l'équivalent de crimes de guerre – et « meurtres intentionnels ». Ce jugement constitue un événement historique, car c'est la première fois qu'un responsable iranien est jugé et condamné à l'extérieur de l'Iran. « De plus, c'est la première fois qu'un verdict est prononcé à propos de ce qui s'est passé dans les prisons iraniennes durant l'été 1988 », se félicite l'une des procureurs, Kristina Lindhoff Carleson, jointe par téléphone.

Un verdict rejeté en Iran

En Iran, le ministère des affaires étrangères a rejeté ce verdict, le jugeant « fondamentalement inacceptable » et a tenu le gouvernement suédois « responsable des dommages causés aux relations bilatérales ». Les autorités ira-

niennes n'ont cessé d'exiger la libération de l'accusé. Sa famille vivant en Iran, qui a assisté au procès, dénonce le mauvais traitement dont Hamid Nouri a fait l'objet, selon elle. Ses avocats ont d'ores et déjà annoncé leur intention de faire appel du verdict. Un réexamen de l'affaire durerait « plus de six mois », selon M^{me} Lindhoff Carleson.

Si cet ancien procureur adjoint a pu être jugé en Suède, c'est parce que son ex-gendre et un ancien prisonnier politique iranien, Iraj Mesdaghi, l'ont attiré dans ce pays scandinave, en lui faisant miroiter un voyage luxueux à travers l'Europe. Pendant des années, M. Mesdaghi a documenté les exécutions survenues dans les prisons iraniennes en 1988, dans un contexte d'affrontement avec le mouvement d'opposition des Moudjahidin du peuple. Il avait même dévoilé la vraie identité de l'accusé, connu à Karadj sous le nom d'Hamid Abbasi. Lorsque Hamid Nouri est arrivé en Suède, en novembre 2019, une enquête sur lui était déjà en cours. A sa descente de l'avion, il a été menotté par la police.

Accompagné de deux autres anciens prisonniers politiques, M. Mesdaghi a été longuement entendu comme témoin. Une plainte a été instruite contre l'ancien geôlier en vertu du principe de **compétence universelle**, permettant à la Suède de poursuivre des auteurs pré-

sumés de crimes contre l'humanité et crimes de guerre, quels que soient leur nationalité, celle des victimes et le pays où se sont déroulés les faits. Depuis 2010, les tribunaux suédois ont traité dix affaires de ce genre, dont cinq liées à l'ex-Yougoslavie, au Rwanda et à la Syrie. M^{me} Lindhoff Carlson, elle, a été la procureure des cas liés à la Syrie (2017) et au Rwanda (2018). Dans tous ces dossiers, les accusés ont été condamnés à la réclusion à perpétuité. Contrairement aux autres affaires, dans le procès d'Hamid Nouri, qui a duré neuf mois, il n'y avait pas eu de précédent judiciaire. Les assassinats de prisonniers politiques commis en Iran au cours de l'été 1988 n'avaient jamais fait l'objet d'un traitement judiciaire, compliquant la tâche des magistrats.

Près de 5 000 exécutions

En août de cette année-là, l'Organisation des moudjahidin du peuple, qui a rompu avec la République islamique instaurée en 1979, lance – d'Irak, où elle bénéficie de la protection du régime de Saddam Hussein – une offensive contre l'Iran. L'attaque est rapidement neutralisée. Le fondateur de la République islamique, Ruhollah Khomeyni, énonce alors une fatwa (ordre religieux) stipulant que les membres de l'organisation détenus en prison doivent être jugés : ceux qui ne renient pas leur engagement doivent être exécutés. La fatwa s'étend plus tard aux militants de gauche.

Selon les estimations d'Amnesty International et de l'organisation Human Rights Watch, jusqu'à cinq mille opposants ont été tués en deux mois. Les victimes ont été secrètement enterrées dans des fosses communes. L'actuel président iranien, Ebrahim Raïssi, est accusé d'avoir été l'un des juges du « comité de la mort » ayant infligé les peines capitales.

Le 14 juillet, des familles de victimes et des survivants, venus d'Angleterre et d'Allemagne, se sont rassemblés devant le tribunal de Stockholm. D'autres ont suivi l'énoncé du verdict à distance. « J'ai pleuré quand j'ai entendu le verdict », explique Esmat Talebi, une Iranienne jointe par téléphone en Allemagne, dont le mari et le frère ont péri durant le funeste été 1988. « Je me dis que la chaîne de l'injustice est enfin brisée. »

La condamnation d'Hamid Nouri suscite de vives inquiétudes quant au sort des prisonniers occidentaux détenus par Téhéran, notamment l'universitaire irano-suédois Ahmad Reza Jalali. L'homme est condamné à mort pour espionnage au profit du Mossad israélien. L'Iran utilise souvent les binationaux et, de manière plus générale, les étrangers, comme monnaie d'échange dans ses négociations avec l'Occident. D'où les mises en garde de la Suède demandant à ses citoyens de ne pas se rendre en Iran.

Syrie : les Kurdes exhortent la Russie et l'Iran à empêcher une attaque turque

« **N**ous espérons que (ces attaques) ne se reproduiront plus », a déclaré le commandant en chef des FDS, Mazloum Abdi. AFP

Le leader des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes et soutenues par Washington, a exhorté vendredi 15 juillet Moscou et Téhéran à empêcher Ankara de lancer une [nouvelle attaque dans le nord de la Syrie](#), quelques jours avant un sommet turco-russo-iranien sur ce pays en guerre.

L'armée turque est déployée depuis 2016 dans le nord de la Syrie, autour d'Afrine et dans

la région d'Idleb, une des dernières poches échappant au contrôle du régime de Bachar el-Assad. Entre 2016 et 2019, la Turquie a lancé, avec l'aide de supplétifs syriens, trois opérations d'envergure dans ces régions limitrophes de sa frontière dans le but d'en chasser les combattants kurdes qu'elle qualifie de « terroristes ». Et depuis fin mai, le président turc Recep Tayyip Erdogan a menacé à plusieurs reprises de mener une nouvelle opération militaire au nord de la Syrie visant les Kurdes.

Pourparlers bilatéraux russo-turcs

« Nous espérons que (ces at-

taques) ne se reproduiront plus et que les Kurdes (...) ne seront pas laissés pour compte lors des négociations entre les grandes puissances », a déclaré le commandant en chef des FDS, Mazloum Abdi, lors d'une conférence de presse à Hassaké, une zone dans le nord-est de la Syrie aux mains des Kurdes. « Après de récentes discussions avec la Russie dans le but de protéger ces régions, nous avons accepté de laisser entrer un plus grand nombre de soldats syriens à Kobani et Manbij (villes à majorité kurde dans le nord, ndlr) en plus des troupes déjà présentes à la frontière », a ajouté Mazloum Abdi sans plus de détails.

« Nous sommes convaincus que la Russie et l'Iran n'accepteront pas les demandes de la Turquie » lors du sommet prévu mardi à Téhéran, a-t-il encore dit.

Ce sommet doit réunir le président russe, Vladimir Poutine, avec ses homologues iranien, Ebrahim Raïssi, et turc Recep Tayyip Erdogan. Les trois dirigeants aborderont le dossier syrien et comprendra des pourparlers bilatéraux russo-turcs. La Russie, la Turquie et l'Iran sont trois acteurs majeurs dans le conflit qui ravage la Syrie depuis 2011. Ils ont lancé en 2017 le processus dit d'Ashtara, qui visait officiellement à ramener la paix dans ce pays.



July 15, 2022

PM Barzani calls on Biden to keep Kurds in mind during regional visit

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Friday called on US President Joe Biden to keep the Kurdish people in mind during his visit to the Middle East, urging Washington and Gulf states to support Erbil amid ongoing disputes with Baghdad.

Barzani [tweeted](#) a statement welcoming Biden's visit to the region and expressing his hope that "the sacrifices the Kurdish people have made in fighting terrorism and in defeating ISIS [Islamic State] on the battlefield are not forgotten."

He also called for the "constitutional rights of Kurdistan in federal Iraq"

and the Region's energy resources to be "recognized and protected" during discussions Biden will participate in as part of his trip. Iraq's Federal Court in February [found](#) the Kurdistan Region's oil and gas law to be «unconstitutional,» therefore striking down the legal basis for the independence of the Region's oil and gas sector. The Kurdistan Regional Government (KRG) responded to the decision, saying that the court's ruling is not only «unconstitutional» but also «unjust.»

Barzani emphasized the importance of the "stability and security" of both Iraq and the Kurdistan Region, and the need for

disputes to be settled in order to achieve this. He called on the US and the Gulf states to convey these messages and to support the Kurdistan Region during the upcoming [summit](#) in Saudi Arabia in which Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhimi will be participating.

The statement added that disputes will "inevitably emerge" but that they should not be resolved "through the politicization of state institutions to undermine the most prosperous and stable part of the country," referring to the Kurdistan Region.

The Region's oil and gas industry has come under attack in recent

months. The United Arab Emirates' (UAE) Dana Gas temporarily suspended work in Khor Mor gas field at the end of last month after being subjected to three rocket attacks in less than a week.

No group has claimed responsibility for the attacks targeting the crucial gas field which come at a time of tensions between Baghdad and Erbil over the Kurdistan Region's oil and gas law.

Barzani warned that the progress made by the Kurdistan Region in working towards stability and security in Iraq and the region is "now under threat," adding that "we need to work together to correct course."

Erdogan en quête de soutiens pour son offensive en Syrie

LE SOMMET de Téhéran a aussi vocation à le rappeler : le processus dit d'Astana, mis en place en 2017 entre la Russie, l'Iran et la Turquie pour parrainer une solution politique en Syrie, survit bon gré mal gré, en dépit des priorités et des intérêts divergents de ses protagonistes. Ces divergences s'étaleront une fois de plus sur la table lorsque Recep Tayyip Erdogan exposera à ses homologues russe et iranien son dernier projet d'offensive dans le nord du pays, quatrième d'une série entamée en août 2016.

Depuis deux mois, le chef de l'État turc annonce régulièrement une opération imminente contre les forces kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) entre Tel Rifaat et Manbij. Recep Tayyip Erdogan promet d'y établir « une zone de sécurité profonde de 30 km (...) débarrassée des terroristes ». Il avait proféré des menaces similaires - bien que moins précises - à l'automne 2021, et lancé entre-temps dans le nord de l'Irak une vaste offensive contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, dont émanent les YPG).

Ces opérations successives illustrent ce qu'est devenue la stratégie d'Ankara face aux combattants kurdes : les éloigner le plus possible de sa frontière sud (plutôt que de les pourchasser en territoire turc) et les empêcher d'établir un continuum territorial à cheval sur l'Irak et la Syrie en contrôlant, côté syrien, les zones « conquises » par son armée.

Les élites politico-militaires turques, unies derrière cette stratégie, assurent n'avoir besoin de « l'autorisation de personne » pour donner l'assaut en Syrie. Pourtant, à moins d'un accord



Le président turc Recep Tayyip Erdogan salue des partisans lors d'un rassemblement dans le quartier de Fatih à Istanbul, le 15 juillet 2022. OZAN KOSE/AFP

entre Ankara et Damas - improbable à ce stade au vu de l'animosité mutuelle et de l'absence d'échanges directs -, « toutes les opérations turques en Syrie sont tributaires des Russes et des Américains et limitées par leur approbation », souligne le chercheur Salim Çevik dans une note récente de l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (SWP). C'est particulièrement vrai de la Russie, premier allié du régime syrien et force militaire dominante dans la zone désignée par Recep Tayyip Erdogan, située à l'ouest de l'Euphrate. La Turquie doit aussi s'assurer de l'accord tacite de l'Iran, en raison de la présence de milices pro-iraniennes autour de Tel Rifaat, une région au nord d'Alep.

Moment opportun

Or, ni Moscou ni Téhéran n'ont jusqu'ici donné leur appui au plan de bataille du président turc. Lors d'une précédente rencontre entre diplomates des trois pays, à Nour-Soultan (Kazakhstan) mi-juin, l'envoyé spécial du Kremlin pour la Syrie, Alexander Lavrentiev, avait jugé une telle perspective « illogique et irréaliste », estimant qu'elle créait le risque d'une « escalade des

tensions et d'une nouvelle confrontation militaire dans ces régions ».

La Russie encourage la Turquie à coopérer avec le régime de Damas, plaidant pour un retour de l'armée syrienne dans les zones aux mains des combattants kurdes. Elle pousse également ces derniers à négocier avec le régime. « Après de récentes discussions avec la Russie, nous avons accepté de laisser entrer un plus grand nombre de soldats syriens à Kobani et Manbij en plus des troupes déjà présentes à la frontière », a affirmé la semaine dernière Mazloum Abdi, commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), dont les YPG sont la principale composante.

L'Iran, hostile à toute manœuvre qui pourrait mettre à mal son influence sur le terrain syrien, s'oppose fermement à l'offensive annoncée. À Téhéran, Recep Tayyip Erdogan espère néanmoins obtenir le feu vert de Vladimir Poutine et d'Ebrahim Raïssi pour une intervention - même d'ampleur limitée - au moment où il bat le rappel de sa base électorale. Le président turc affrontera les urnes l'an

prochain sur fond de crise économique, et les opérations contre les forces kurdes (celle qui se prépare et celles qui pourraient suivre d'ici aux élections) lui apportent traditionnellement quelques points de popularité.

La Turquie doit enfin composer avec les États-Unis, qui considèrent les YPG comme leur principal partenaire dans la lutte contre le groupe État islamique en Syrie, et rejettent avec force une nouvelle attaque turque. Recep Tayyip Erdogan a d'ailleurs un peu changé de ton depuis qu'il s'est entretenu avec son homologue américain, Joe Biden, en marge d'un sommet de l'Otan fin juin. « Comme je le dis toujours, nous pouvons intervenir une nuit sans prévenir. Mais il n'est pas besoin de se presser (...) Nous mènerons cette opération de la plus forte des manières quand le moment sera venu », déclarait-il après la rencontre.

Reste que, justement, le président turc estime le moment opportun. « À cause de la guerre en Ukraine, la Syrie n'est plus la priorité de la Russie, et la position neutre de la Turquie entre la Russie et l'Ukraine nous confère une place spéciale. Pour la Russie sous embargo, la Turquie est la seule porte vers l'Occident. La Russie ne voudrait pas fermer cette porte à cause de l'opération en Syrie », écrit Abdulkadir Selvi, un editorialiste proche de Recep Tayyip Erdogan, dans le journal Hürriyet. Quant aux États-Unis, poursuit l'editorialiste, ils pourraient préférer ménager la Turquie, qui menace de bloquer l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'Otan. Selon lui, Ankara « ne s'attend pas à une opposition forte de l'Occident à l'opération en Syrie ».

En Turquie, l'antenne de Médecins du monde en roue libre

Soupons de détournements de procédures d'achats, de conflits d'intérêts... Une quinzaine d'anciens salariés de la branche turque de l'ONG pointent des méthodes de gestion problématiques. Un rapport d'audit a déjà tiré la sonnette d'alarme. MDM France nie toute dérive.

Assise sur le canapé d'un confortable appartement du centre d'Istanbul, Idil prend une profonde inspiration avant d'entamer son récit. Ancienne salariée de la branche turque de l'ONG Médecins du monde (MDM), elle a mis du temps à digérer les quelques mois passés au sein de cette organisation humanitaire, engagée dans l'aide aux 3,7 millions de réfugiés syriens installés en Turquie.

« J'ai été témoin de problèmes dans le suivi des procédures dès mon arrivée, se souvient-elle. J'ai tenté de le signaler, mais ma supérieure hiérarchique couvrait ces pratiques. » Pendant deux heures, l'ex-employée, qui demande à garder l'anonymat comme l'ensemble des anciens salariés rencontrés dans le cadre de cette enquête, égrène des histoires de conflits d'intérêts et de favoritisme. Après quatre mois très éprouvants, elle a donné sa démission, écoeurée par l'ambiance délétère de la structure. Et en octobre 2020, elle a lancé une procédure d'alerte auprès de MDM France, la maison mère.

« Je crains que cela ne donne lieu à un énorme scandale si MDM ne prend aucune mesure car beaucoup de personnes internes ou externes à MDM Turquie, surtout dans le sud-est du pays, connaissent ces pra-



Dans une clinique médicale dirigée par les médecins de « Doctors Worldwide Turkey » dans le district de Fatih à Istanbul, en mars 2016. HOLLY PICKETT

tiques et parlent de détournements de fonds, écrit-elle dans son mail adressé au siège parisien. *Cela pourrait remonter jusqu'aux bailleurs.* » Une semaine plus tard, Idil reçoit un courriel de la directrice des ressources humaines de MDM France : « Merci. Nous allons vous contacter. N'hésitez pas à nous indiquer le nom d'autres personnes susceptibles de témoigner. » Ce sera la seule réponse à son message. Le QG parisien, qui a renvoyé le traitement de l'alerte à un audit ultérieur, n'a jamais rappelé Idil.

Comme elle, dix-sept anciens salariés de MDM Turquie (Dünya Doktorlari Dernegi, DDD en turc) se sont confiés au *Monde*, sous le couvert d'un pseudonyme. Ils ont occupé des postes en finance, en logistique, en ressources humaines ou en coordination de programmes sur différentes périodes. Leurs témoignages, parfaitement convergents, et les documents qu'ils ont transmis au *Monde* dépeignent une ONG en roue libre, en proie à de graves dysfonctionnements et à de possibles malversa-

tions. Quatre autres personnes ont décliné une demande d'entretien par crainte de représailles.

« Organisation à haut risque »

MDM Turquie développe des cliniques mobiles et des projets en santé mentale et destination des réfugiés et soutient des partenaires locaux dans le nord-ouest de la Syrie, où elle assure notamment 16 000 consultations médicales par mois à Idlib et 8 000 à Afrin. Ces programmes sont financés par l'UE, d'autres branches de MDM et les gouvernements suisse et français. En 2020, l'ensemble des projets pilotés par MDM Turquie représentaient un budget de 15 millions d'euros et employaient près de 400 salariés.

En février 2020, un rapport d'audit organisationnel interne avait tiré la sonnette d'alarme. L'expertise pointait les risques liés au « nombre et volume de transactions en cash », soulignait la nécessité de « renforcer les politiques d'achat » et épinglait des « conflits d'inté-

rêts » et « une absence de séparation des pouvoirs » à des postes-clés. « L'organisation est à haut risque », concluait le document.

Fin 2020, MDM France a envoyé un logisticien à Istanbul, sur demande insistante de MDM Turquie, pour mettre en conformité a posteriori des dossiers d'achat mal ficelés. « Il n'a pas constaté d'anomalies majeures mais quelques écarts classiques », assure MDM France au *Monde*. Dans un courriel alarmiste adressé à ses collègues en novembre 2020, le logisticien précisait pourtant que 90 % des dossiers étaient lacunaires et qu'ils représentaient un montant de près de 4,5 millions d'euros qui pourraient poser problème à l'ONG en cas d'audit financier.

Au centre de l'échiquier se trouve l'actuel président de MDM Turquie, le Belgo-Turc Hakan Bilgin. L'homme a vécu en Belgique et a fait carrière dans l'humanitaire, notamment au sein de MDM France. Proche de Joël Weiler, directeur général de Médecins du monde, il a été nommé président de la branche turque à sa création en 2018. Hakan Bilgin est décrit par ses employés comme un homme chaleureux tant qu'ils ne remettent pas en question sa gestion. S'il ne passe que peu de temps dans les bureaux de l'ONG, il suit de près les procédures d'achat et de recrutements.

« Une initiative de fabrication de savons d'Alep »

A l'été 2020, en pleine pandémie de Covid-19, MDM Turquie demande à Sophie, la coordinatrice, de faire valider une

dérogation portant sur l'achat de purificateurs d'air de la marque Novaerus, facturés 350 000 euros. « *L'équipe médicale n'a cessé de dire que cela n'avait aucun sens d'acheter cela* », précise François, un ancien salarié. Or, le distributeur en Turquie de Novaerus est l'entreprise OTEP Konsulting, dirigée par une femme d'affaires espagnole, Letizia Buzon, qui se trouve être l'épouse d'Hakan Bilgin.

« *La mise en concurrence n'a pu proposer que des produits ne correspondant pas ou partiellement au cahier des charges* », se défend Hakan Bilgin. MDM Turquie et MDM France assurent avoir signalé le conflit d'intérêts, comme le veut le règlement. « *La déclaration n'a été faite qu'a posteriori, quand un salarié s'est rendu compte du conflit d'intérêts et a prévenu la direction* », nuance Sophie.

Amélie, une ancienne de l'ONG, a été confrontée à une situation du même genre. « *Un jour, Hakan Bilgin est venu me voir pour me dire qu'il serait bon de soutenir une initiative de fabrication de savon d'Alep lancée par des femmes syriennes. J'ai ensuite compris, par l'intermédiaire de collègues, qu'il s'agissait de l'entreprise de sa femme* », se souvient l'humanitaire, encore interloquée. OTEP Konsulting commercialise effectivement des savons d'Alep. Hakan Bilgin explique que cette entreprise de savon « *n'a jamais été intégrée aux projets de MDM Turquie* », mais qu'elle a effectué deux donations à l'ONG après des tremblements de terre à Izmir et à Elazig en 2020.

« **Manipulation de factures** »

Les témoignages collectés par *Le Monde* font apparaître une série d'autres pratiques problématiques. Du temps où elle travaillait à MDM Turquie, Myriam a par exemple constaté que l'organisation, par l'intermédiaire de « *son unique fournisseur, achetait les médicaments 40 % plus chers que n'importe quelle autre ONG syrienne ou turque sans qu'aucun appel d'offres n'ait été lancé publiquement* ».

Dans un e-mail envoyé à tous les bailleurs, François, un ancien salarié, affirme avoir été témoin « *de manipulations de factures de la part du fournisseur, d'augmentation soudaine des prix et de retards systématiques d'un à deux mois dans la livraison des médicaments bien qu'il soit rémunéré à l'avance à hauteur de 95 %* ». Comme celle d'Idil, son alerte est restée lettre morte.

Bien qu'on ne l'admette qu'à demi-mot parmi les humanitaires, il arrive de prendre quelques libertés avec les règles pour s'adapter aux réalités du terrain. En raison des restrictions imposées par la Turquie sur l'achat de médicaments, l'ONG a pu contourner certaines procédures d'appels d'offres. Le rapport d'audit déjà cité, qui dénombre 45 dérogations pour l'année 2019, recommande à l'organisation d'améliorer « *le processus d'appels d'offres, les critères de sélection des fournisseurs, les indicateurs de performance passée des fournisseurs, etc.* »

L'ONG nie toute ingérence

Contactés par *Le Monde*, MDM France et sa branche turque ont nié toute dérive. Hakan Bilgin dément toute ingérence dans les procédures d'achat et

de recrutements. Il assure qu'elles sont « *basées sur les meilleures pratiques et validées* » par les bailleurs de fonds. Selon Joël Weiler, le directeur général de la maison mère, MDM Turquie a fait l'objet, depuis sa création en 2018, de trois audits financiers externes, qui n'auraient rien trouvé à redire à la gestion de l'ONG. « *L'usage que le partenaire a fait des fonds de l'accord de subvention a été jugé adéquat à pratiquement tous égards* », affirme l'un de ces documents, selon MDM France. L'ONG a refusé de transmettre au *Monde* les deux premiers rapports. Le troisième n'a pas encore été finalisé, mais, « *durant la réunion de clôture de la mission* », l'auditeur « *n'avait pas soulevé de points majeurs* », explique Joël Weiler.

Deux années se sont écoulées depuis le bouclage de l'audit organisationnel qui s'alarmait d'une « *organisation à haut risque* ». Mais les recommandations qu'il formulait n'ont eu aucune suite. M. Weiler l'explique par la « *mobilisation des équipes pour affronter la crise du Covid* » et par le lancement, en 2021, du troisième audit financier. « *Il a été décidé d'attendre la fin de cet audit bailleur pour lancer un audit plus complet, mais l'auditeur externe a pris du retard* », affirme le directeur général. En février, MDM France a décidé de ne plus attendre et de préparer l'audit de MDM Turquie. Les termes de référence sont en cours de rédaction. L'audit, promet l'ONG, sera lancé « *prochainement* ».

En arrière-plan de ce dossier, il y a une crise humanitaire aux enjeux éminemment politiques. Entre 2011 et 2016, 2,5 millions de Syriens sont entrés sur le sol

turc pour échapper aux bombardements du régime Assad, qui cherchait alors à écraser l'insurrection militaire le menaçant. Parmi ces réfugiés, des dizaines de milliers ont poursuivi leur route et pénétré clandestinement sur le territoire de l'Union européenne, via la Grèce, au prix de périlleuses traversées de la mer Egée.

Pour juguler cet afflux incontrôlé, Bruxelles a signé en mars 2016 un accord avec Ankara. La Turquie s'est engagée à retenir les Syriens sur son sol et, en échange, les Vingt-Sept ont accepté de financer leurs besoins humanitaires. Une troisième tranche d'aide, d'un montant de 3 milliards d'euros, a été débloquée à ce titre, en juin 2021, par la Commission européenne. Des dizaines d'ONG sont en concurrence pour récupérer une part de ce budget.

Jusqu'à présent, l'industrie de l'aide aux réfugiés syriens, implantée dans le sud de la Turquie, a été relativement épargnée par les scandales de corruption. L'une des rares affaires à avoir éclaté au grand jour est celle qui a éclaboussé en 2016 l'ONG américaine International Rescue Committee (IRC). Epinglee pour le réseau de fausses factures mis en place par plusieurs de ses employés locaux, l'organisation avait dû rembourser 6,9 millions de dollars à l'USAID, l'agence de coopération internationale des Etats-Unis.

« *Je n'excuse pas MDM Turquie, évidemment, dit Amélie, mais je dois dire que beaucoup d'ONG sont médiocres en Turquie. Il y a beaucoup d'intérêts politiques en jeu dans les opérations humanitaires, elles travaillent dans des conditions difficiles. Il s'agit en réalité d'un problème systémique.* »

July 17, 2022

Top Turkish court finds violation of rights for former HDP co-chair Figen Yüksekdağ

Turkey's Constitutional Court (AYM) has ruled that the state had violated the rights of former Peoples' Democratic Party (HDP) co-chair Figen Yüksekdağ by stripping her of her parliamentary immunity in 2016.

The AYM decided the case that tried Yüksekdağ and resulted in lifting of her parliamentary immunity violated her rights to freedom of thought and expression as well as to be elected.

The top court ordered the state to pay Yüksekdağ 30,000 liras in non-pecuniary damages, Mezopotamya News Agency reported on July 16.

In one of the trials that resulted in lifting of her parliamentary



immunity, Yüksekdağ was tried for attending in 2012 the commemoration of Yasemin Çiftçi, a member of the Marxist Leninist Communist Party (MLKP). An Adana court sentenced Yüksekdağ to 10 months in prison for «making propaganda for a terrorist organization» in November 2013 in connection with the case.

While the review of the verdict was ongoing, Yüksekdağ was elected as a deputy in November 2015.

The top court's ruling stated that the trial of Yüksekdağ continued even after she was elected as a deputy.

The Court of Cassation, Turkey's highest appeals court, upheld the

decision of the local court in September 2016.

The AYM ruled that the final verdict was against the Constitution and that Yüksekdağ's rights to freedom of thought and expression as well as to be elected and to engage in political activity were breached.

Yüksekdağ, former HDP co-chair Selahattin Demirtaş and a number of other HDP deputies were arrested on Nov. 4, 2016 on charges related to the Kurdistan Workers' Party (PKK) in what the party calls «a political coup.»

Since then, the ruling Justice and Development Party (AKP) ramped up its crackdown on the HDP, going as far as to seek the party's closure.



July 17, 2022

Iran arrests several after protests at drying lake

Iranian police have arrested several people for disturbing security after they protested the drying up of a lake once regarded as the Middle East's largest, official media said Sunday.

Lake Urmia, in the mountains of northwest Iran, began shrinking in 1995 due to a combination of prolonged drought, and the extraction of water for farming and dams, according to the UN Environment Programme.

Urmia, one of the largest «hypersaline» — or super salty — lakes in the world, is located

between the cities of Tabriz and Urmia, with more than six million people dependent on agriculture around its shores.

On Sunday, Rahim Jahanbakhsh, the police chief of Iran's West Azerbaijan province, reported the arrests.

He described the suspects as «many evil and hostile elements, who had no other objective than to destroy public property and disturb the security of the population,» according to state news agency IRNA.

On Saturday, the Fars news

agency reported that «dozens of people in the cities of Naghadeh and Urmia had protested against the authorities' lack of attention to the drying up of Lake Urmia.»

Fars said protesters had shouted slogans in the provincial capital of Urmia warning the lake was shrinking.

«Lake Urmia is dying, parliament orders its killing», some shouted, Fars reported, with others calling out that «Lake Urmia is thirsty».

Largely arid Iran, like other

nearby countries, has suffered chronic dry spells and heat waves for years, which are expected to worsen with the impacts of climate change.

In the last few months, thousands of people have demonstrated against the drying up of rivers, particularly in central and southwestern Iran.

Lake Urmia is an important ecosystems, a key stopping point for migratory birds, and home to an endemic shrimp as well as other underwater species.

Le litige pétrolier enflamme les relations entre le Kurdistan d'Irak et Bagdad

Le pétrole et les revenus qu'il génère sont de nouvelle source de tensions entre le Kurdistan d'Irak et le gouvernement central de Bagdad, et ces différends risquent de refroidir l'ardeur des investisseurs étrangers, pourtant tant courtisés par l'Irak.

Depuis le début de l'année, les houleuses relations entre Erbil, capitale de la région septentrionale dotée d'une grande autonomie, et Bagdad se jouent devant les juges.

Erbil accuse Bagdad de vouloir faire main basse sur ses richesses pétrolières. Bagdad, de son côté, exige de prendre en main la gestion des hydrocarbures extraits du Kurdistan.

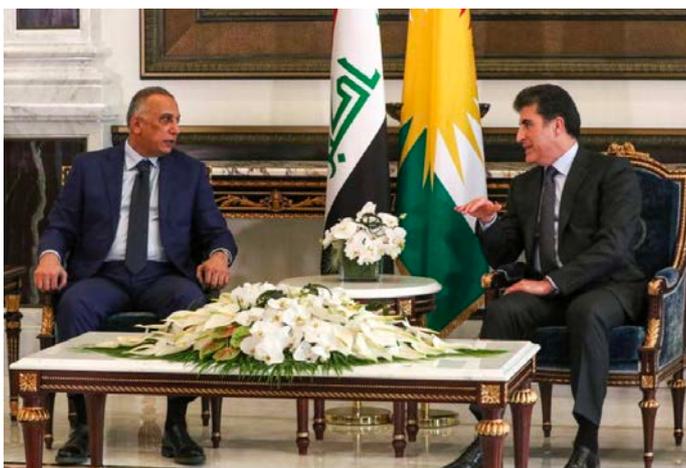
Deuxième pays de l'Opep, l'Irak exporte en moyenne 3,3 millions de barils de brut par jour. Quant au Kurdistan, sa production quotidienne dépasse les 450.000 barils.

Mais impossible de comprendre ce bras de fer sans évoquer l'impasse politique qui paralyse l'Irak depuis les législatives d'octobre 2021.

Les barons de la politique irakienne — tant à Bagdad qu'à Erbil — sont incapables de s'accorder sur un nouveau Premier ministre et un président.

Pour Bilal Wahab, chercheur au Washington Institute, le pétrole est utilisé «comme la carotte ou le bâton». «Cela dépend de l'atmosphère politique du jour», résume-t-il.

«Quand il y a accord politique, les tribunaux restent silencieux. Mais le contraire est



Le président du Kurdistan d'Irak Netchirvan Barzani (d) et le Premier ministre irakien Moustafa Kazimi (g), le 14 mars 2022 / AFP/Archives

aussi vrai lorsque surgit la discorde», souligne-t-il.

En février, un arrêt de la Cour suprême fédérale sommat le Kurdistan de livrer le pétrole produit dans ses territoires au gouvernement central, donnant à Bagdad le droit de revoir ou d'annuler les contrats pétroliers.

Depuis, le gouvernement irakien bataille pour faire appliquer cet arrêt.

- «Réputation» -

Saisi par le ministère du Pétrole, un tribunal de Bagdad a invalidé début juillet quatre contrats conclus entre le Kurdistan et des entreprises canadienne, américaine, britannique et norvégienne.

Trois autres entreprises étrangères sont dans le viseur de cette même cour, qui doit se prononcer sur la validité de leurs contrats, avertit un haut responsable du secteur des hydrocarbures à Bagdad interrogé par l'AFP sous le couvert de l'anonymat.

«Quand Bagdad cherche à chasser du Kurdistan d'Irak les compagnies internationales de pétrole, ça ne donne pas de l'Irak l'image d'un producteur majeur qui se veut accueillant envers les investissements étrangers», reconnaît Yesar Al-



Le ministre irakien du Pétrole, Ihsan Ismail, le 20 janvier 2022 à Bagdad / AFP/Archives

Maleki, analyste au Middle East Economic Survey (MEES).

Pour préserver l'autonomie de ses hydrocarbures, le Kurdistan dit vouloir négocier. Il a proposé aux autorités fédérales la

création de deux entreprises chargées de l'exploration et de la commercialisation, et qui travailleront en partenariat avec Bagdad, selon un porte-parole du gouvernement régional à Erbil.

Mais il a lancé début juin deux actions en justice, dont une contre le ministre du Pétrole, Ihsan Ismail, qu'il accuse de chercher à «intimider» les entreprises étrangères opérant au Kurdistan, selon un communiqué.

Pour Bilal Wahab, les deux parties ne se rendent pas compte à quel point leur joute «porte atteinte à la réputation globale de l'industrie énergétique de l'Irak».

«En venant en Irak, tout le monde s'attend à un risque sécuritaire. Mais en remettant en cause la sacralité des contrats

(...) c'est un risque juridique qui s'ajoute», poursuit-il.

Petite victoire brandie par Bagdad: les géants Schlumberger, Baker Hughes et Halliburton se sont engagés à ne pas s'impliquer dans de nouveaux projets

au Kurdistan. Ils disent oeuvrer à «liquider et clôturer» les appels d'offres et contrats en cours.

- «Compromis» -

Les relations entre Bagdad et le Kurdistan, autonome depuis 1991, sont en dents de scie.

Erbil fournit une partie de sa production pétrolière à Bagdad pour sa commercialisation. En échange, le gouvernement fédéral paie les salaires des fonctionnaires kurdes. Mais Erbil se plaint de retards dans le versement des allocations.

Et ces dernières semaines des tirs de roquettes non revendiqués ont visé des sites pétro-



Raffinerie de pétrole de Kawergorsk, non loin de la capitale du Kurdistan d'Irak, Erbil, le 14 juillet 2014 / AFP/Archives

liers et gaziers du Kurdistan. Encore un moyen de pression contre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), aux manettes à Erbil, selon les experts.

Car le litige pétrolier est étroitement lié à la crise politique.

Allié à l'influent leader chiite Moqtada Sadr, le PDK s'entête à réclamer la présidence de l'Irak qui revient traditionnellement à l'autre grand parti kurde, l'UPK.

«La chronologie montre que cette crise a débuté quand le PDK s'est rangé du côté du mouvement sadriste, s'opposant au Cadre de coordination soutenu par l'Iran», explique M. Maleki, en allusion à cette coalition de partis chiites.

Mais «l'Irak est un pays de compromis», tempère-t-il.

Pour soulager Erbil, la meilleure solution serait «un accord politique» garantissant l'adoption à Bagdad d'une loi «accommodante» régulant la gestion des hydrocarbures.

«En attendant, l'arrêt de la Cour suprême sera pour le Kurdistan comme une épée de Damoclès», dit-il.

Twelve Individuals Arrested in Tabriz, Naqadeh and Urmia

On July 16, 2022, security forces arrested twelve individuals in Tabriz, Naqadeh and Urmia.

According to HRANA, the news agency of Human Rights Activists, security forces arrested Hakimeh Ahmadi (an Azerbaijani Turk Activist), Yunes Gholizadeh (an Azerbaijani Turk Activist), Jalal Dehghani, Hamid Pourvali, Yunes Mahmoodi, and Emrahim Azaroghlu in Tabriz, Masoud Abbaszadeh in Naqadeh, and Hooshang Taghizadeh, Michael Gholipour, Hamid Akbarzadeh and Reza Akarzadeh and Reza Etebari Rad, in Urmia.

The reason for these arrests and the individuals' where-



abouts are unknown so far. Yunes Gholizadeh and Ha-

kimeh Ahmadi had previously been arrested and convicted

for their civil activities.

À Téhéran, Erdogan négocie une offensive contre les Kurdes en Syrie

Le chef d'État turc rencontre, mardi 19 juillet, ses homologues russe et iranien, lors d'un sommet tripartite sur la Syrie à Téhéran. L'occasion pour la Turquie d'arracher un feu vert pour une nouvelle offensive au Kurdistan syrien.

À Kobané, dans le nord de la Syrie, les combattants kurdes de l'Unité de protection du peuple (YPG) sont sur le pied de guerre : depuis plusieurs mois, la menace d'un assaut des forces turques positionnées à la frontière plane sur le Kurdistan syrien. Le raïs turc devrait profiter d'une rencontre tripartite à Téhéran avec les présidents russe et iranien, Vladimir Poutine et Ebrahim Raïssi, mardi 19 juillet, pour tenter d'obtenir le feu vert de ces deux alliés du régime de Bachar Al Assad, jusqu'ici opposés à un tel projet.

Officiellement, cette opération de « nettoyage », entérinée le 26 mai dernier par le Conseil de sécurité turc, vise les régions de Tal Rifaat et Manbij, deux localités sous le contrôle de l'YPG, proche du Parti des travailleurs du Kurdistan qu'Ankara considère comme un groupe terroriste. Une telle incursion permettrait d'agrandir la « zone de sécurité » d'une trentaine de kilomètres de large à la frontière sud, conquise par l'armée turque et ses supplétifs syriens en 2019, pour ainsi briser la continuité territoriale du Rojava tout en isolant la ville de Kobané, contrôlée par les forces kurdes.

Galvaniser l'opinion publique

C'est par ailleurs dans cette zone qu'Erdogan a prévu de construire 200 000 logements pour rapatrier une partie des 3,7 millions de Syriens réfugiés en Turquie. Alors que le pays



Ali Khamenei, le guide suprême iranien. WANA NEWS AGENCY / REUTERS

est en proie à une grave crise économique, Ankara cherche à capitaliser sur la xénophobie rampante à l'égard de cette population pour « galvaniser l'opinion publique et souder son électorat » en vue de la présidentielle du printemps 2023, selon le politologue spécialiste de la Turquie Samim Akgonul.

Mais Ankara n'a « ni les capacités logistiques ni les capacités militaires d'agir seul dans la région », poursuit le chercheur. Pour aller frapper les bases kurdes, les drones et les avions turcs doivent traverser un espace aérien contrôlé par la Russie, qui craint, de son côté, une déstabilisation de la région en cas d'attaque contre l'YPG. Par ailleurs, alors qu'une crise alimentaire guette la population turque, Erdogan pourrait revoir ses ambitions à la baisse pour s'attirer les faveurs de Moscou et « obtenir une autorisation de transit du blé ukrainien bloqué par Moscou ».

Recalibrage diplomatique

Du côté de Téhéran, partenaire

commercial de la Turquie et allié indéfectible de Bachar Al Assad, cette opération militaire est également vue d'un mauvais œil. L'Iran accorde une importance majeure à la protection des zones chiites dans le Nord-Est syrien, liées idéologiquement et stratégiquement à la minorité alaouite proche de Bachar Al Assad, et souhaite empêcher la Turquie de se forger un accès vers le centre de la Syrie (via le contrôle de la zone de Tal Rifaat).

Pour autant, une ouverture semble se dégager : en visite à Ankara le 3 juillet, le chef de la diplomatie iranienne avait dit « comprendre » la nécessité d'une opération turque contre les combattants kurdes de Syrie.

Dans un contexte géopolitique en plein recalibrage à la suite de la guerre en Ukraine, les deux régimes parias russe et iranien cherchent à gagner « en légitimité au niveau du concert des nations », analyse Samim Akgonul, et pourraient ainsi chercher à amadouer la Turquie en sa

qualité de membre de l'Otan et du Conseil de l'Europe.

Nouvelle crise humanitaire

Reste qu'une telle opération pourrait gravement déstabiliser la région. « Militairement, l'armée turque est puissante, mais une offensive militaire n'est pas forcément synonyme de victoire », souligne Samim Akgonul. D'autant que, « contrairement à ce que l'on peut observer dans le Donbass, affirme-t-il, il n'y a pas de population locale qui soutiendrait une occupation turque ».

Alors que les réseaux du groupe État islamique semblent faire preuve de résilience dans la région, les forces de l'YPG ont prévenu que « toute offensive divisera les Syriens, créera une nouvelle crise humanitaire et déplacera les habitants d'origine ». Mazloum Abdi, le commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les YPG), a clairement indiqué que son armée ne pourrait pas se battre à la fois « contre l'État islamique et contre la Turquie ».

The New York Times

July 19, 2022
By Yana Dlugy

Iran Backs the War

President Vladimir Putin traveled to Tehran, where he received support for Russia's war from Iran's supreme leader, who declared it justified.

"War is a violent and difficult endeavor, and the Islamic Republic is not at all happy that people are caught up in war," Ayatollah Ali Khamenei told Putin, according to his office. "But in the case of Ukraine, if you had not taken the helm, the other side would have done so and initiated a war."

The endorsement went well beyond the much more cautious support offered by another key Russian ally, China. Khamenei repeated Putin's claim that the West had left the Kremlin no choice but to act.

It was a signal to the world that after Europe and the U.S. hit Russia with sanctions comparable to those that suffocated Iran's economy for years, Moscow and Tehran were broadening their relationship into a more far-reaching partnership, [my colleagues Anton Troianovski and Farnaz Fassihi write](#).

"Russia and Iran still don't trust one another, but now need each other more than ever," said Ali Vaez, the Iran director for the International Crisis Group. "This is no longer a partnership of choice, but an alliance out of necessity."

It is also one in which [Russia will hold most of the power](#), as Farnaz Fassihi, The Times's U.N. correspondent and an expert on the Middle East, told us last week.

Putin also met Recep Tayyip Erdogan of Turkey, who has



A photo released by the Iranian presidency shows the leaders of Russia, Iran and Turkey in Tehran today. Credit... Iranian Presidency, via Agence France-Presse — Getty Images

taken on a role of [middleman in Ukraine diplomacy](#) and has been working to overcome a Russian blockade of Ukrainian grain that has been aggravating a global food crisis.

"Thanks to your mediation, we



Kharkiv has faced daily Russian attacks for months. Credit...Emile Ducek for The New York Times

have moved forward," Putin told Erdogan in televised remarks at the beginning of their meeting. "Not all issues have been resolved yet, but the fact that there is movement is already a good thing."

Last week, Russian and Ukrainian negotiators met in Istanbul for talks on the grain crisis, which the United Nations [said yielded progress](#) but no resolution.

Follow our coverage of the war on the [@nytimes](#) channel.

But Russia kept up rocket and artillery attacks on the city, and now residents fear that a new offensive is imminent, [my colleagues Jane Arraf and Oleksandr Chubko write](#).

At first, military analysts said the attacks were a way to force Ukraine to keep troops in the north instead of joining the larger fight for the Donbas. But in June, President Volodymyr Zelensky said Russia was gathering forces to attack Kharkiv again. And the city is bracing for it.

"At first, when things calmed down, a lot of people returned, but now it's anxious again in Kharkiv," said Valeria Golovkina, who returned from Istanbul in June with her Turkish husband to reopen their shawarma shop, one of the few businesses open in the city.

Half of Kharkiv's prewar population of 1.8 million has left, and 90 percent of businesses are closed, according to city officials. The normally vibrant city center is largely deserted.

Most who remain are city workers, those too poor to leave or young people determined to stick it out in the city's edgy wartime half-life. There are almost no children.

Despite the danger, Kharkiv has a small but thriving bar scene, full of patrons who consider it a badge of honor to stay in the city despite the danger.

"A lot of my regular customers come here and see we are open, and they say, 'Sorry, I have no money now, but maybe see you later,'" said Evheniy Moskalenko, 27, a bartender. "Sometimes I say, 'Let's just sit here and talk a little.'"



Kurdistan's Weekly Brief July 19, 2022

Iran

The Iranian regime refused to allow a funeral for Ali Qazi, son of the only president of the **Mahabad Republic** (Kurdistan), Qazi Muhammad. Though Iranian authorities initially allowed Qazi to be buried in his hometown, they prevented mourners from gathering and holding a funeral. Qazi's family then sent his body to Iraqi Kurdistan, where President of Kurdistan Region Nechirvan Barzani received his **remains** at Erbil International Airport. Qazi was eventually buried in Sulaymaniyah Governorate's Kalar District.

Iranian authorities imposed a new wave of sanctions on 61 US officials, lawmakers, and public figures for "deliberate support" of the exiled People's Mujahedin Organization of Iran (MEK). Iran's Ministry of Foreign Affairs then released a statement accusing the US government of "supporting the terrorist group." That said, US presidential administrations have largely stopped meeting with Iranian opposition groups since 2015.

The Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI) **refuted** Iranian intelligence officers' (Ettela'at) claim they arrested ten KDPI members planning attacks on the regime. "This so-called statement is a misrepresentation of the truth and slander by the IRGC as an excuse for the anti-people actions that have continued in this country for more than 40 years," read the KDPI's statement. The KDPI also blamed Iranian authorities for a string of daily arrests targeting dissidents.

Ettela'at officers arrested nine Kurds in Oshnavieh (Shinno). The Hengaw Organization for Human Rights reported the detainees were arrested for broadcasting **Abdulrahman Ghassemlou's** statements and poems from two mosques on the 33rd anniversary of his assassination. Iranian security forces also detained eight Kurds from **Baneh**, two

in Mehabad, and one in Bokeran. Furthermore, the **first trial** of 15 jailed teachers accused of "disruption of national security" for holding a strike to protest poor living conditions began in Sanandaj (Sena).

Iraq

Several leaked **audio recordings** of former Iraqi prime minister Noori al Maliki attacking Muqtada al Sadr, Kurds, Sunnis, and other Shia parties created more political upheaval in Iraq. During the recordings, al Maliki speaks about the "next stage of fighting" al Sadr and aborting the "**British project of handing power to Sunnis**." Though al Maliki claimed the recordings were "fake," al Sadr responded with a **statement** that advised al Maliki to "declare seclusion, retire from political work, and surrender himself to judicial authorities, perhaps as a form of repentance for him before God and the Iraqi people." Iraq's Kurdish, Sunni, and other Shia parties have yet to issue statements on the recordings, but the increased tension between al Maliki and al Sadr will further delay the formation of a new government. On another note, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) met to discuss the selection of a presidential nominee.

The Kurdistan Region Security Council (KRSC) **announced** a counterterror raid killed four ISIS (Da'esh) militants, including a senior operative named Hajim Mohammed al Ishaqi. Ishaqi was responsible for **killing ten Peshmerga** and three civilians near the Qara Chokh Mountains last year. The KRSC said the operation was coordinated with the US-led coalition and Iraqi forces, and the terrorists were killed in an "area under the control of the federal forces." The Qara Chokh range, which lies near Erbil Governorate's "Makhmour District" in Iraq's "Disputed Territories," has become one of **Da'esh's** primary bases of operations.

A Turkish drone strike destroyed a vehicle and killed all five of its occupants west of Mosul on Sunday afternoon. Ninawa's governor, **Najim al Jabouri**, denounced the attack and demanded the Iraqi government "protest such acts." Several pro-Turkish sources claimed all five of the deceased were members of the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Syria

Syrian Democratic Forces (SDF) General Commander Mazloum Abdi held a **press conference** and accused Turkey of violating a prior ceasefire agreement brokered by Russia in northwestern Syria. Abdi denied Turkish claims the SDF posed a threat to Turkey's national security and said Turkey wanted to "destroy the Kurdish cause and exterminate the Kurds." Concurrently, Abdi warned the SDF could not wage a two-front war against Da'esh and Turkey and emphasized at least three Da'esh leaders were operating in Turkish-occupied parts of Syria. Abdi went on to say the SDF was in talks with the US and Russia regarding Turkey's most recent escalation. Meanwhile, on July 13, US Deputy Assistant Secretary of Defense for the Middle East **Dana Stroul** said, "We strongly oppose any Turkish operation into northern Syria and have made clear our objections to Turkey." At the same time, the SDF released documents it claimed were forms used by Turkey's National Intelligence Organization (MIT) to recruit Syrian mercenaries for operations in **Yemen and Iraqi Kurdistan**. Separately, the SDF continued counter-Da'esh operations last week and arrested **13 terrorists**, mostly in Deir Ez Zor.

Da'esh terrorists in al Hol camp executed a woman for "dealing with camp administration and internal security forces." Da'esh had previously beheaded the slain woman's 40-year-old husband two weeks ago. In another incident, suspected Da'esh sympathizers kil-

led a woman in the camp's fifth section on Sunday. The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported Turkish-backed militias detained ten more Kurds in occupied Afrin for links with the former Kurdish administration. Six of the detained are being held for ransom by the Hamza Division. **Turkish proxies** routinely kidnap or arbitrarily arrest Kurds and often release them after ransoms are paid.

Turkey

The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) **criticized the judge** presiding over the trial of Deniz Poyraz's murderer. Poyraz was murdered by a fascist Turk named Onur Gencer for being Kurdish in Izmir last year. The HDP said the judge accepted Gencer's evasive answers regarding his links to far-right militias and travel to Syria. Poyraz's lawyers are investigating whether **Gencer** acted alone or received support from the ultranationalist Nationalist Movement Party (MHP). Suspicions surrounding Gencer's links to far-right organizations were further raised when Turkish police arrested a Turkish man in front of the court for threatening to kill everyone while HDP lawmakers and supporters were holding a protest calling for justice.

On Tuesday, Turkey's President Recep Tayyip Erdogan visited Tehran and held meetings with officials, including Supreme Leader Ali Khamenei and president Ebrahim Raisi. **Khamenei told Erdogan** to avoid a military incursion into Syria. "Notes" from the meeting read: "A military attack on northern Syria would be harmful to Syria, harmful to Turkey and harmful to the region, and it would be to the benefit of the terrorists. It would not bring about the political move Turkey expects from the Syrian government either." Erdogan will also participate in a trilateral meeting with Russian President Vladimir Putin and Raisi **over Syria**.



July 19, 2022
By Wladimir van Wilgenburg

Iran says Turkish military attack in Syria will «harm Turkey»

Any Turkish military attack on northern Syria will only «benefit terrorists», Iranian Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei told Turkish President Recep Tayyip Erdogan during a meeting on Tuesday.

«A military attack on northern Syria would be harmful to Syria, harmful to Turkey and harmful to the region, and it would be to the benefit of the terrorists,» Khamenei reportedly told Turkish President Erdogan, according to his [official website](#).

«It would not bring about the political move Turkey expects from the Syrian government either.»

Iranian Foreign Minister Hossein Amirabdollahian also said that Tehran will try to settle this crisis and «allay Turkey's security concerns through the



Ayatollah Ali Khamenei met with Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Tuesday, July 19, 2022 (Photo: Khamenei.ir)

political path,» Iran's Tasnim News Agency [reported](#).

«Naturally, under the current sensitive circumstances, one of the issues on the agenda is that instead of resorting to war and displacement of Syrian people, we can help solve this issue through political channels,» he added.

The 7th Trilateral Summit Meeting in Astana Format on Syria is

being hosted today in the Iranian capital of Tehran. Iranian President Ebrahim Raisi, Russian President Vladimir Putin, and Turkish President Erdogan are attending.

Syrian Foreign Minister Faisal Mekdad is also scheduled to travel to Tehran on Tuesday, Tasnim reported.

The Syria-focused Astana talks

held in the capital city of Kazakhstan have been led by Russia, Iran, and Turkey since 2017.

Some analysts see the talks as an attempt to undermine UN-supported talks in Geneva, Switzerland.

Iran Foreign Ministry spokesperson Saeed Khatibzadeh in May already underlined that Tehran «is opposed to any use of force on the soil of other countries in order to resolve disputes.»

Since May, Turkish officials have [threatened](#) to launch an operation in Manbij and Tal Rifaat.

The Shiite towns of Nubul and Zahra are located near Tal Rifaat and were previously besieged for years by Syrian rebel groups. As a result, Iran would not likely be happy with a Turkish offensive near Tel Rifaat in northern Aleppo.

ARAB NEWS

20 juillet 2022

Civils tués en Irak : la Turquie rejette la responsabilité

Ankara, 20 juil 2022 (AFP) — La Turquie a nié mercredi soir toute implication dans des tirs d'artillerie meurtriers dans le nord de l'Irak, qui ont fait neuf morts mercredi, faisant allusion à une éventuelle responsabilité du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

«La Turquie est contre toutes les attaques visant les civils. Elle mène sa lutte contre le terrorisme conformément au droit international», a affirmé le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué. Neuf civils, dont des enfants, ont

été tués et 23 blessés mercredi par des tirs d'artillerie dans le Kurdistan d'Irak que Bagdad a imputés à la Turquie.

Sans le mentionner directement, Ankara a fait allusion à une éventuelle responsabilité du PKK, classé comme terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux.

«Ces types d'attaques visant les civils innocents, considérées comme étant commises par l'organisation terroriste, visent la lutte déterminée et juste de notre pays contre le terrorisme», a ajouté le ministère turc. Des sources ano-

nymes «sécuritaires», citées par la chaîne privée turque NTV, ont aussi attribué la responsabilité de l'attaque au PKK.

«La Turquie est prête à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en lumière la vérité», a affirmé le ministère turc appelant le gouvernement irakien à ne pas «faire des déclarations sous l'influence de la propagande terroriste».

Le Premier ministre irakien Mustafa al-Kazimi avait adopté plus tôt dans la journée un ton inhabituellement ferme vis-à-vis de son

voisin turc, condamnant une «violation flagrante de sa souveraineté». Ankara, qui a de facto installé plusieurs dizaines de bases militaires depuis 25 ans au Kurdistan irakien, a lancé à la mi-avril une nouvelle opération militaire contre les combattants du PKK dans le nord de l'Irak.

L'Irak a aussi annoncé mercredi soir son intention de rappeler son chargé d'affaires à Ankara pour consultations.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Syrian Kurds seek support amid Turkish threats of military action

Syria's state news agency SANA reported July 18 that the Syrian government has deployed [heavy reinforcements](#) to the cities of Ain Issa in the north of Raqqa province, and Manbij and Ain al-Arab (Kobani) in the east of Aleppo province.

Also on July 18, Al-Watan news website, close to Damascus, reported that the Syrian army continues to [deploy and reinforce](#) its positions in the northern countryside of Aleppo and the northeastern countryside of Aleppo.

The news site said that new military reinforcements have recently arrived on the outskirts of Manbij as part of a plan to close all fighting fronts to confront any "aggression" against Tal Rifaat and Manbij.

Meanwhile, the Syrian Observatory for Human Rights reported July 16 that the Syrian government forces [boosted their presence](#) in the areas under the control of the Kurdish forces, including in Ain Issa.

Media sources based inside the areas held by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in northern Syria told Al-Monitor that the Syrian government has largely deployed in Tell Abyad in the north of Raqqa, and in Ain al-Arab and Manbij in the eastern countryside of Aleppo.

According to the sources, these deployments include dozens of military and armored vehicles, including tanks, and heavy artillery, as well as more than 400 Syrian troops.

"The regime forces set up military checkpoints on the demarcation lines with the



Turkey-backed Syrian fighters take part in a parade in the rebel-controlled town of Tell Abyad in Raqqa province, Syria, Oct. 13, 2020. - Bakr Alkasem / AFP via Getty Images

[Turkish-backed] Syrian National Army. The regime is present in Manbij city and Kobani. Officers from the regime forces and the Kurdish forces are holding regular meetings to discuss military coordination and defense plans in case Turkey and its allies launched a military operation on the areas of Kobani, Manbij and Ain Issa," one of the media sources told Al-Monitor on condition of anonymity.

He said, "The regime forces — backed by the Russian forces — set up [cement blocks](#) in Zaibat village and on the outskirts of Bozekeeg village, north of Manbij. The SDF also raised the regime's flags over military buildings in Manbij city."

The sources confirmed that discussions between the SDF and the Syrian government forces are underway to establish a joint operations command room headquartered in Manbij city, northeast of Aleppo.

A Kurdish leader told Al-Monitor on condition of anonymity, "We agreed with the Syrian regime about the deployment of its forces in several areas under our control. It will send

more forces in the coming days, some of which are now stationed at several military posts in the countryside of Raqqa and Aleppo. There is an understanding with the Syrian regime on several points, through Russia, although some points are still pending about the autonomous administration. Our military coordination with the regime is expected to develop."

On July 8, [Aldar Khalil](#), member of the co-chairmanship of the Democratic Union Party (PYD), which shares power in the Kurdish-led Autonomous Administration in North and East Syria, told the London-based Saudi Asharq al-Awsat newspaper, "The Damascus government has not yet taken a decision to give up the centralized government [at the expense of the autonomous administration in north Syria] because it fears this would [lead to its fall](#). Also, [Syria] has multiple identities that do not belong to a single component. We all agree that there is an imminent threat currently to the sovereignty and identity of the Syrian state as a whole."

He said, "If the Damascus government seeks to resolve the

crisis [in northeastern Syria], discussions and consultations are not enough. Although the latter consists of a basic condition, the most important thing today is to stop the Turkish aggression and end its occupation of Syrian territory."

Zain al-Abеedeen al-Aqidi, a journalist based in northeastern Syria, told Al-Monitor, "The regime has an undeclared goal behind its deployment in the SDF-held areas. It wants to penetrate them and gain more influence there."

He said, "I don't think that the decision to launch a Turkish military action is easy or in the hands of Turkey. It requires a consensus among international actors, namely the Russians, Americans and Iranians. For the moment, they are all against it. However, the Turkish threats will not stop in the future unless the last Kurdish armed man is pushed away from Turkey's southern border. It is a [complicated situation](#), because the Russians and Iranians accompany the [Bashar al-] Assad army in northeastern Syria. The Turks are well aware of that."

Aqidi noted, "The issue will be resolved diplomatically, and there will be no Turkish move without a US-Russian green light. The Russians deployed large efforts to bring Assad and the SDF closer. The deployment of the regime forces is the product of the Russians' work."

He added, "The SDF were very confused lately as the Turkish threats of a military operation against them escalated. As always, with every Turkish threat and pressure against the SDF, the Assad regime and the Russians exploit the situation to in-

crease their influence in the SDF-held areas. We are seeing very large units of the Assad forces deployed in Raqqa. Coordination between the SDF and Assad forces has reached unprecedented levels. Members of [Iran's Islamic] Revolutionary Guard Corps reached areas it could not have imagined to reach, and that is thanks to the cooperation between Assad and the SDF, which in turn is due to the Russians. The Russians held numerous meetings with the SDF, PYD and PKK leaders that paved the way for this."

Wael Alwan, a Turkey-based researcher at the Jusoor Center for Studies, told Al-Monitor, "The regime is exploit-

ing the SDF's weakness in light of the Turkish threats and [mobilization](#). The regime wants, through Russia, to obtain concessions from the SDF, such as being allowed entry into their areas, in addition to obtaining oil from the SDF. The regime's military presence will not prevent the Turkish military operation from happening. When this operation begins, the regime forces will [most probably] withdraw from the SDF areas, after a Russian-Turkish understanding, and there will not be a military confrontation between the Syrian regime and the Turkish army. A wide-scale confrontation between the regime and Turkey is unlikely to happen. The [potential] understandings between

Turkey and Russia will determine the shape of the map in northeastern Syria."

He added, "Perhaps the military solution will not be the only solution, as the expected Russian-Turkish understandings may delay the military option, and remove the SDF and replace them with the regime forces."

Muhammad al-Sukari, researcher on Syrian affairs based in Turkey, told Al-Monitor, "There is no agreement between Russia and Iran on the one hand and Turkey on the other, because Turkey has not been able to obtain the consent of the Americans, Russians and Iranians to launch its

military operation in northeast Syria against the Kurdish forces. Iran joined the scene and deployed forces in Tal Rifaat. There are renewed alliances between the SDF and Iran, all aiming to prevent Turkey from launching its operation."

Sukari added, "Yet it seems that Turkey insists on launching the operation, which may happen without the approval of Russia and Iran. Turkey is trying to reach an understanding with Iran, and the [upcoming tripartite meeting](#) that will be held in a few days between Russia, Turkey and Iran will determine the future of the Turkish military operation."

duvaR.english
Turkey's own independent voice

July 20, 2022

Turkey's top administrative court rejects appeal against exit from Istanbul

Turkey's Council of State, the highest administrative court in the country, on July 19 rejected the appeal demanding the annulment of a presidential decree that pulled the country out of the Council of Europe's Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence, also known as the Istanbul Convention.

The appeal was rejected in a 3-2 vote, despite the prosecutor Aytaç Kurt's opinion regarding the relevant decree «unlawful.»

«It has been concluded that there is no illegality in the presidential decree,» the top court's decision said.

In their petition, the plaintiffs said that the convention was

approved by the consent of all parties in parliament in 2011 and that the Constitution alone does not give the President the power to annul it.

The decision stirred huge reaction from women's organizations and opposition figures who said that they all will annul the decree when they assume power.

«This decision means that there is no legal system in Turkey. Judges of the Council of State make decisions outside of their own free will. We will continue the fight as long as we can breathe,» the Turkish Federation of Women's Associations (TKDF) chairwoman Canan Güllü stated.

«The reason of this decision was written as if it is the defense of the presidency. Our

social struggle cannot be hindered by these decisions. We will continue to fight,» We Will Stop Femicides Platform General Secretary Fidan Ataselim said with regards to the issue.

«I have a promise for this nation. When we come to power, and we will, we will put the Istanbul Convention into effect again in the first week, even within 24 hours,» the main opposition Republican People's Party (CHP) leader Kemal Kılıçdaroğlu said, criticizing the decision.

İYİ (Good) Party leader Meral Akşener said that the judges' decision will pave the way for more violence against women. «But, a short period of time is left. We will come and the Istanbul Convention will let us live again!» she tweeted.

Bugün, kirli bir zihniyeti memnun etmek için verilen bu siyasi karardan sonra;

Kadınlara yönelik her türlü şiddette, cübbelerini ilikleyip o imzayı atan parmakların izi olacak.

«The Council of State's Istanbul Convention decision means approving violence against women,» a statement from the Peoples' Democratic Party's (HDP) said.

«As HDP, we do not recognize or accept the unlawful decision of the Council of State. We will not leave the Istanbul Convention at the mercy of one man,» the statement read.

«The decision of the Council of State regarding the Istanbul Convention is unlawful. We will continue to protect the Istanbul

Convention. When we come to power, the first thing to do is to re-enact the agreement. This lawlessness will not continue. It's our promise to nation,» Democracy and Progress Party (DEVA) leader Ali Babacan tweeted regarding the decision.

«The Council of State ignored the rule of law with the decision of the Istanbul Convention and bowed to the political will. We will solve all lawlessness. We will re-enact the Istanbul Convention,» Future Party leader Ahmet Davutoğlu said.

Prominent human rights lawyer Kerem Altıparmak told Gazete Duvar: «The President can abolish hundreds of inter-



Demonstrators protest against Turkey's withdrawal from the Istanbul Convention in this file photo.

national agreements and laws in one night with a single sentence decision.»

«The President can even annul the Lausanne Treaty according to this decision,» Altıparmak said. Meanwhile, ruling Justice

and Development Party (AKP) Group Deputy Chair Yılmaz Tunç praised the decision and stated that «it is an appropriate decision and ended the discussions that lacked legal basis.»

«According to our Constitution and legislation, the authority to ratify/annul the international treaty rests with the President,» Tunç added.

President Recep Tayyip Erdoğan signed the presidential decree on March 20, 2021, quitting the landmark treaty aimed at protecting women from violence. On July 1, 2021, the country formally left the convention, triggering massive protests and anger from women's rights groups, who believed the agreement was essential.

Turkey, the first country to ratify the treaty in 2011, suffers from high rates of femicide.



20 juillet 2022

Frappe au Kurdistan : l'Irak accuse la Turquie et menace de riposter

Neuf civils, dont des femmes et des enfants, ont été tués et 23 blessés mercredi dans le nord de l'Irak par des tirs d'artillerie imputés à Ankara, ont indiqué des responsables locaux. Les autorités irakiennes ont exigé de leur voisin turc le retrait de toutes ses forces armées d'Irak et l'ont menacé de «ripostes», tandis qu'Ankara rejette toute responsabilité.

Dans cette région du nord de l'Irak, Ankara combat les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Pour Bagdad, il ne fait donc aucun doute que les neuf civils tués et les 23 blessés mercredi 20 juillet dans un parc récréatif du Kurdistan irakien, ont été victimes de tirs d'artillerie turcs.

Le Premier ministre irakien, Moustafa al-Kazimi, a adopté

un ton inhabituellement ferme vis-à-vis de son voisin turc, exigeant son retrait militaire du territoire irakien, des «excuses officielles» et menaçant Ankara de «ripostes».

La Turquie, quant à elle, a nié la frappe que lui impute Bagdad. «La Turquie est contre toutes les attaques visant les civils. Elle mène sa lutte contre le terrorisme conformément au droit international», a affirmé le ministre turc des Affaires étrangères dans un communiqué. Sans le mentionner directement, Ankara a fait allusion à une éventuelle responsabilité du PKK, classé comme terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux.

Les victimes, aux moins trois femmes, deux enfants et trois hommes, étaient pour la plupart des «touristes arabes ira-

kiens, en majorité du centre et du sud de l'Irak», a indiqué à l'AFP Mouchir Bachir, chef du district de Zakho. «La Turquie a frappé à deux reprises le village aujourd'hui», selon lui.

Cette région montagneuse du Kurdistan d'Irak, située près de la frontière turque, est très populaire auprès des Irakiens du centre et du sud du pays, qui fuient les températures caniculaires d'été pour trouver un peu de fraîcheur.

Ankara, qui a de facto installé plusieurs dizaines de bases militaires depuis 25 ans au Kurdistan irakien, a lancé à la mi-avril une nouvelle opération militaire contre les rebelles du PKK dans le nord de l'Irak.

Un déluge de feu

Devant un hôpital de Zakho, Hassan Tahsin Ali, le crâne

bandé, raconte avoir miraculeusement survécu au déluge de feu qui s'est abattu sur le parc et ses étendues d'eau, où les visiteurs profitaient d'un moment de détente.

«Nous venons de la province de Babylone (centre du pays)», raconte le jeune homme d'une voix atone à l'AFP. «Il y a eu des frappes à l'aveugle sur nous, il y avait des corps sur l'eau», ajoute-t-il. «Nos jeunes sont morts, nos enfants sont morts, à qui devons-nous nous adresser ? Nous n'avons que Dieu.»

«Plus de vingt autocars sont entrés dans le parc et, quinze minutes plus tard, il y a eu de violents bombardements, pas moins de cinq roquettes», raconte un autre rescapé interrogé par l'agence de presse irakienne INA.

Le Premier ministre irakien, Moustafa al-Kazimi, a dépêché sur le site des frappes son ministre des Affaires étrangères, Fouad Hussein, et plusieurs hauts responsables sécuritaires. De son côté, le président irakien Barham Saleh a condamné le «bombardement turc», fustigeant «une violation de la souveraineté du pays et une menace à la sécurité nationale».

L'Irak se «réserve le droit de riposter»

L'Irak va rappeler son chargé d'affaires à Ankara pour consultations et convoquer l'ambassadeur turc à Bagdad, a indiqué mercredi un communiqué du gouvernement.

Ces décisions ont été prises lors d'une réunion du Conseil ministériel de sécurité nationale présidé par le Premier ministre Moustafa al-Kazimi. Le Conseil exige également des excuses officielles de la Turquie «et le retrait de ses forces armées de l'ensemble du territoire irakien».

«Les forces turques ont perpé-



Forces de sécurité devant un hôpital après une attaque turque, à Zakhō, en Irak, le 20 juillet 2022. © Reuters, Ari Jalal

tré une nouvelle fois une violation flagrante de la souveraineté irakienne», a également dénoncé Moustafa al-Kazimi sur Twitter, critiquant l'atteinte «à la vie et à la sécurité des citoyens irakiens». «L'Irak se réserve le droit de riposter à ces agressions et prendra toutes les mesures nécessaires pour protéger son peuple», a-t-il menacé.

Les opérations militaires turques compliquent les relations entre le gouvernement central irakien et Ankara, l'un des premiers partenaires commerciaux de l'Irak. Elles valent à l'ambassadeur turc en

poste à Bagdad d'être régulièrement convoqué au ministère irakien des Affaires étrangères. Mais les remontrances irakiennes sont généralement sans lendemain.

En soirée, malgré un important dispositif policier, quelques dizaines de personnes ont manifesté devant un centre de délivrance de visas turcs à Kerbala (centre), brûlant un drapeau turc, a constaté un photographe de l'AFP. Un rassemblement similaire s'est tenu à Nassiriya (sud).

Drones turcs dans le ciel kurde

Erbil, capitale du Kurdistan d'Irak, entretient des relations compliquées avec le PKK car sa présence dans la région entrave ses relations commerciales vitales avec la Turquie voisine. Le 17 juillet, un drone armé – turc selon les responsables locaux irakiens – a visé une voiture à l'ouest de Mossoul, grande ville du nord de l'Irak, tuant le chauffeur qui a pu être identifié et ses quatre passagers, dont une femme.

«Les affrontements entre les forces turques et le PKK dans les zones frontalières sont devenus une menace et un danger permanent pour la vie des citoyens», a dénoncé mercredi le gouvernement régional du Kurdistan dans un communiqué.

Ces quatre passagers ont été identifiés par les services de sécurité du Kurdistan comme étant des combattants du PKK. **Un mois plus tôt déjà, quatre «combattants» du PKK** ont été tués au Kurdistan irakien dans une attaque menée par des «drones de l'armée turque», selon les autorités de cette région autonome.

Le Monde

20 juillet 2022

Par Ghazal Golshiri, Marie Jégo, Emmanuel Grynszpan

La guerre en Ukraine, sujet de discussion au sommet entre la Russie, la Turquie et l'Iran à propos de la Syrie

Vladimir Poutine a rencontré à Téhéran ses homologues irakien et turc. Soucieux de contourner les sanctions occidentales, l'Iran et la Russie tentent de renforcer leur coopération énergétique et militaire.

L'Iran a déroulé le tapis rouge pour la venue du président russe, Vladimir Poutine, accueilli chaleureusement à l'aé-

roport Mehrabad de Téhéran, mardi 19 juillet, par le ministre irakien du pétrole, Javad Owji. La visite de M. Poutine, la deuxième à l'étranger depuis l'invasion de l'Ukraine, est une réponse à la récente tournée du président américain, Joe Biden, en Israël et en Arabie saoudite, au cours de laquelle il a été question de contrecarrer l'Iran.

Sanctionnés par l'Occident –

l'un pour ses ambitions nucléaires, l'autre pour son offensive en Ukraine – l'Iran et la Russie cherchent à approfondir leur entente tout en maintenant la Turquie dans leur sillage pour démontrer qu'ils ne sont pas isolés dans le monde.

Mardi, les trois chefs d'Etat russe, Vladimir Poutine, turc, Recep Tayyip Erdogan et iranien, Ebrahim Raïssi, se sont

réunis à Téhéran pour évoquer la Syrie, où le trio est engagé dans le processus dit d'« Astana » censé ouvrir la voie à un règlement du conflit syrien. **Mais la guerre en Ukraine a occupé le devant de la scène.**

Lire aussi l'analyse : Article réservé à nos abonnés **Entre OTAN, Russie et Ukraine, Erdogan se positionne en faiseur de paix**

Il a notamment été question d'une éventuelle exportation des céréales ukrainiennes bloquées par la Russie, sans résultat toutefois. M. Poutine a eu beau évoquer « des progrès » sur le dossier des céréales ukrainiennes, louant la médiation turque, sa position n'a pas varié d'un iota. Le président russe continue d'exiger la levée d'une partie des sanctions, financières avant tout, imposées par l'Occident contre son pays.

Ses exigences ont peut-être été entendues, la Commission européenne a ainsi proposé aux Etats membres de débloquent « certains fonds » de banques russes, gelés à la suite des sanctions, pour aider à la reprise des exportations russes de produits agricoles, y compris le blé et les engrais. En pleine confrontation avec le camp transatlantique, le maître du Kremlin cherche le soutien de Téhéran, ne serait-ce que pour prouver que son pays n'est pas aussi isolé que les Occidentaux le prétendent.

Moscou veut des drones

« La relation avec Khamenei est très importante », a rappelé l'our Ouchakov, le conseiller diplomatique du président russe avant sa rencontre avec le Guide suprême iranien. Les positions des deux pays sur la plupart des questions importantes sont « proches ou identiques », a-t-il précisé. Les deux pays sont les principaux soutiens du régime syrien. Moscou, qui, tout à son offensive au Donbass, a dû réduire sa présence sur le terrain syrien, compte sur les milices chiites iraniennes pour continuer à soutenir militairement le président de la Syrie, Bachar Al-Assad.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [La Syrie, clé des divergences entre la Turquie et ses alliés occidentaux](#)

Focalisée sur l'Ukraine, la Russie cherche en coulisse à acquiescer auprès de l'Iran des

centaines de drones de combat en vue de leur utilisation dans la guerre qu'elle mène contre l'armée ukrainienne, ce que Téhéran et Moscou nient.

Pourtant, des responsables russes ont visité à deux reprises en juin l'aérodrome de Kashan au sud de la capitale iranienne où ils se sont familiarisés avec des types de drones (Shahed-191 et Shahed-129) susceptibles de transporter des missiles à guidage de précision, comme l'a indiqué récemment Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale du président américain. Le guidage et les drones de combat font terriblement défaut à l'armée russe. « On ne fabrique pas des drones du jour au lendemain », avait reconnu le 14 juin l'our Borissov, alors vice-premier ministre chargé de l'armement.

Le sommet a vu chaque partie avancer ses pions. L'Iran a annoncé en grande pompe la signature d'un protocole d'accord d'une valeur de 40 milliards de dollars (environ 39 milliards d'euros) entre le géant gazier russe Gazprom et la compagnie pétrolière nationale iranienne (NIOC). Selon l'agence iranienne Shana, Gazprom propose d'aider l'Iran à développer l'exploitation de plusieurs champs pétroliers et gaziers et promet de participer à des projets de modernisation d'infrastructures dans le domaine énergétique.

Soutien de l'Iran à la guerre en Ukraine

Les dirigeants iraniens ont intérêt à se rapprocher de Moscou au moment où une alliance se dessine entre Israël et les pays du Golfe, parrainée par Washington. En recevant Vladimir Poutine mardi, Ali Khamenei a justifié l'invasion de l'Ukraine, déclarant que si le Kremlin « n'avait pas pris l'initiative, l'autre camp aurait provoqué une guerre ». Le Guide suprême a ensuite suggéré que le dollar américain soit

« graduellement retiré des échanges commerciaux mondiaux », une idée chère au président russe, résolument favorable au recours aux devises nationales plutôt qu'au dollar dans les échanges commerciaux avec ses alliés.

Le paiement des importations énergétiques russes avec des devises autres que le dollar intéresse au plus haut point le président Erdogan qui a évoqué le sujet lors de sa rencontre en tête-à-tête avec son homologue russe.

Il est question que la Turquie, dépendante de la Russie pour sa consommation en gaz et en pétrole, règle désormais ses achats en livres turques, ce qui devrait permettre au gouvernement d'Ankara, aux prises avec une crise monétaire d'ampleur, la livre turque ayant perdu 60 % de sa valeur face au billet vert ces deux dernières années, d'enrayer la baisse drastique des réserves en devises de la Banque centrale.

Avant tout, le sommet a été l'occasion pour M. Erdogan de tenter de convaincre ses partenaires du bien-fondé de l'opération militaire qu'il brûle de déclencher au nord de la Syrie afin d'en chasser les Kurdes syriens, décrits par Ankara comme des « terroristes » affiliés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, autonomiste).

Son objectif est de prolonger la « zone de sécurité », profonde de trente kilomètres, conquise par son armée et ses supplétifs syriens, au fil des précédentes interventions (2016, 2018, 2019) afin d'y installer un million de réfugiés syriens sur les 3,7 millions actuellement hébergés en Turquie.

Opposition sur la question kurde

Les villes de Tall Rifaat et de Manbij, contrôlées par les Kurdes syriens du YPG (Unités de protection du peuple) au nord-ouest de la Syrie, sont

annoncées comme les principales cibles de la future opération. Les préparatifs se poursuivent, Ankara ayant renforcé ces derniers jours son dispositif en hommes et en équipements dans les zones sous son contrôle, au nord de la Syrie.

Moscou et Téhéran sont opposés à cette opération. Ali Khamenei a mis en garde Recep Tayyip Erdogan mardi, affirmant qu'une attaque contre la Syrie « nuira à la région et profitera aux terroristes ». L'Iran s'oppose également à la campagne militaire, menée actuellement par la Turquie contre le PKK dans le nord de l'Irak.

Voir aussi : [La relation russo-turque à l'épreuve du terrain](#)

La Russie n'y est pas plus favorable. Les Kurdes syriens, décrits par M. Erdogan comme une menace à la sécurité de son pays, entretiennent des relations cordiales avec le gouvernement russe qui leur a permis d'ouvrir une représentation à Moscou.

Aux yeux des Russes, la menace vient plutôt des combattants djihadistes qui contrôlent la poche rebelle d'Idlib avec le soutien de l'armée turque déployée sur place. Avant le sommet, le Kremlin avait déclaré que des mesures visant à éradiquer « le nid du terrorisme international » à Idlib seraient impérativement discutées.

Dans un communiqué commun publié à l'issue de la rencontre, Téhéran, Ankara et Moscou se sont engagés à poursuivre leur coopération pour « éliminer les terroristes » en Syrie. Pour autant, M. Erdogan ne semble pas avoir renoncé à son projet d'offensive puisqu'il a affirmé avoir l'intention de continuer « prochainement » ses opérations militaires contre les Kurdes syriens, sans avoir besoin de l'approbation de personne.

The New York Times

July 20, 2022
By Sangar Khaleel, Cora Engelbrecht

Turkish strike kills at least 8 Iraqi tourists in northern resort

Turkish artillery struck a vacation resort in northern Iraq on Wednesday, killing at least eight people and injuring more than 23, according to government and hospital officials.

The attack, by at least four strikes, took place in Parakh, a village in Dohuk Province, in the semiautonomous Kurdish region near the Turkish border. Turkey's armed forces regularly launch strikes into northern Iraq to target Kurdish militants who take refuge there.

Ordinarily, those attacks are directed at training camps operated by the Kurdish Workers Party, the P.K.K., which has been engaged in a long-running guerrilla war in southeastern Turkey.

"One again, the Turkish Forces committed an explicit and blatant violation of the sovereignty of Iraq and the lives and security of Iraq citizens," Iraq's prime minister, Mustafa al-Kadhimi, said in a statement posted to Twitter hours after the attack.

"This brutal attack underscored the fact that Turkey ignored Iraq's continuous demands to refrain from military violation against Iraqi territory and the lives of its people," he said.

Mr. al-Kadhimi said Iraq reserved its "full right to respond" and would hold the "aggressors" accountable.

Turkey's foreign ministry suggested that the attack had been carried out by the P.K.K.



Medics transporting the body of a victim on Wednesday after Turkish airstrikes in the city of Zakho in northern Iraq's autonomous Kurdish region. Credit...Ismael Adnan/Agence France-Presse — Getty Images

"It is considered that such attacks, which aim at innocent civilians and are assessed to be organized by the terrorist organization, target our country's just and determined stance in the fight against terrorism," the ministry said in a statement. "Turkey is ready to take all steps to reveal the truth."

The mountainous resort caters to Iraqis, many from the southern part of the country, seeking to escape the intense heat in the summer months. The dead and wounded were evacuated to Bedar General Hospital in the city of Zakho.

Witnesses to the attack who were taken to the hospital roamed its halls frantically, many barefoot, searching for family and friends. They described traumatic scenes at the bombing site.

"It was chaos — tourists' hands and legs were detached from their bodies," said Ahmad Tahseen Ali, 30, from Babil

Province, who said he was standing about 20 meters from one of the strikes, which wounded his brother and sister, Ban al-Humnrani, 42, who is a U.S. citizen and was visiting from Sacramento, Calif. "We are used to hearing sounds of war, but I have never seen a horrific scene like this," said Ms. al-Humnrani, who suffered a leg wound.

The P.K.K. has been waging a separatist campaign against the Turkish government in Ankara since the 1970s. The conflict has killed more than 40,000 people, most of them in Turkey. The P.K.K. is regarded as a terrorist group by the United States and Europe.

A U.S. State Department spokesman, Ned Price, emphasized in a briefing that "military action in Iraq should respect Iraqi sovereignty and territorial integrity." The State Department, he said, would "continue to monitor the situation closely as additional information emerges."

Many P.K.K. fighters and much of the group's leadership take refuge in the mountains where the borders of Iraq, Iran and Turkey meet. While the fighting inside Turkey has diminished in ferocity, the Turkish military has continued to cross into Iraq to strike P.K.K. targets.

Iraqi leaders do not formally give sanctuary to P.K.K. fighters, but only rarely take action against them. In April, Turkey began an offensive, named Operation Claw Lock, in northern Iraq. Turkish officials typically invoke Article 51 of the United Nations Charter, which recognizes a state's "inherent right of individual or collective self-defense" against attack, without seeking approval from the Iraqi government first.

"The Turkish side is carrying out continuous violations that are not based on any legal basis or agreement between the two countries," Ahmed al-Sahaf, the spokesman for Iraq's Foreign Ministry, [told the Iraqi News Agency](#) in April.

The Turkish airstrikes came as President Recep Tayyip Erdogan of Turkey responded to criticism of his decision to launch a new military offensive against Kurdish fighters in Syria. In that case, Mr. Erdogan said the operation was part of an effort to keep Turkey's border with Syria secure from Kurdish militants and to create a safe zone for some of the millions of Syrian refugees who have fled the civil war in their own country in recent years.



July 21, 2022
By Wladimir van Wilgenburg

Pro-Kurdish HDP party blames Turkey for Zakho tragedy

The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) **blamed** Turkey for Wednesday's killing of nine civilians in Zakho.

The HDP's Central Executive Board **said** the Turkish government «is politically and legally responsible for this massacre, which will go down in history as the second Roboski massacre. This massacre also means an attack on the sovereignty of another country.»

On December 28, 2011, the Turkish air force **killed** 34 villagers who were smuggling goods from the Kurdistan Region to their villages of Roboski and Becuh.

Read More: [In letter from Turkey prison, Kurdish leader commemorates Roboski massacre](#)

«Bombing civilian settlements is a crime against humanity and a war crime. We underlined that Turkey is a signatory of international conventions that prohibit crimes against humanity and war crimes,» the HDP said.

Moreover, the HDP requested the President of the Assembly to immediately call for an emergency meeting in the Turkish parliament.

However, the Turkish government denies responsibility for the tragedy in Zakho.



Ambulances near the site in Zakho where a Turkish artillery strike killed several people (Photo: AFP)

Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu on Thursday said that Turkey did not carry out any attack on civilians, the Turkish state news agency TRT World **reported**.

Moreover, he claimed that the Turkish operations are only against the Kurdistan Workers' Party (PKK).

«The attack believed to be by terrorists. Iraqi authorities must not fall for trap by terrorist organisations,» he said.

Also, the Turkish embassy in Baghdad blamed the PKK for the death of Iraqi tourists in a **tweet**.

Despite this, the Iraqi government has blamed Turkey for the attack and called on Turkey to stop «violations» and

«respect Iraq's territorial sovereignty and its people's safety.»

Read More: [Turkey must apologize and withdraw its forces from Iraq: PM Kadhimi](#)

Iraqi Prime Minister Mustafa Al-Kadhimi on Wednesday called for an official Turkish apology and called on Turkey to withdraw its forces from Iraq. Since Wednesday, there have been protests in Iraq against Turkish diplomatic missions and visa centers. Moreover, there have been calls to boycott Turkish products and tourism.

Turkish artillery fire on the Parakhe village in the Duhok province led to the loss of

lives of nine local Iraqi tourists, injuring two dozen more, officials told Kurdistan 24 on Wednesday.

Read More: [Kurdistan Region PM condemns reckless artillery attack on summer resort in Zakho](#)

«I'm appalled by the reckless artillery attack on a summer resort in Zakho today which resulted in civilians' casualties, and condemn it in the strongest terms,» Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani said on Wednesday.

Several countries, diplomatic missions, and the **UN** have condemned the incident, including the **UK**, **US**, and **Germany**.



July 21, 2022
By Laurie Mylroie

US denounces artillery attack on Zakho

The United States condemns the attack earlier today in the Dohuk province of Iraq, which killed and injured civilians," State Department spokesperson Ned Price said in a statement issued late on Wednesday.

The artillery shelling on the summer resort town, which lies near the Turkish border, came from Turkish territory. It killed nine people and injured another 26. Most, if not all of the casualties, were Iraqis who had come from Arab areas of the country to enjoy the more temperate climate in the Kurdistan Region.

"The killing of civilians is unacceptable, and all states must respect their obligations under international law, including the protection of civilians," Price's statement continued as he offered

condolences to the families of those killed and sympathies to the injured.

"We maintain our strong support for Iraq's sovereignty and its security, stability and prosperity, including that of the Iraqi Kurdistan Region," he concluded.

Kurdish Response

Masrour Barzani, the Prime Minister of the Kurdistan Regional Government (KRG), issued a statement earlier on Wednesday denouncing "the reckless artillery attack," which he attributed to "the infighting between Turkey and the PKK [Kurdistan Workers' Party]," which "has cost our citizens unnecessary pain, suffering and anxiety."

Read More: [Kurdistan Region PM condemns 'reckless artillery attack' on summer](#)

resort in Zakho

Sierwan Najmaldin Karim, President of the Washington Kurdish Institute, described the US statement as "disappointing."

"It doesn't mention Turkey as the perpetrator of the attack," Karim noted. It also "failed to address the fact that the attack targeted Kurds outside of Turkey's borders."

Turkey has denied responsibility for shelling Zakho, but there are no other credible candidates. Indeed, Baghdad has accused Turkey, calling back its top diplomat in Ankara home for consultations,, the Charge d'Affaires, and announcing that it will pause the process of appointing a new ambassador.

Iraq will also file a complaint

with the UN Security Council.

The attack on Zakho came one day after Turkish President Recep Tayyip Erdogan met in Tehran with Russian President Vladimir Putin and senior Iranian officials, including Iran's Supreme Leader, Ali Khamenei, as well as President Ebrahim Raisi.

Read More: [Tehran summit: Erdogan reaffirms intent to attack Kurds in Syria; Iran draws closer to Russia](#)

It may well be that the summitry in Iran has emboldened Turkey, leading it to be less careful about civilian casualties and more "reckless" as it pursues its conflict with the PKK, as Barzani described the situation which led to the civilian casualties on Wednesday in an otherwise peaceful Kurdish resort town.

Kurdistan au féminin

21 juillet 2022

Un couple d'artistes arméno-kurdes expose au pied de Montmartre

L'artiste kurde, **Ziya Aydin** et sa compagne d'origine arménienne **Annie Kouyoumdjian** exposent aux côtés de 2 autres artistes plusieurs de leurs œuvres à la galerie Trois Frères, au pied de Montmartre.

Les abonné.e.s de Kurdistan au féminin ont découvert Ziya Aydin grâce à son livre « Contes kurdes de Dersim » sorti en 2021. Mais Aydin est avant tout un peintre et maître-verrier qui enseigne et travaille dans son atelier parisien depuis plus de 30 ans.

Deux hommes allumant des bougies devant les sources sacrées de Munzur (région de Dersim) – Ziya Aydin

Bien que vivant à Paris depuis plus de 30 ans, peintre et maître-verrier, Ziya Aydin est resté au Kurdistan, dans son esprit, comme en témoignent ses nombreux peintures de paysages. En effet, en visitant l'atelier parisien d'Aydin remplis de tableaux, on a l'impression d'être au Kurdistan. Dans cet espace de quelques mètres carrés, vous avez sous vos yeux les montagnes et les rivières de

Dersim, les grottes surplombant la ville antique d'Hasankeyf récemment engloutie par l'État turc sous les eaux du barrage Ilishu et des scènes de vie campagnarde au Kurdistan.

Annie Kouyoumdjian

Annie Kouyoumdjian est une peintre passionnée par l'art abstrait, ou plus précisément, passionnée par la transformation du réel jusqu'à ce qu'il n'en reste qu'un reflet. C'est comme un vêtement délavé tant de fois qu'on devine plus qu'on ne voit ses couleurs autrefois éclatantes.

En plus d'être peintre, Kouyoumdjian enseigne la musique et joue à perfection du bandonéon.

Aydin et Kouyoumdjian exposent à la galerie 3f avec deux autres peintres du quartier qui sont Gérard Etienne Mathey et Martine Mabileau. Jolie expo qui a pour titre « Dialogues » est à voir jusqu'au dimanche 24 juillet.

Adresse: Galerie 3f
58 rue des Trois Frères
75018 PARIS
Métro Abbesses ou Pigalle

Irak: deuil national et colère après les frappes meurtrières imputées à Ankara

Une photo fournie par le bureau des médias du Premier ministre irakien montre des gardes d'honneur portant les cercueils des victimes tuées un jour plus tôt dans un village kurde lors d'une attaque imputée à la Turquie, à l'aéroport de Bagdad, le 21 juillet 2022

afp.com/-

Bagdad a accusé les forces turques d'avoir mené ces frappes, tandis qu'Ankara a nié toute responsabilité, pointant du doigt les insurgés kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé groupe «terroriste» par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Transporté par avion militaire depuis Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan dans le nord, les neuf cercueils recouverts du drapeau national et de gerbes de fleurs ont été accueillis à l'aéroport de Bagdad par le Premier ministre Moustafa al-Kazimi.

Le chef du gouvernement a rencontré à l'aéroport les familles, selon ses services. Les proches des victimes ont récupéré les corps pour organiser les enterrements, qui se feront pour la plupart dans la ville sainte de Najaf comme le veut la tradition chiite.

Jeudi a été décrétée journée de deuil national et l'opinion publique irakienne ne décolère pas au lendemain de la tragédie ayant fait neuf morts et 23 blessés dans le district de Zakho.

La plupart des victimes sont des touristes irakiens du sud ou du centre, qui ont l'habitude



de fuir les chaleurs caniculaires estivales pour trouver un peu de fraîcheur dans la région montagneuse du nord, à la frontière avec la Turquie.

Bagdad a convoqué jeudi l'ambassadeur de Turquie pour lui remettre «une lettre de protestation», selon un communiqué, l'Irak «appelant la Turquie à régler ses problèmes intérieurs loin des frontières de l'Irak et sans nuire à son peuple».

- Un «choc» -

Dans une maison à Bagdad, Nour fait partie des amis venus présenter leur condoléances pour la mort de Abbas Alaa. Ingénieur de 24 ans marié depuis une semaine à peine, Abbas était avec son épouse au Kurdistan pour leur lune de miel. «Son épouse est blessée», déplore Nour.

Quand la famille revient de l'aéroport avec la victime, l'assistance s'effondre en larmes, certains posant la tête sur le cercueil pour un dernier adieu.

«C'est un choc pour ses amis, ses proches, jusqu'à maintenant on n'arrive pas à y croire», indique Nour.

La Turquie dispose de dizaines de bases militaires depuis 25 ans au Kurdistan irakien et lance régulièrement dans le nord de l'Irak des opérations militaires contre le PKK.

Ces opérations sur le sol irakien compliquent les relations entre le gouvernement central irakien et Ankara, un des premiers partenaires commerciaux de l'Irak.

Jeudi matin, près d'un centre de délivrance de visas turcs à Bagdad, placé sous haute protection policière, quelques dizaines de manifestants ont réclamé l'expulsion de l'ambassadeur turc, selon un photographe de l'AFP.

«A la Turquie et à l'ambassade, on leur dit ça suffit», a lancé l'un d'eux, Ali Yassine. «Ca sert à rien le pacifisme, nous voulons brûler l'ambassade, l'ambassadeur turc doit être expulsé. Notre gouvernement ne fait rien», a fustigé cet homme de 53 ans.

- Drapeaux turcs brûlés -

Mercredi soir et jeudi, des manifestations similaires ont eu lieu à travers le pays, à Kirkouk au nord de Bagdad, ou encore

à Kerbala ou Najaf, grandes villes chiites au sud de la capitale.

Des drapeaux turcs ont été brûlés et piétinés, tandis que sur des portraits imprimés par les manifestants le président Recep Tayyip Erdogan était traité de «terroriste».

Bagdad a durci le ton en exigeant le retrait des forces armées turques de l'ensemble du territoire irakien, même si dans les faits le statu quo devrait l'emporter.

L'Irak a en outre annoncé «le rappel du chargé d'affaires irakien à Ankara pour consultations, et l'arrêt des procédures d'envoi d'un nouvel ambassadeur en Turquie», selon un communiqué officiel.

La diplomatie allemande a condamné l'attaque, appelant à «faire la lumière de toute urgence sur les circonstances et les responsabilités» des tirs.

Paris a dénoncé une «frappe indiscriminée» contre «une aire de loisirs», rappelant «son attachement à la souveraineté de l'Irak et à la stabilité de la région autonome du Kurdistan».

«On ne sait pas où aller» : des Syriens craignent un assaut de la Turquie

Ghazwan al-Atman pensait enfin être en paix à Manbij où il a refait sa vie avec ses enfants, mais il craint aujourd'hui que sa famille ne soit à nouveau déplacée de cette ville du nord de la Syrie sur laquelle plane la menace d'une offensive turque.

«Nous sommes épuisés. On vivait en sécurité et maintenant on ne sait pas où aller», s'inquiète Ghazwan dans son magasin de chaussures vide, dans le centre de Manbij, à seulement 30 kilomètres de la frontière syrienne avec la Turquie.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a menacé à plusieurs reprises de lancer une offensive militaire contre les militants kurdes dans le nord de la Syrie, afin de créer une «zone de sécurité», à la suite d'une opération menée en 2019.

La Turquie a déjà déclenché des offensives en Syrie, la plus récente étant le lancement d'un vaste assaut aérien et terrestre contre les milices kurdes en 2019, après que l'ancien président américain, Donald Trump, a retiré les troupes américaines de la région.

Ces dernières semaines, Manbij a été progressivement désertée et ses boutiques qui d'ordinaire grouillent de monde sont presque vides. Pour trouver du monde désormais, il faut se rendre devant les échoppes de produits alimentaires où de nombreux habi-

tants font leurs provisions.

«Les gens achètent du riz, du sucre et du lait», explique Hussein Hamdouch, qui tient une échoppe.

Un marché de Manbij, dans le nord de la Syrie proche de la frontière avec la Turquie, le 21 juillet 2022 / AFP

Il y a quatre ans, Ghazwan a été déplacé du gouvernorat d'Idlib, dans le nord-ouest, pour échapper aux combats acharnés entre les forces du régime syrien et les factions, avant de refaire sa vie à Manbij.

«J'ai quitté ma maison quatre ou cinq fois. Je vais devoir déménager à nouveau car j'ai peur pour mes enfants», dit l'homme de 43 ans.

«La guerre m'a détruit... Tout ce que nous voulons, c'est la stabilité dans notre pays», ajoute-t-il.

- **«Autant mourir à la maison»** -

Entre 2016 et 2019, la Turquie a lancé trois opérations militaires en Syrie pour chasser de ses frontières les Unités de protection du peuple kurde, l'épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par les Etats-Unis, qu'elle considère comme «terroriste».

Toute opération turque dans une zone densément peuplée entraînera des déplacements

massifs, mettent en garde des analystes.

Selon la presse turque, Ankara ne devrait pas lancer d'offensive avant fin août ou début septembre, même si la Russie et l'Iran n'ont pas donné leur feu vert lors d'un sommet qui a réuni les présidents turc, russe et iranien cette semaine à Téhéran.

Hussein refuse de rejoindre ceux qui ont fui vers Raqa: «Le déplacement, c'est la misère», soupire-t-il: «Où irions-nous? Autant mourir à la maison».

Ce n'est pas la première fois qu'Ankara menace de lancer une opération militaire à Manbij, ville à majorité arabe et dont les combattants kurdes ont expulsé le groupe État islamique (EI) en 2016.

Si Ankara a confirmé ses intentions, des analystes estiment que la Turquie se contentera d'une attaque limitée ou même de frappes aériennes contre les combattants kurdes, faute d'avoir obtenu un «feu vert» de Téhéran et de Moscou pour une attaque de grande envergure.

«Les menaces turques ne sont pas nouvelles pour nous à Manbij, mais le niveau de ces menaces a fortement augmenté ces derniers temps», estime Cherfan Darwich, porte-parole du Conseil militaire de Manbij, affilié aux FDS.

- **«Nouvelles tactiques»** -
Les FDS aussi prennent des

mesures préventives, notamment en creusant des tranchées aux abords de la ville, selon un correspondant de l'AFP.

«Nous avons formé nos troupes et nos défenses(...) sur la base de notre précédente guerre contre l'EI», explique M. Darwich.

Se préparant à une attaque, les FDS ont demandé à Damas de les aider à repousser un éventuel assaut turc, comme elles l'ont fait lors des campagnes précédentes.

Selon M. Darwich, les forces du régime ont apporté «des armes lourdes et de haute qualité».

Dans les zones frontalières, des combattants du Conseil militaire de Manbij ont été déployés sur les lignes arrières parmi les oliviers, par crainte d'éventuelles frappes aériennes. Des drapeaux syriens flottent sur la ligne de front.

Les soldats syriens ont afflué ces deux derniers jours, installant leur camp dans les villages voisins.

Hussein, lui, espère que ce déploiement de l'armée syrienne réussira à «empêcher une guerre». Mais Ali Abou Hassan, 50 ans, n'est pas optimiste: «J'aimerais que nous puissions avoir la paix, mais cette (guerre) est un jeu international, et nous sommes les victimes».

July 22, 2022

Kirkuk Minute July 22, 2022

Kirkuk

On July 16th, the Turkish-backed lawmaker Arshad Salihi [posted a video on his Facebook page](#) calling the city's residents of the "Kurdistan" neighborhood thieves, murderers, and gangsters. Salihi attributed all the problems of drugs, theft, and crimes to the Kurdish neighborhood, which has a population of about 15,000 families. Kurdish parties denounced Salihi's remarks and accused him of creating "ethnic and sectarian war." Since 2003, Salihi has consistently launched racist comments against Kurds and Arabs. Activists have also criticized Salihi for not denouncing Turkey for the massacre it committed against Iraqi tourists on July 20th as the head of the Human Rights Committee (HRC) in the Iraqi parliament.

On July 18th, for the third time in three [weeks](#), attackers targeted the home of a female lawyer named Wafa Aziz with grenades. In a press conference, Aziz accused a fugitive police officer named Luay Mohammed, who was "sentenced to death." Aziz said she was the attorney for a case and that the fugitive officer demanded her "closing the case." The first two attacks were carried out on July 3rd and 8th.

The Turkish bombardment on Arab tourists in the Kurdistan Region, which killed nine and wounded thirty civilians, sparked protests across the country, including in Kirkuk. Several activists stormed Turkey's Visa Issuance [Center and shut it down](#).

On July 19th, the Integrity Commission announced the arrest of two employees in Kirkuk for forging the seal of government departments. The employees work in the North Oil Company (NOC) and the Estate department.

On July 18th, Tahrir al Obeidi, the representative of the Arab Council Party, led by the acting governor Rakan al Jabouri filed a complaint on behalf of Arab settlers, demanding the restoration of the former regime's policies in giving Kurdish lands to the settlers. Al Obeidi is the daughter of Ahmed Hassan al Obeidi, a former Iraqi intelligence officer who's wanted by the US with a [200,000 US dollar bounty](#). Previously, Hanan Munzir Naseef Jassim, director of the legal office at the Ministry of Justice, prevented the return of Kurdish lands from the settlers. Hanan is also the daughter of a former Iraqi regime official, [Munzir Naseef Jassim](#).

The acting governor Rakan al Jabouri allocated 22% of new federal hirings to the Arab majority, Hawija district. Initially, the Kirkuk governorate planned to allocate the one thousand new jobs by giving 33% each to Kurds, Arabs, and Turkmen. The recent move will grant the Arab minority 60% of the new jobs. Kurds, who compose more than 50% of Kirkuk's population will receive only 25%. Since [October 16th, 2017](#) events, Baghdad and Kirkuk's administration have restored the [Arabization policies](#) of the Ba'ath party.

Khanaqin

After ten days of electricity cuts, residents of the Malik neighborhood demonstrated in front of the mayor's office, demanding a "solution" for deteriorating services in the town. Khanaqin's average temperatures are between 113 to 127 degrees Fahrenheit. The officials said the transformer issue caused the shortage, but after more than ten days, the electricity department could not fix it. Separately, a Kurdish party [official warned](#) that 80% of Kurds in thirty villages are displaced due to security "fears and harassment." ISIS (Da'esh) terrorists have been active in Khanqin since October 16th, 2017.

Tuz Khurmatu

During a press conference, Hassan Zein al-Abdin, the mayor of Khurmatu district, said the Kirkuk administration has "cut water resources" in the town for six days, depriving 200,000 residents. Al Abdin described Kirkuk's decisions as "punishment" and called for the immediate release of water. In 1975, Tuz Khurmatu [became part of Saladin](#) province, but Kirkuk supplies its waters.

On July 19th, several Shia Turkmen protested the decisions of Saladin's province to remove the head of the municipality and replace him with a Sunni Arab. Protesters accused the governor of a "sectarian" policy.

Makhmour

On July 19th, the Peshmerga forces, the Iraqi army, and the US-led coalition jointly conducted a military operation to control Mount Qara Chokh from Da'esh terrorists. The operation lasted two days, with heavy clashes. Babakir Zebari, the military advisor to the Kurdistan Region's president, told the media, "Mount Qara Chokh has been cleared of Da'esh, and several bases and tunnels have been discovered." Zebari also said that the Peshmerga forces and the Iraqi army "have met," and there isn't any security vacuum between the two forces.

The New York Times

23 juillet 2022
Par Michael Crowley

Erdogan Remains a Headache for Biden, Even After Ukraine Deal Help

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey assisted in brokering an agreement to unblock Ukrainian grain but has alarmed U.S. officials on other fronts.

Turkey's Leader Remains a Headache for Biden Despite Aiding in Ukraine Deal

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey assisted in brokering an agreement to unblock Ukrainian grain but has alarmed U.S. officials on other fronts.

When Russia and Ukraine reached an agreement on Friday to [unblock Ukrainian grain exports](#), Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, played the role of benevolent statesman.

Seated next to the United Nations secretary general in an Ottoman palace in Istanbul, Mr. Erdogan said the deal, which Turkey helped to broker, would benefit "the whole of humanity."

President Biden's administration welcomed the agreement, which could relieve a global food crisis intensified by Russia's invasion of Ukraine and blockade of its ports. Officials expressed skepticism about whether Russia was acting in good faith, and [Russian missiles struck the Ukrainian port city of Odesa](#) less than a day after the pact was signed. Still, a White House spokesman had commended Mr. Erdogan for his efforts.

But privately, Mr. Erdogan has remained a source of substantial irritation for Biden administration officials.

Days before presiding over the grain agreement, the Turkish



Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, center, helped secure a deal with Russia to ease a blockade of Ukraine's grain. Credit... Sedat Suna/EPA, via Shutterstock

autocrat renewed a warning that he might veto NATO's plans to accept Sweden and Finland as members in the coming months, an act that would deeply embarrass the alliance and the Biden administration as they work to counter Russia. And [Congress this month expressed misgivings](#) about Mr. Biden's pledge at a NATO summit in Spain last month to sell dozens of F-16 fighter jets to Turkey.

On Tuesday, Mr. Erdogan traveled to Tehran for meetings with Iran's president, Ebrahim Raisi, and Russia's president, Vladimir V. Putin. The images of two prime American rivals with Mr. Erdogan, the leader of a NATO country, clashed with the Western narrative of a deeply isolated Iran and Russia, analysts said.

Then on Friday, a White House spokesman reiterated U.S. concerns about Mr. Erdogan's threats to mount a new invasion of northern Syria targeting

U.S.-backed Kurdish fighters whom he considers terrorists.

Taken together, Mr. Erdogan's actions — and Mr. Biden's limited ability to restrain them — underscore the Turkish leader's unique position as a military ally frequently at odds with the agenda of his Western allies. To U.S. officials, it is an often maddening role.

"Erdogan is basically the Joe Manchin of NATO," said Elizabeth Shackelford, a former Foreign Service officer, referring to the conservative Democratic senator from West Virginia who has stymied Mr. Biden's domestic agenda. "He's on our team, but then he does things that are so clearly not good for our team. And I just don't see that changing."

But Biden administration officials say that writing off Mr. Erdogan entirely would be self-defeating. His nation's position at the crossroads of East and West is strategically impor-

tant and allows him to be an interlocutor with even more troublesome neighbors — as evidenced by the grain deal, which created a demilitarized corridor through the Black Sea for Ukraine's agricultural exports.

A senior U.S. official said that much of Mr. Erdogan's problematic behavior was a function of his political weakness in Turkey, where the inflation rate [climbed to almost 80 percent](#) last month. Hoping to shift attention from his mismanaged economy, Mr. Erdogan has turned to chest-thumping displays of nationalism and demagoguery over the threat from the P.K.K., a Kurdish separatist movement in Turkey, and Kurdish groups in Syria.

Major NATO initiatives, like the proposed expansion of the 30-member alliance to include Sweden and Finland, require unanimous consent. Mr. Biden said in May that he hoped the two countries could "quickly" join in what would be a major strategic blow to Mr. Putin.

But Mr. Erdogan raised objections, complaining that both potential new members have lent political and financial support to the P.K.K., which the United States has designated as a terrorist organization because of its history of violent attacks. U.S. and NATO officials worried that the planned expansion could collapse in a major propaganda win for Mr. Putin, who has long worked to divide the alliance.

NATO leaders heaved sighs of relief at their summit last month when Mr. Erdogan reached an agreement with the leaders of Sweden and Finland, who pledged to act against terrorist organizations and join extradition agreements with Turkey, which wants to prosecute P.K.K. members living in those countries.

Mr. Biden seemed especially grateful for the breakthrough. “I want to particularly thank you for what you did putting together the situation with regard to Finland and Sweden,” he told Mr. Erdogan in the presence of reporters.

The [two-page agreement](#) said in generalized language that Sweden and Finland would address Turkey’s “pending deportation or extradition requests of terror suspects expeditiously and thoroughly.” But Turkish officials have said they expect the extradition of more than 70 individuals. It was unclear whether Sweden and Finland would agree or how Mr. Erdogan might react if they did not.

On Monday, Mr. Erdogan warned that he could still “freeze” NATO’s expansion if his demands were not met.

Mr. Biden also told Mr. Erdogan in Spain that he supported the sale of 40 American F-16 fighter jets that Turkey requested last fall, along with technology upgrades for dozens of fighters it already owns. Turkey wants those planes in part because the [Trump administration canceled plans](#) to sell the country advanced F-35 fighter jets in 2019 after Mr. Erdogan, in one of his more confounding recent moves, purchased Russia’s S-400 anti-aircraft missile system in defiance of U.S. warnings.

Mr. Biden denied that he offered the planes to buy Mr. Erdogan’s support for NATO’s



President Vladimir V. Putin of Russia, left; President Ebrahim Raisi of Iran, center; and Mr. Erdogan in Tehran. Mr. Erdogan’s ties to Iran and Russia have often vexed the Biden administration. Credit...Arash Khamooshi for The New York Times

expansion. “And there was no quid pro quo with that; it was just that we should sell,” he said. “But I need congressional approval to be able to do that, and I think we can get that.”

Congress’s approval may not be a given. And it was unclear whether Mr. Erdogan might block NATO’s proposed expansion until he reaches a deal on the F-16 jets.

This month, the House approved an amendment to an annual military policy bill requiring Mr. Biden to certify that any sale of the fighter jets is in America’s vital national interests and that Turkey will not use the jets to violate the airspace of Greece, its Aegean Sea neighbor and fellow NATO ally, with whom Ankara is engaged in a bitter territorial dispute.

Representative Chris Pappas, Democrat of New Hampshire and the amendment’s sponsor, also cited Mr. Erdogan’s purchase of the Russian missile system and equivocal position toward Russia’s invasion of Ukraine. Mr. Erdogan has called the invasion “unacceptable” but has not joined sanctions imposed by the United States and its allies on Russia.

“Enough is enough,” Mr. Pappas said. “Turkey has played both sides of the fence in Ukraine. They have not been the reliable ally that we should be able to count on.”

“I think the Biden administration needs to take a stronger stance,” he added.

Once the White House formally requests that Congress approve the sale of the planes, Mr. Biden will need the support of other influential members who have been highly critical of Mr. Erdogan, including the Democratic chairman of the Senate Foreign Relations Committee, Bob Menendez of New Jersey.

Mr. Menendez has previously questioned whether Turkey belongs in NATO at all. And at a hearing last month on the proposed NATO expansion, he said that “with time of the essence, the 11th-hour concerns by Turkey standing in the way of this process only serve Putin’s interests.”

Mr. Menendez also [issued a statement](#) last month with his Republican counterpart on the Foreign Relations Committee, Senator Jim Risch of Idaho,

sternly warning Mr. Erdogan against his threatened invasion of northern Syria. They were joined by the Democratic chairman of the House Foreign Affairs Committee, Representative Gregory W. Meeks of New York, and his Republican counterpart, Representative Michael McCaul of Texas.

In the statement, the lawmakers said the potential invasion would have “disastrous results,” threatening local operations against the remnants of the Islamic State and exacerbating Syria’s humanitarian crisis.

A Pentagon official recently added to the American warnings.

“We strongly oppose any Turkish operation into northern Syria and have made clear our objections to Turkey,” Dana Stroul, a deputy assistant secretary of defense, said this month at the Middle East Institute. “ISIS is going to take advantage of that campaign.”

Some of Mr. Erdogan’s harshest critics warn of an endless cycle, in which the Turkish leader wins concessions from the United States and other NATO allies, such as new fighter jets and a tougher line against Kurdish militia fighters, only to escalate his demands in the future.

“This dance around the F-16 — it’s jet fighter diplomacy, and that is a mask of what’s truly at play here,” said Mark Wallace, founder of the Turkish Democracy Project, a group highly critical of Mr. Erdogan and his turn to authoritarianism. “A good ally — much less a good NATO ally — doesn’t use blackmail to get what it wants at key moments in the alliance’s history.”

Julian E. Barnes contributed reporting from Aspen, Colo.

July 28, 2022
By Amberin Zaman

US focus of ire as Turkey threatens Syria's Kurds

Will Turkey mount yet another military incursion against US-backed Kurdish forces in northeastern Syria “at any time, any moment,” as the country’s President Recep Tayyip Erdogan has been threatening for some time? The threat seemed to subside as Erdogan came back “empty handed,” as Al-Monitor contributor [Fehim Tastekin](#) put it, from last week’s summit in Tehran with Iran’s Supreme Leader Ali Khamenei and Russia’s President Vladimir Putin. However, Erdogan seems unfazed and Syrian Kurdish leaders are growing increasingly bitter at perceived Western indifference to their plight.

Indeed, the question of when or if a Turkish invasion would take place seemed almost moot when three Kurdish women fighters were killed in a July 22 Turkish drone strike outside the city of Qamishli near the Turkish border. The victims included revered commander Salwa Yusuf, better known by her nom de guerre “Jiyan Afrin,” who served a critical role in the battle against the Islamic State. On July 24, Ankara announced that it had “neutralized” Sahin Tekinagac, who it described as a “local leader” in Kobani who was on its most wanted list, in yet another drone attack carried out by Turkey’s national spy agency, part of an ongoing campaign to decapitate senior and middle-ranking Kurdish military cadres in Syria and neighboring Iraq.

Both Russia and Iran have



Turkish President Recep Tayyip Erdogan (R) listens to an aide before the start of the Heads of State North Atlantic Council round table meeting during the NATO Summit on June 30, 2022 in Madrid, Spain. - Denis Doyle/Getty Images

said they are opposed to further Turkish intervention. Khamenei [repeated his objections](#) to Erdogan, saying a Turkish intervention would benefit “terrorists” in a veiled reference to Turkish-backed Sunni opposition rebels and Hayat Tahrir al Sham, the extremist Sunni faction that is running Idlib.

The Kremlin’s blessings are seen as necessary in order for Turkey to strike again. Ankara, by its own admission, has its sights on Tel Rifaat and Manbij, which lie west of the Euphrates River and whose skies are protected by Russia.

The United States agrees that Turkish intervention would benefit another set of terrorists — the Islamic State. Its top ally on the ground, the Syrian Democratic Forces, says they would be forced to redeploy away from areas where the jihadis are regrouping to the Turkish border to defend themselves as they

did in October 2019, when Turkey invaded large chunks of northeastern Syria.

Erdogan remained bullish on the flight back from Tehran, telling reporters, “For as long as our national security concerns remain unaddressed an [operation will remain on our agenda](#),” and that Turkey would pursue its goal of establishing a “security belt” along its borders with Syria.

Salih Muslim, the co-chair of the Democratic Unity Party (PYD), which shares power in the Syrian Kurds’ Autonomous Administration, said, “We have no idea what Turkey is going to do,” in a telephone interview with Al-Monitor. But it would need “at least a yellow light” from the Kremlin to proceed, he said.

Muslim and other senior Autonomous Administration officials have renewed calls to the US-led coalition to establish a no-fly zone over northeastern Syria in response to

the attacks on their comrades.

Queried about any recent Turkish troop movements that indicated an imminent move, Muslim replied, “They have already completed most of their preparations on the Turkish side, [and from Turkish-occupied areas] around Tel Rifaat and Manbij. There isn’t much left for them to do but to attack.”

Turkish-backed opposition Syrian National Army officials quoted by the Financial Times today said Turkey had deployed more troops and weapons across the border and that it was “serious” about an operation. They gave no further details. However, a senior official from the Kurdistan National Congress, the largest opposition block in northeastern Syria, told Al-Monitor not for attribution that Turkey had told opposition forces to hold their fire for now. “But Erdogan will always wait for the opportunity” to invade again, the official added.

Either way, the threat has propelled the Syrian Kurds to turn to Damascus, raising the Syrian government flag in the threatened areas. Muslim confirmed that several hundred Syrian troops had deployed to Manbij and [Tel Rifaat](#) to jointly confront any possible Turkish attack. Iran-backed militias have also reportedly beefed up their presence.

Muslim noted, however, that the deployments were not part of any new deal but rather in line with the October 2019

deal brokered by Russia after Turkey's Operation Peace Spring.

Russia had then pledged to swap out People's Defense Units (YPG) forces with Syrian and Russian military police in the areas under its protection. One of Turkey's arguments for mounting a fresh offensive is Russia's failure to deliver on that score.

Most observers agree that the Syrian army would not prove any match for Turkey's NATO-trained forces. Russia is opportunistically seizing on the Kurds' vulnerability to push them into a comprehensive deal with Russia that would see them sever ties with the United States and hand back control, notably of oil resources, to Damascus in a phased capitulation that would probably involve Russia retaining leverage over the Kurds. "Russia is telling us, 'Go surrender to the regime,' nothing more," Muslim groused. But the bulk of his ire was leveled at Washington, which has failed "to lift a finger for us." "The people are seeing this and they are feeling angry and betrayed after all the sacrifices they made in the battle against the Islamic State," Muslim said.

The US Central Command posted a message of condolence for the Kurdish women fighters' deaths, ostensibly to show solidarity, but if anything it angered Kurds and Turks alike.

Muslim said his people were particularly incensed that the message did not name Turkey

as the perpetrator of the attack. "It was worded as if these deaths had occurred naturally, as if they were an act of God."

The United States has little sway over Turkey's actions west of the Euphrates. Congress can impose further sanctions, as it did in the wake of Peace Spring, but not much else. The punishment would likely be far tougher if Turkey went after Kobani, another Turkish target US troops withdrew from in 2019. It follows that Russia would be more open to a Turkish attack on Kobani, if only because it would drive a deeper wedge between Turkey and the United States.

Kobani has symbolic significance because it's where the US-Syrian Kurdish partnership against IS was first forged. Some believe this may be a good reason for Erdogan to target the border town as he seeks to detract the public's attention from Turkey's deepest economic crisis in over a decade and also to give Washington the finger.

After fading into the shadows under pressure from the United States, the Kurdistan Workers Party (PKK) is once again making its presence more strongly visible in north-east Syria in parallel with the Turkish escalation. The shift makes it harder for Washington to sustain its arguments that the Autonomous Administration and its armed wings are distinct from the PKK. Local elections slated to be held in October across the Kurdish-led zone are looking

shakier in the face of continued Turkish warmongering, as do any foreign investments that the easing of Caesar sanctions the Kurds were hoping would ensue.

Erdogan is making no attempt to disguise his rancor toward President Joe Biden for refusing to heed his calls to ditch the Syrian Kurds. On his trip back from Tehran, Erdogan said he had told Biden during their meeting on the sidelines of the NATO summit in Madrid, "Look, you are sending all these trucks. You are giving support to all the terrorist organization here. Then you say we are joined in the fight against terror; you say we together in NATO."

In a first, Erdogan added that he agreed with Russia and Iran that the United States ought to leave Syria. "They are saying that America should pull out its forces from the east of the Euphrates. The results that would ensue are also [in line with] Turkey's expectations," Erdogan told reporters. "That is because it is America that is sustaining the terror outfits there. And because we are fighting against the terror outfits that America is sustaining, the moment it leaves, or in the event that it stops sustaining them, our job will become easier."

Noting that he wanted to see Iran and Russia's support, Erdogan said when it came to the PKK, PYD and YPG-linked "terror issues," Ankara and Damascus were "like it or not" on the same page. "This is the problem that causes the greatest harm to the regime.

The terrorist organization is sucking the oil wells east of the Euphrates river, exploiting them, then selling to the regime," Erdogan said.

Turkish intelligence officials periodically meet with their regime counterparts. The substance of their conversations remains unknown.

Turkey's main opposition block says one of its first orders of business when it comes to power will be to fully restore relations with Damascus. Any reconciliation can only come about at the expense of the Kurds and Turkey's Sunni rebel proxies. The opposition has made it clear that it would dump the latter. As for what demands it would make concerning Syria's Kurds, it is of import to Kurds on both sides of the border. The opposition can only win the elections with the support of Turkey's own Kurds, who feel a strong affinity with their Syrian brethren.

History has shown that whoever runs the country, the establishment's deep-seated paranoia about Kurdish political gains, be they within their borders or without, inevitably trumps all other concerns. That is probably the biggest reason Erdogan ditched the first-ever direct talks peace talks with the PKK and its imprisoned leader Abdullah Ocalan in 2015 to [resume the war](#) against the rebels with even greater ferocity. But 38 years of battle has also shown that the war cannot be decisively won by either side, with the human toll rising by the day.



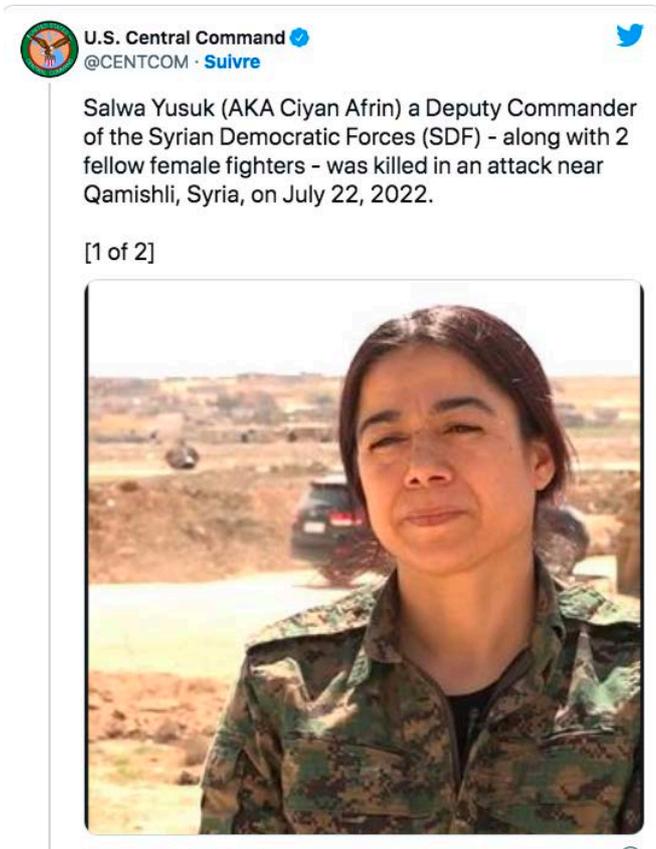
25 juillet 2022

Syrie: une commandante kurde des FDS tuée par une frappe de drone turque

Salwa Yusuk a été touchée avec deux autres combattantes des Forces démocratiques syriennes par une frappe de drone turc vendredi 22 juillet. Cette frappe souligne les divergences entre les Turcs et leurs alliés face aux Kurdes.

Depuis le mois de mai, la Turquie menace de lancer une opération contre les Forces démocratiques syriennes dans le nord-est de la Syrie pour créer une zone tampon le long de sa frontière avec ce groupe qu'elle qualifie de terroriste. Face aux réticences des autres acteurs régionaux, Ankara n'est pour l'heure pas passée à l'acte. Mais [l'armée turque multiplie les frappes au Kurdistan](#) : mercredi en Irak, vendredi en Syrie.

C'est cette dernière qui a coûté la vie à Salwa Yusuk et deux autres combattantes des Forces démocratiques syriennes. Salwa Yusuk était la commandante des FDS en



charge des opérations conjointes avec la coalition internationale engagée dans la lutte contre l'organisation État

islamique.

Le chef d'état-major des FDS a qualifié sur Twitter les trois femmes d'« héroïnes » qui « ont sauvé l'humanité des griffes » de l'organisation terroriste. Cette frappe turque « sape la guerre contre l'État islamique » poursuit-il. Et il tente de mobiliser ses partenaires contre la Turquie, leur demandant d'accroître leurs efforts pour qu'Ankara cesse ses frappes.

Toujours sur Twitter, le commandement central américain a salué, lui, le rôle « essentiel » joué par Salwa Yusuk et présenté ses condoléances à la famille et au peuple du nord-est de la Syrie. L'armée américaine ne parle pas des Kurdes et ne pointe pas du doigt la Turquie, son alliée au sein de l'Otan, mais ce tweet lui vaut une réplique de l'agence de presse turque pour qui elle « fait l'éloge d'une terroriste ».

Le Monde

26 juillet 2022
Christophe Ayad & Madjid Zerrouky

Syrie : la confession des fossoyeurs du régime Assad

Enquête« Le Monde » s'est entretenu à Berlin avec deux hommes chargés d'ensevelir les corps des victimes de la répression du pouvoir syrien dans des fosses communes, en périphérie de Damas.

Réprimer, torturer, tuer. Cela, le régime de Bachar Al-Assad

sait le faire avec une efficacité qui n'est plus à démontrer depuis le début de la révolution, en mars 2011. Mais tuer ne suffit pas, il faut aussi se débarrasser des corps. Les cadavres sont toujours un problème pour les régimes totalitaires, au minimum un problème logistique. Deux récits, que *Le Monde* a recueillis et

recoupés, permettent de comprendre la façon dont le régime syrien a enterré secrètement les corps de dizaines de milliers de victimes, tuées dans les geôles et les centres d'interrogatoire, dans des manifestations ou des combats, ou encore mortes des suites de leurs blessures à l'hôpital. Il s'agit essentiellement de civils

– et non pas de combattants rebelles – happés par la machine de mort qui s'est mise en branle en 2011 pour empêcher et écraser le soulèvement qui demandait une libéralisation du régime.

Ces deux récits sont le fait de réfugiés syriens installés en Allemagne, dans la région de

Berlin. Le premier, que nous appellerons « le Fossoyeur » pour des raisons de sécurité, est arrivé outre-Rhin en 2018 : son travail consistait à superviser les enterrements clandestins dans des fosses communes à la tête d'une petite équipe d'une quinzaine d'employés des pompes funèbres de l'administration locale de Damas. Il a exercé de 2011 à la fin 2017. Des dizaines de milliers de cadavres ont défilé sous ses yeux.

Le second, arrivé à Berlin en 2016 avec la grande vague de réfugiés, pilotait un bulldozer. Il était chargé de creuser les fosses communes et de pousser parfois les corps dedans avec sa lame. Il a exercé de l'été 2011 à l'été 2012, avant d'être incarcéré pendant un peu plus d'un an. Ce sera « le Conducteur ». Les deux hommes se connaissaient de vue à Damas, où ils travaillaient sur le même site, mais ne se fréquentaient pas depuis qu'ils vivent en Allemagne. Pourtant, leurs récits concordent et se complètent parfaitement.

Le Fossoyeur a témoigné au procès de Coblenz (ouest de l'Allemagne). Au terme d'une procédure historique, la justice allemande a condamné en janvier l'ancien colonel de la sûreté d'Etat Anwar Raslan à la prison à vie pour « crimes contre l'humanité », et Eyad Al-Gharib, un officier subalterne, à quatre ans et demi de prison. Les deux hommes, qui s'étaient installés en Allemagne, avaient été arrêtés après avoir été reconnus par d'anciens prisonniers de la branche 251, l'un des plus sinistres centres de détention et de torture du régime.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [A Coblenz, verdict historique contre un Syrien](#)

Le témoignage du Fossoyeur n'a jamais été réfuté par les avocats de la défense, qui ont seulement contesté le fait qu'il témoigne sous le couvert de l'anonymat. « Pour la cour [de



Coblenz] et la communauté internationale, ce témoignage est très important, explique Antonia Klein, responsable du dossier crimes internationaux et responsabilité au European Center for Constitutional and Human Rights. *La cour a pu constater que le nombre de victimes n'a cessé d'augmenter au cours de la première année de la révolution et le témoin a pu témoigner des souffrances qui leur ont été infligées en décrivant l'état des corps et leur grand nombre. Tout aussi important, il corrobore les éléments du dossier César [les photographies de plus de 6 000 personnes tuées en détention qui ont été sorties clandestinement de Syrie par un photographe des services secrets] dont les images ont été diffusées par le tribunal et analysées par des experts médicaux.* »

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Pourquoi la compétence universelle de la justice française pour instruire les crimes les plus graves est menacée](#)

Le Fossoyeur a aussi témoigné devant le Sénat américain en juin, le visage masqué pour préserver son anonymat, lors d'une rencontre organisée par l'ONG Syrian Emergency Task Force. « Son récit est particulièrement important pour les Syriens, pour la mémoire de

ceux qui sont morts et pour connaître la vérité sur ce qui est arrivé aux disparus, aussi cruels que soient les détails », ajoute Antonia Klein. Le conducteur de bulldozer, lui, vit incognito. Il n'a jamais été approché par une quelconque autorité judiciaire ou diplomatique et n'a pas fait de démarche, pour le moment, afin de témoigner dans un cadre officiel.

« Mon cerveau s'est arrêté pour pouvoir travailler »

Assis en ce début d'été dans un café du centre de Berlin, où il enchaîne les cigarettes, le Fossoyeur se souvient de sa vie passée en Syrie qu'il décrit comme rangée, sans anicroches. Jusqu'au début de l'année 2011, cet homme alors âgé de 36 ans est loin de soupçonner l'ampleur du cataclysme en passe de s'abattre sur la Syrie et sur sa vie. « Mon travail consistait à remplir des formulaires dans un bureau des services funéraires de la municipalité de Damas, le département en charge de la gestion des cimetières. »

« Je n'hésitais pas à donner des coups de main à mes collègues. J'étais apprécié par mes supérieurs parce que je ne manquais jamais un jour de travail », se souvient-il. Il regrettera amèrement la confiance placée en lui quand,

au printemps 2011, la répression va se déchaîner à Damas, le prélude à une décennie de massacres dans le pays, et de « huit années de larmes et de désespoir », huit années « remplies de scènes de cadavres ».

« C'était un jour comme un autre au travail », se remémore-t-il. En Syrie, en ce jour de printemps, les morts tombent déjà par dizaines dans les rues. « Le chef du bureau des enterrements a reçu la visite d'officiers de l'armée. Ils lui ont demandé de les accompagner et, bien sûr, il ne pouvait pas dire non », raconte-t-il. Quelques jours plus tard, c'est à son tour d'être appelé par l'hôpital militaire de Harasta. « Ils m'ont amené au cimetière d'Al-Najha. Il y avait quelques camions frigorifiques qui contenaient des cadavres. Des soldats déchargeaient des corps. » Un premier choc pour l'employé. « Je n'étais pas chargé des cadavres, je ne devais qu'être présent ou conduire les véhicules », précise-t-il. Cela va vite changer. Lors de son troisième séjour dans le cimetière, l'officier chargé des opérations lui transmet une injonction à remettre à son supérieur au bureau des inhumations. Il s'agit de fournir une équipe d'employés pour remplacer les soldats. « Nous avons sélectionné quinze travailleurs. »

Lire aussi l'archive (2015) : Article réservé à nos abonnés [La machine de mort en Syrie révélée par un rapport de Human Rights Watch](#)

Le conducteur de bulldozer, lui aussi, a été jeté sans prévenir dans les horreurs de la guerre et de la répression. Jusqu'à la révolution, l'essentiel du travail de cet homme calme et posé, originaire de la région de Deir ez-Zor, consistait à détruire des constructions illégales pour l'administration locale de Damas. En août 2011, il est missionné par son supérieur hiérarchique. La garde républicaine, unité d'élite du régime

Assad, a besoin d'un bulldozer pour détruire des tranchées et des barricades dressées dans le quartier insurgé de Bassatine Al-Razi, derrière l'ambassade d'Iran.

Quand il arrive sur place, les combats ont cessé, les combattants de l'opposition ont fui. Ne restent que des cadavres de civils. Il raconte : « J'ai utilisé du papier journal pour couvrir les quatre ou cinq premiers corps. Puis les soldats m'ont ordonné de tout déblayer. J'avais et ils jetaient les corps dans la lame de ma pelleuse. Il y en avait 70 à 75 en tout. Puis un général m'a ordonné de creuser un trou et de tous les jeter dedans. Mon cerveau s'est arrêté pour pouvoir travailler. C'est la première fois de ma vie que je voyais un cadavre. » Puis le général a proposé au conducteur de se servir dans les entrepôts avec les soldats. « Je n'ai pas voulu. Tout ce que les soldats ne pouvaient pas piller, ils le mitraillaient. »

« L'odeur était insoutenable »

Dès le début, le régime a une ligne de conduite dont il ne dévierait jamais : ne jamais abandonner les cadavres sur place : « Je me souviens qu'à Qaboun, en face de chez moi, la 4^e division [dirigée par Maher Al-Assad, le frère cadet du président] avait attaqué une manifestation pacifique. Elle a fait 14 morts et 40 blessés en cinq minutes seulement. Les soldats ont emmené tous les morts et les blessés, tous », raconte l'avocat Anouar Al-Bouni, principale cheville ouvrière du procès de Coblenze puisqu'il est celui qui a identifié Anwar Raslan.

La mise au point d'un système d'enterrement « fluide » des cadavres se fait à tâtons. « Au début, on creusait des tombes individuelles, on y mettait jusqu'à six à sept corps. Et ensuite on fermait la tombe », raconte le Fossoyeur. Mais le nombre de morts n'a cessé d'augmenter. « Nous avons

commencé à voir arriver des camions frigorifiques longs de 16 mètres pleins à craquer. Il y avait jusqu'à 400, 500 corps à la fois. » Il a fallu creuser des fosses communes.

C'est là que les autorités ont fait appel au conducteur de bulldozer. En septembre 2011, il est envoyé au cimetière de Al-Najha, sur la route de l'aéroport au sud-est de Damas. Un officier en civil lui demande de creuser, à l'intérieur d'une fosse déjà prête de 40 mètres sur 40, destinée à accueillir des sépultures ordinaires, un trou de 10 mètres sur 15. Comme une tombe dans la tombe. « Il m'a ordonné : "Creuse le plus profond que tu peux". Je suis allé jusqu'à 8-10 mètres », raconte le Conducteur.

En fin d'après-midi, une Mercedes noire arrive, suivie de deux camions frigorifiques et d'un minibus dont descendent sept employés des pompes funèbres. Le Fossoyeur en fait partie. « Certains étaient vêtus de sacs en plastique, d'autres n'avaient pas de gants », se souvient le Conducteur. L'officier a ordonné au premier camion frigorifique de descendre par une rampe de terre pour se rapprocher du trou. « Comme le camion penchait, des liquides se sont écoulés par l'arrière : du sang mélangé à de l'eau sale, des excréments. C'était répugnant. Il a fallu que deux hommes puis quatre montent dans le camion pour faire glisser les corps tellement ils étaient collés les uns aux autres. Quand tout a été déchargé, on m'a demandé de pousser les corps dans le trou avec ma lame. L'odeur était insoutenable, je me suis évanoui. Cette nuit-là, nous avons enterré 400 à 500 corps. Nous avons fini vers 23 heures, il y avait des soldats pour monter la garde autour du cimetière afin que l'on ne nous voie pas. On m'a demandé de laisser le bulldozer sur place, dans la partie militaire du cimetière. Quand je suis rentré chez moi, je n'ai pas mangé pendant trois jours. Même l'eau avait le goût

de la mort, raconte le conducteur d'engins, l'air tourmenté. Mon superviseur m'a fait comprendre que je ne pouvais parler de mon travail à personne, pas même ma famille. »

La scène se répète une, deux, jusqu'à trois fois par semaine. Parfois, une pelleuse était nécessaire car le sol était rocheux. « Je faisais alors appel à mon cousin, raconte le Conducteur. On creusait partout, parfois, on ne se souvenait plus où on avait enterré et on rouvrait des fosses. » Un jour, l'officier qui amène les corps est une lointaine connaissance. « Je lui ai demandé : "Ça va durer longtemps comme ça ?" Il m'a répondu : "Jusqu'à ta retraite et après encore." Ce n'était que mon premier mois. »

Le récit du Fossoyeur concorde. « Quand les camions frigorifiques arrivaient, le refroidissement n'était pas en marche. Les corps se décomposaient. Avec tous les gaz qui en sortaient, c'était une tâche horrible d'ouvrir les camions. On utilisait parfois la lame du bulldozer pour forcer l'ouverture des portes. C'était comme une explosion. Une odeur toxique et pestilentielle submergeait tous ceux qui étaient là. J'ai pris l'habitude de me tenir un peu à l'écart. Puis vous aviez tous ces liquides qui s'écoulaient, un mélange de sang et des fluides corporels de la décomposition. »

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Le long combat contre l'impunité des criminels du régime de Bachar Al-Assad](#)

Evacuations dans des camions poubelle

Par la suite, la place venant à manquer, les autorités ont fait creuser, selon le Fossoyeur, des tranchées de 2,5 à 3 mètres de large dont la longueur pouvait aller jusqu'à 150 mètres. Ce que confirme l'analyse des images satellites de ces lieux observées par *Le Monde* depuis 2011. « Deux camions viennent remplir la

tranchée. Puis elle est juste recouverte de terre, le reste de la tranchée étant encore ouvert pour accueillir d'autres corps. C'est un processus continu. » Le rythme est infernal. « J'ai parfois travaillé durant des périodes de quatre ou cinq mois sans pouvoir voir ma famille, qui vivait à seulement 15 kilomètres de là. Lorsque j'obtenais une permission, on me rappelait sur le Tetra [une sorte de téléphone satellite fabriqué par Alcatel et réservé aux services de sécurité]. Je circulais dans une voiture sans plaques d'immatriculation et on m'avait doté d'une arme. Le véhicule était muni de documents signés par toutes les branches des services de sécurité pour passer les checkpoints. »

Entre-temps, le régime a ouvert un nouveau site à Qutayfa, à 50 km au nord de Damas, sur la route de Homs. Il s'agit d'un vaste camp militaire rassemblant plusieurs unités en un point stratégique, situé en hauteur. Le site d'inhumation se trouve sur le terrain de la 13^e division. Les images satellites montrent une activité soutenue à partir de 2014.

Le nombre de victimes n'a cessé d'augmenter jusqu'en 2016. « Les cadavres venaient d'abord majoritairement des trois hôpitaux militaires de Damas : le 601 [situé dans le quartier stratégique de Mazzeh, là où le photographe César a travaillé], celui de Harasta et celui de Tishreen, raconte le Fossoyeur. Ensuite les corps ont commencé à arriver directement des branches des services de sécurité de Damas et sa région. Puis, à un moment, des hôpitaux civils et des commissariats de police. » Sans compter les condamnés à mort de la prison de Saydnaya. Mais il est arrivé que ces mêmes services de renseignement de l'armée de l'air fassent évacuer les cadavres de leurs locaux par... des camions-poubelles au vu et au su des habitants du quartier de Bab Touma, dans le centre de Damas.

« Nous avons aussi enterré des femmes et des enfants, et parfois nous avons vu des cadavres d'enfants provenant de l'hôpital du Croissant-Rouge à Damas. Les officiers les appelaient "petits porcelets". Si le père est un terroriste, toute la famille l'est, pour eux. J'ai vu des corps d'enfants avec la cage thoracique enfoncée, les bras tordus... », se souvient le Fossoyeur, l'air accablé.

Le pire souvenir du Conducteur est une histoire d'enfant : « Un jour, un petit camion de glacier est arrivé avec sept corps : trois hommes, trois femmes et un bébé. J'ai insisté pour enterrer hommes et femmes séparément, alors que l'officier voulait mettre tout le monde ensemble. Mais, dans la précipitation, j'ai oublié d'enterrer le bébé. Le lendemain, je n'ai trouvé que son linceul, déchiqueté par les chiens errants. » Depuis son arrivée en Allemagne, le Conducteur dort mal, ne travaille plus, se sent « instable ».

Ces cadavres-là provenaient notamment de raids massifs menés par les chabihis, les miliciens du régime, contre des quartiers insurgés, de 2011 à 2013. Des familles entières ont été assassinées à l'intérieur de leur logement. Leurs corps étaient envoyés à l'hôpital 601 afin d'être placés dans des sacs mortuaires et enregistrés. La machine de mort syrienne aime la paperasse. Cette méticulosité apparente n'a rien à voir avec un quelconque intérêt pour les morts et leurs familles. Au procès de Coblenz, un témoin a raconté comment, à la recherche d'un parent décédé dans un centre de torture, il s'était vu ouvrir la morgue par Anwar Raslan, le principal accusé, qui lui avait dit : « Prends

n'importe lequel de ces cadavres et dis à ta famille que c'est le bon. Je suis incapable de retrouver ton parent. » Des années plus tard, des certificats de décès fallacieux (« cause du décès : attaque cardiaque ») ont été transmis aux familles des victimes, sans jamais mentionner le lieu d'inhumation.

« Les familles des disparus venaient désespérément dans mon bureau pour essayer de trouver la moindre information sur les sites d'enterrement ou pour savoir si leurs proches étaient encore vivants, dit le Fossoyeur. Il y a des gens que je connaissais dans mon quartier qui ont été enterrés sur le site sur lequel je travaillais. Mais je ne pouvais rien dire... »

« Machine à tuer »

Toutes les opérations de collecte et d'enterrement des cadavres, du moins celles auxquelles le Fossoyeur a assisté, étaient supervisées par les services de renseignement de l'armée de l'air, les plus redoutés du régime. « Il y a des fosses communes dans toute la Syrie. A Homs, Alep, dans la Ghouta, etc. Partout. Il y a des centaines de sites. Personne n'est capable d'en dresser la carte aujourd'hui », assure l'avocat et militant Anouar Al-Bouni. Pour lui, le bilan total du conflit syrien s'élève à « plus d'un million de morts, avec un pic entre 2012 et 2014, lorsque une centaine de personnes par jour mouraient dans les manifestations ». Sur les 150 000 détenus disparus, il estime le nombre de morts à 100 000. « Le but de cette machine à tuer était de se venger du peuple, de casser la société et

de tuer la révolution », estime l'avocat.

Le Fossoyeur, lui, n'oubliera jamais le jour où, parmi des cadavres encore « frais » en provenance de la prison de Saydnaya, un de ses hommes remarque que l'un bouge encore. « Il respirait. Il avait les mains attachées derrière son dos, les yeux bandés, et il était entièrement nu. L'officier a crié : "Ne le jetez pas dans la fosse. Mettez-le sur le côté." Puis il a ordonné au bulldozer de l'écraser. C'est ainsi qu'il a été achevé. C'était en 2015 ou 2016. » A ce moment-là, le conducteur de bulldozer était déjà loin. Il avait réussi à fuir en Turquie, d'où il a rejoint l'Allemagne en empruntant la route des Balkans. A l'été 2012, il avait été arrêté par les services de renseignement sans qu'on lui dise exactement pourquoi : « Je suppose que cela ne leur plaisait pas qu'un individu qui avait vu défiler 50 000 cadavres se balade dans la nature chez sa famille à Deir ez-Zor. » Pendant la longue année qu'a duré sa détention, accompagnée de tortures, le Conducteur s'est dit qu'il finirait probablement comme tous ceux qu'il avait enterrés. Profitant d'une courte libération obtenue grâce à un pot-de-vin payé par son père, il a pris la fuite sans demander son reste.

Le Fossoyeur est arrivé plus tard, en 2018, grâce à un regroupement familial, sa fille ayant gagné Berlin dès 2015-2016, probablement en prévision d'une émigration future. Mais il reste hanté par son ancien métier. « Je ne suis pas heureux ici. C'est comme si la vie travaillait contre moi, dit-il en allumant une énième cigarette. Je n'ai jamais réussi à comprendre le niveau de tor-

ture que ces gens ont subi pour arriver dans un tel état. Il arrivait que les corps ne soient pas reconnaissables. Parfois, il manquait une oreille, un autre était démembré. Les organes génitaux masculins étaient coupés, les ongles arrachés... »

Il arrivait que de plus petits véhicules amènent des « cadavres VIP ». « Ce devait être des gens importants, j'entendais sur les échanges radio qu'ils les désignaient comme étrangers. Ils disaient : "C'est le journaliste américain, le Canadien..." Des officiers de haut rang les accompagnaient, un brigadier et un major, selon leur épaulette. Ils portaient des masques pour ne pas révéler leur identité. C'était des convois spéciaux. Je n'ai aucune idée du nombre de ces corps ni de leur identité. »

Qui sont-ils ? Nombre de Syriens binationaux ont disparu pendant ces années de terreur : des journalistes, activistes, enseignants, travailleurs humanitaires... L'on pense aussi à des ressortissants étrangers dont on est sans nouvelles.

En mai, le régime de Bachar Al-Assad, en quête de réhabilitation, a décrété une amnistie concernant pour la première fois depuis 2011 des Syriens jetés en prison sous des accusations de « terrorisme ». Quelque 150 prisonniers, parfois hagards et décharnés, ont été jetés sur les routes, souvent à plusieurs centaines de kilomètres du lieu où ils ont été arrêtés. Miraculés de la machine de mort syrienne, le Fossoyeur et le Conducteur vivent dans la discrétion, craignant toujours d'être reconnus par des partisans du régime.

Au Kurdistan d'Irak, le lac Dukan a soif et les agriculteurs transpirent

«**A**vant, l'eau arrivait trois kilomètres plus haut !», lance Bapir. Aujourd'hui, le lac Dukan qui arrose son coin du Kurdistan d'Irak bat en retraite et l'agriculteur a du mal à irriguer. En cause: la sécheresse et les barrages en amont, en Iran.

Bapir Kalkani, syndicaliste agricole, plante le décor dans cette région du nord de l'Irak. En 2019, «il y avait de l'eau où je me trouve. Elle remontait trois kilomètres plus haut. Mais elle s'est retirée», s'échauffe M. Kalkani, 56 ans.

Sous le soleil de plomb, le sésame et les haricots occupent la plaine.

Au bout de ce faux plat se trouve le grand lac artificiel aménagé dans les années 50 après la construction du barrage Dukan pour les besoins en irrigation et en eau potable de la région, et pour produire de l'énergie électrique.

Ce barrage coupe le petit Zab, une rivière affluent du Tigre, qui prend sa source en Iran, pays voisin. Mais depuis plusieurs années, le petit Zab rétrécit comme tous les cours d'eau irakiens, et le lac aussi.

L'Irak est présenté par ses dirigeants comme l'un des cinq pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique et à la désertification.

Les réserves en eau ont baissé de 60 % par rapport à l'année dernière, selon le gouvernement irakien. Avec l'effondrement des précipitations et trois années de sécheresses successives, l'Irak s'est vu contraint de réduire de moitié ses zones agricoles cultivées.

Sur les rives du lac Dukan, Bapir



Un agriculteur kurde dans une ferme du district de Rania, près du barrage de Dukan, au nord-ouest de la ville de Suleimaniyeh, dans la région autonome du Kurdistan, dans le nord-est de l'Irak, le 2 juillet 2022
AFP - AHMAD AL-RUBAYE

Kalkani se lamente: «s'il n'y avait pas eu un peu de pluie à la fin du printemps, il n'y aurait eu aucune culture agricole au Kurdistan cette année». Avant, les agriculteurs creusaient des puits peu profonds alimentés par le Dukan pour irriguer. Plus maintenant. «Les puits ont perdu 70 % d'eau», assure M. Kalkani.

Graines de sésame

Shirko Aziz Ahmed irrigue son champ de sésame. Il a dû forer un puits de plusieurs mètres de profondeur d'où l'eau est pompée par un moteur diesel. «Les graines de sésame ont besoin de neuf arrosages. Je vais donc creuser encore plus, car le niveau de l'eau baisse», soupire-t-il.

Mais la sécheresse n'est pas la seule responsable.

L'Irak a construit plusieurs barrages sur sa portion du petit Zab. Notamment celui de Kolsa «qui a engendré une baisse de 80 % du ni-

veau du petit Zab», explique Banafsheh Keynoush, du Middle East Institute, centre de recherche basé à Washington.

L'Irak est confronté à «l'une des pires sécheresses de son histoire» et a revu son système d'irrigation, un projet qui comprend «la construction de nombreux barrages de petite taille», explique-t-elle.

Le barrage de Dukan souffre aussi de la baisse du débit du petit Zab, assure son directeur Kochar Jamal Taoufiq: «Le barrage n'est aujourd'hui qu'à 41 % de sa capacité». Il relâche de l'eau potable «pour trois millions de personnes, notamment (dans les bassins urbains de) Souleimaniyeh et Kirkouk», en aval.

Mais avec à peine 300 mm, contre 600 mm de moyenne annuelle, les précipitations n'ont pas été généreuses en 2021. Et 2022 est bien partie pour ressembler à l'année précédente, dit M. Taoufiq.

«Nous relâchons 90 mètres cubes d'eau par seconde, contre 200 à 250 quand le réservoir est plein», dit-il. Conséquence: les agriculteurs sont sommés de cultiver des plantes «qui ne consomment pas trop d'eau».

Nouveaux barrages

Quant aux barrages iraniens qui «réduisent le débit» du petit Zab, Bagdad «a envoyé des délégués en Iran, mais j'ai entendu dire que les Iraniens n'étaient pas coopératifs», observe M. Taoufiq.

Téhéran assure que les cours d'eau venus d'Irak contribuent «pour environ 6 %» au bassin du Tigre et de l'Euphrate, souligne Banafsheh Keynoush. «Alors, l'Irak dit aux Irakiens: +réglez vos problèmes liés au Tigre et à l'Euphrate avec la Turquie+, où naissent les deux fleuves.

Mais l'Irak n'est pas exempt de critique, estime Azzam Alwash, fondateur de l'ONG Nature Iraq et conseiller du président irakien.

Le Kurdistan d'Irak compte se lancer dans la construction de nouveaux barrages pour «assurer la sécurité hydrique». Or ces projets sont élaborés «sans coordination entre le Kurdistan et le gouvernement central de Bagdad», se désole M. Alwash.

En aval, dans le centre et le sud de l'Irak, «le manque de coordination et de modernisation du système d'irrigation aura pour conséquence un désastre» avec des pénuries d'eau encore plus graves que celles qui frappent déjà ces zones, prédit-il.



27 July, 2022

Why Turkey should not receive new F-16 fighter jets and new weapons

The US should not provide Turkey with new F-16 fighter jets. For nearly two decades, under the erratic leadership of current authoritarian president Recep Tayyip Erdogan, Turkey has been an undependable ally, often working directly against the interest of the US and NATO.

Turkey in Syria

For years, Turkey has executed unprovoked attacks against the Syrian Kurds, the most reliable ally of the US and Europe in the country who have been fighting the so-called Islamic State (ISIS) and other jihadist groups since 2014. At the moment, Turkey has proclaimed its intention to launch a new large-scale invasion of areas administered by the Syrian Kurds and their allies, which would be the third such invasion of these relatively peaceful regions of Syria by the Turkish Armed Forces. When ISIS represented a major threat to global security, the US-led global coalition trained and equipped the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) to stop the genocidal terrorist group as it expanded throughout Syria and beyond. Since the defeat of ISIS as a territory-holding entity in 2019, the US has continued working with the SDF on a daily basis to eliminate remaining ISIS terror cells, which continue to pose a security threat. At the same time, the US and European nations are working with the United Nations (UN) to stabilize the country, which has suffered greatly after over a decade of war.

Turkey's unprovoked campaigns of [military aggression](#) against the Syrian Kurds has already done great damage to the US-led war against ISIS,

and Erdogan's plans to invade and occupy more land in Syria, supported by F-16 fighter jets, drones, and other modern military equipment, will throw ISIS a lifeline and provide them the opportunity to regroup in Syria. Such an invasion will fan the flames of bloodshed in Syria and exacerbate an already catastrophic refugee crisis, while strengthening the positions of both Russia and Iran in the country.

Turkey has never been part of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS. It hindered US efforts by blocking US use of the Incirlik Air Base [for months in 2014](#) when ISIS was at its strongest. In fact, there is a wealth of evidence of Turkish support for ISIS, and Turkey has long recruited former ISIS members for its Syrian proxy militias, which consist of al-Qaida offshoots and other jihadist groups. These Turkish-backed militias have committed atrocities against Syrians, mainly Kurds, which have been well documented by the US government.

Many [US officials](#), including military commanders, have repeatedly warned of the disastrous consequences of a Turkish invasion of Syria, including more mass displacement, similar to previous Turkish invasions of nearby areas. Additionally, an invasion may provide thousands of [ISIS detainees in SDF prisons](#) the opportunity to escape. Furthermore, such an invasion may force the SDF to cooperate with the [Assad regime](#) as well as its chief allies, Russia, and Iran, as a last resort to protect millions of Kurds, Arabs, and Christians living in the region. During Turkey's previous invasions of Syria in 2018 and 2019, the Turkish Armed Forces depended heavily on

their F-16 fighter jets, using air power indiscriminately to [kill civilians](#) along with well over a thousand SDF fighters, the heroes of the war on ISIS who were trained and equipped by [US taxpayers](#).

Turkey and its wars on Armenians

In 2020, Turkey supported Azerbaijan's dictatorial regime in its aggression against Armenians in Nagorno-Karabakh. Turkey's air support, which has included [F-16 fighter jets](#) and drones, directly resulted in hundreds of Armenian casualties and displaced thousands. The sale of additional F-16s will further empower Erdogan, providing him with ample resources to support additional campaigns of military aggression against the Armenians of Nagorno-Karabakh.

Turkey threatening war against Greece and Cyprus

Turkish President Erdogan and other Turkish officials have repeatedly threatened and provoked Greece, especially in the Eastern Mediterranean, and gone so far as to discuss challenging Greek sovereignty over a number of Greek islands. At the same time, [Erdogan is expected](#) to visit the northern Cyprus, occupied by Turkey for nearly 5 decades, and there is [speculation that](#) he may even announce formal annexation of these areas. Since the Turkish invasion of Cyprus in 1974, the island has been divided, with the internationally recognized government of the Republic of Cyprus, a European Union member state, having no control over the northern portion of the island, and only Turkey recognizing the so-called Turkish Republic of Northern Cyprus. In 2020, Turkey nearly sparked a war

with Greece after aggressive actions in the Eastern Mediterranean, and tensions remain high between the two countries as Turkey continues its belligerent approach. The sale of F-16s to Turkey will put Greece, a reliable NATO member, in greater danger, and also increase the prospects of renewed war and displacement in Cyprus, also a close ally of the US.

Turkey in Iraq

Under the pretext of fighting the Kurdistan Workers' Party (PKK), Turkey has occupied a large swath of land inside Iraqi Kurdistan, constantly expanding its zone of operation in the region. To date, Turkey has [established more than forty military](#) bases and posts in Iraq scattered throughout at least three provinces. In addition to expanding its long-term military presence in the country and maintaining a significant intelligence presence, Turkey periodically uses warplanes and drones to strike areas of the country, killing and [displacing Kurds, Arabs, Christians, and others](#), and has recently focused on using its air power to target the Yazidi community, who are still working to recover from the recent genocide at the hands of ISIS. Turkish intervention in Iraq has undermined the sovereignty of Iraq and the Kurdistan Region, destabilizing the already delicate situation in the country. The Turkish aggression against Iraqi Kurdistan and occupation of areas throughout the country have resulted in dozens of civilian deaths.

Turkey is breaking US sanctions on Iran and Venezuela

For years, Turkey and Iran have been close trade partners, with supposed US ally

Turkey helping Iran circumvent US-imposed sanctions in various ways, including billions of dollars of [gold trading](#). The Department of Justice charged Turkey's state-owned bank "with [fraud, money laundering, and sanctions offenses related to the bank's participation in a multibillion-dollar scheme to](#)

[evade U.S. sanctions on Iran.](#)" Such activities have not been limited to Iran. In 2019, Turkey began trading gold with Venezuela, backing its [dictator Nicolás Maduro](#), a vocal enemy of the US. At present, Turkey and Venezuela are publicly aiming to take their cooperation to the "next level."

Turkey and the Arab states

For years, Turkey worked against the leading Arab states such as Egypt, the United Arab Emirates, Saudi Arabia, and Bahrain. However, following the recent deterioration in Turkey's economy, Erdogan has made efforts to repair diplo-

matic relations with these countries. Nonetheless, under Erdogan, Turkey remains a major host and patron of Hamas and radical Muslim Brotherhood groups and individuals who are hostile to the leadership of these countries.



July 28, 2022
By Courtney Kube

Female Kurdish commander who 'saved American lives' killed by Turkish drone strike

A renowned female commander of the Kurdish opposition forces in Syria, credited by the U.S. military with saving American lives in the battle against ISIS, has been killed by a Turkish drone strike, according to two defense officials.

Salwa Yusuk, a deputy commander of the U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF), was among three female SDF fighters killed in the strike last Friday, the officials said.

Yusuk, also known as Ciyar Afrin and Gian Tolhildan, had gained a reputation for her courage on the battlefield, her organization of women in the military and her astute military planning over the last 10 years.

"There is no doubt she saved American lives on the battlefield," said a U.S. military official who requested anonymity because of the sensitivity of the situation.

Yusuk and the two other SDF fighters — Joana Hissso, 30, also known as Roj Khabur, and Ruha Bashar, 19, also known as Barin Botan — were killed near Qamishli, Syria, when the car they were traveling in was targeted by a Turkish drone,

the defense officials said. Yusuk was about 42 years old, according to a statement by the SDF.

In a tweet, U.S. Central Command called Yusuk "a critical SDF leader who led forces in combat vs ISIS since the height of the fight to defeat the vile ideology in NE Syria in 2017."

The attack comes as Pentagon leaders are increasingly concerned about a [possible Turkish invasion of northern Syria](#).

Pentagon leaders worry that a Turkish military movement into Syria could force the SDF to defend against the Turkish troops.

The SDF is the U.S. partner force in northern Syria.

Ruha Bashar.SDF General Command

On Monday Secretary of Defense Lloyd Austin spoke by phone with his Turkish counterpart, Hulusi Akar. Austin impressed upon Akar the "importance of maintaining stability in Syria," according to acting Pentagon press secretary Todd Brasseale.

Reached for comment about the killing of Yusuk and the two other SDF fighters, a represen-

tative of the Turkish Embassy referred to previous comments by Turkish President Recep Tayyip Erdogan, in which he condemned U.S. support for the SDF, calling them terrorists, and alleged that the deceased Syrian opposition fighters were recruiting children into two groups he considers terrorist organizations, the PKK and YPG.

The YPG have been on the front lines in the fight against ISIS, but Erdogan views the group as equivalent to PKK Kurdish separatists, who are blamed for attacks inside Turkey.

"The U.S. will eventually fall into a pit of its own making due to its cooperation with the terrorist organization," YPG and PKK, Erdogan said Tuesday, according to the Turkish state-run Anadolu Agency.

Turkey "has been resolutely defending her national security against threats emanating from the PKK/YPG terrorist organization and its syndicate and Syria branch, the so-called 'SDF,'" the representative of the Turkish Embassy added in an email to NBC News.

U.S. defense officials believe Yusuk was the target of the strike and warn that other senior

SDF leaders could also be targeted by the Turkish military as tensions between the two sides continue to build.

In a statement, the SDF said the Turkish military is launching "brutal attacks" on a daily basis with various weapons and vowed to defend their land and avenge the death of the three fighters.

"We will not remain silent in the face of any threat to our people and our land, and our response will be by defeating the occupation and bringing the freedom of Rojava, north and eastern Syria," the SDF said.

Yusuk has been fighting with the Syrian opposition forces for about a decade, according to the SDF. In addition to fighting against ISIS, she helped establish the Women's Protection units known as the YPJ and lead the counter-terrorism units, according to the SDF.

"We pledge to retaliate for our martyrs," the SDF, adding that it will exact revenge against "the enemies of freedom and women's revolution."

Courtney Kube is a correspondent covering national security and the military for the NBC News Investigative Unit.

At U.N., Iraq demands Turkish withdrawal as Ankara vows further incursions

The Iraqi government sought the meeting after the July 20 artillery attack which killed nine Iraqi tourists and injured 33 other people.

The dispute between Iraq and Turkey over a recent deadly attack in Iraq's northern Kurdish region escalated at an emergency meeting of the UN Security Council on Tuesday.

Iraq's foreign minister demanded the withdrawal of all Turkish troops from his country, while Turkey's deputy ambassador said his government will keep pursuing fighters it considers terrorists who take refuge in Iraq.

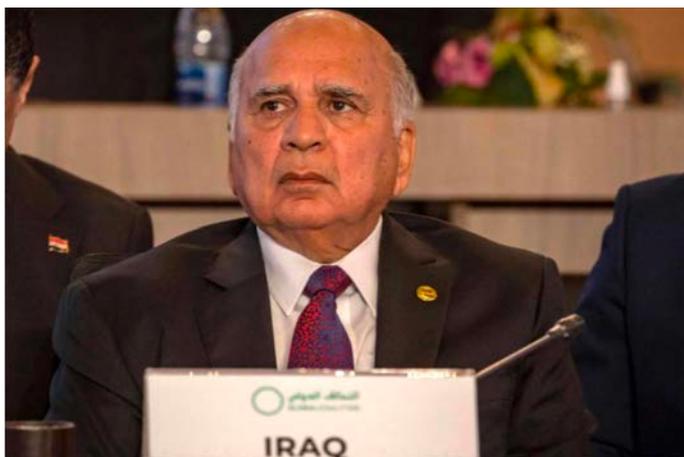
The Iraqi government sought the meeting after the July 20 artillery attack that killed nine Iraqi tourists and injured 33 other people. Its foreign minister, Fuad Hussein, said the government has "proofs" that Turkish armed forces were responsible.

Turkey has denied it was behind the attack and blamed fighters from the Kurdistan Workers Party, or PKK, which is considered a terrorist organisation by Ankara and the West. It has for decades waged an insurgency against the government in Ankara and maintains hide-outs in Iraq's mountainous north.

At the start of the Security Council meeting, the UN special envoy for Iraq had said Turkey and Iraq were ready for a joint investigation into the artillery shelling at the Parkha resort in the Zakho district of the semi-autonomous Kurdish region.

Jeanine Hennis-Plasschaert said Iraq's caretaker prime minister, Mustafa al-Kadhimi, emphasised in a conversation Monday "the importance of a transparent and thorough investigation: independent or jointly." She quoted him as saying it is vital "to put a stop to speculations, denials, misunderstandings and rising tensions."

The UN envoy said she understood



A file picture shows Iraq's Foreign Minister Fuad Hussein attending a ministerial meeting in Marrakech on May 11, 2022. (AFP)

"that Turkey is also ready to address the issue jointly, with Iraq, in order to determine exactly what happened."

Iraq's Hussein called on the Security Council to set up "an international independent team of inquiry" to look into what he called the Turkish army's "flagrant aggression."

The foreign minister told journalists later that Iraq is also ready to have a joint investigation with Turkey, but he said "they didn't approach us" and "never sent us an official letter about having an investigation."

Turkey's deputy UN ambassador, Öncü Keçeli, countered that "we made it clear that Turkey is ready to take all the steps to unveil the truth," stressing to the council that "our officials at many different levels have given the same message."

He said some Iraqi authorities were on the same page as Turkey and "wanted to find out the truth." But other Iraqi officials, he said, "chose escalation instead of diplomacy and cooperation," and started a media "smear campaign" aimed at driving a wedge between the

Turkish and Iraqi people.

Hussein said the Iraqi government is "sure" the Turkish military was responsible for the attack. He pointed to the findings of its investigation that Turkey's army has bases in the area near the resort, that PKK fighters have not been in the area for the last month and the Turkish army uses 155 mm artillery projectiles whose fragments were found at the scene.

Hussein added that many people in the area "gave us enough information about the activity of Turkish soldiers there."

He called on the Security Council to urgently adopt a resolution demanding that Turkey withdraw what he said were about 4,000 combat soldiers from Iraq and halt incursions into Iraqi airspace.

Turkey's Keçeli countered that "the sovereignty and territorial integrity of Iraq are breached by terrorist organisations, not by Turkey," which, he said, has always supported Iraq's sovereignty.

"As we speak, the flags of the PKK terrorist organisation are raised in

certain parts of northern Iraq, not the flags of the federal government" or the Kurdish regional government, he said,

Turkey estimates the PKK controls an area of "at least 10,000 square kilometres in Iraq," he said. "Nearly 800 villages have been forcefully evacuated by the PKK and all these spots have become a safe haven for the terrorists." In the first six months of this year the PKK carried out 339 attacks against Turkey, he said.

"Iraq has so far proven to be either unable or unwilling to fight the terrorists," and therefore it cannot blame Turkey for exercising its right to self-defense, Keçeli said.

Hussein said Iraq's government is ready to work alongside the United Nations and concerned countries "to ensure that elements of the PKK leave Iraq because this destabilises Iraq" and undermines security in the country.

The UN Security Council put out a statement on Monday condemning the attack on the resort "in the strongest terms," expressing support for Iraqi authorities "in their investigations" and urging all countries to cooperate with the Iraqi government "and all other relevant authorities in support of these investigations." The council did not mention Turkey.

Diplomats said chances of the council approving a resolution demanding the withdrawal of Turkish forces from Iraq are slim, especially given the key role Turkey is playing in the recently announced deal to export desperately needed grain from Ukraine and grain and fertiliser from Russia to countries facing food shortages, rising prices and widespread hunger.



July 27, 2022

Turkey says its consulate in Iraq's Mosul attacked

Turkey's consulate general in the northern Iraqi city of Mosul was attacked early on Wednesday but there were no reported casualties, the Turkish foreign ministry said.

Mortar rounds had fallen close to the building, one official said.

«We condemn this attack...in the strongest terms and expect those responsible to be brought to justice as soon as possible,» the ministry said.

The ministry said the attack coincided with a U.N. Security Council meeting held at the request of Iraqi authorities to discuss an attack in northern Iraq last week «at a time when our country was unfairly accused and targeted».

Eight people were killed and 23 were wounded in an attack on a mountain resort in Iraq's northern Dohuk province last week. Turkey has rejected claims by Iraqi officials and state media that it carried out the attack. [read more](#)

Turkey regularly carries out air strikes in northern Iraq and has sent commandos to support its offensives against militants from the Kurdistan Workers Party (PKK) based there.

The PKK launched an insurgency against the Turkish state in 1984 and more than 40,000 people have been killed in the conflict. It is regarded as a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union.

«We once again reiterate our call to the Iraqi authorities to

focus on the fight against terrorism and to put an end to terrorist presence on their territory,» the ministry said.

State-owned Anadolu news agency quoted Turkey's U.N. representative Oncu Keceli as saying at the Security Council meeting that several mortar rounds had fallen close to the consulate as they talked.

According to two security sources, four landed within the perimeter of the consulate facility early Wednesday.



July 30, 2022

By Bilind T. Abdullah

39 years later, Barzan genocide victims lay to rest

Barzan area on Sunday buried the remnants of 100 victims killed during the former Iraqi Baathist regime's Anfal campaign 39 years ago.

Families mourned their loved ones as coffins draped with the Kurdish flag carried their remains from Iraq's southern desert, to Erbil and then to Barzan.

Iraqi and Kurdish officials attended the burial ceremony. On July 31, 1983, an estimated 8,000 members of the Barzani tribe were rounded up, abducted from their homes in the



Zagros mountains, and taken to the deserts of southern Iraq

where they were killed on the orders of the Baath regime.

The remains of 696 victims of the Barzan genocide have been returned to their home in the Barzan area for burial so far, according to Rebwar Ramadan, head of Barzani martyrs and Anfal affairs.

«The remains of 7,304 Barzanis remain in Iraq's desert,» he noted.

The Barzan atrocity was an act of collective punishment of the Barzanis, whose leaders were active in Kurdish revolts against the Iraqi regime. Men and boys were the primary targets, but women, children, and the elderly were all victims.

OTAN : le gouvernement suédois accusé de trahir les Kurdes

Au lendemain de la signature d'un mémorandum avec Ankara, le gouvernement suédois est critiqué sur son flanc gauche pour s'être incliné face à la Turquie.

La Suède « n'a pas cédé à Erdogan », martelait, mercredi 29 juin, la ministre suédoise des affaires étrangères, Ann Linde, depuis Madrid, alors que de nombreuses voix, à gauche surtout, fustigeaient l'accord, signé la veille, avec la Turquie et la Finlande, ouvrant la porte de l'OTAN aux deux pays nordiques. La cheffe de la diplomatie est priée de venir s'expliquer devant les députés, dès son retour d'Espagne.

Au Parlement, les réactions les plus virulentes émanent du parti des Verts et du Parti de gauche, alliés du gouvernement social-démocrate et opposés à la candidature suédoise à l'OTAN. Avant que la demande d'adhésion soit officialisée, le 18 mai, les deux formations avaient notamment mis en garde contre les risques de s'allier à la Turquie. Aujourd'hui, elles voient leurs craintes confirmées.

« Nous passons d'une tradition de travail pour le maintien de la paix à une situation où nous nous inclinons devant un régime autoritaire, qui a une si longue liste de violations des droits de l'homme sur sa conscience », s'est insurgée la porte-parole des Verts, Märta Stenevi. Le député du Parti de gauche Hakan Svenneling estime que l'accord passé avec Ankara « réduit au silence la voix de la Suède pour les droits des Kurdes dans la région, mais aussi pour la démocratie et les droits de l'homme en Turquie ».



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, au centre, serre la main de la ministre suédoise des affaires étrangères, Ann Linde, lors du sommet de l'OTAN à Madrid, le 28 juin 2022. BERNAT ARMANGUE / AP

La Société suédoise de paix et d'arbitrage, une ONG, ne ménage pas non plus ses critiques : « En cédant aux exigences, le gouvernement suédois permet à la Turquie, un régime antidémocratique qui ne respecte pas les droits de l'homme et qui a violé le droit international par son agression militaire illégale contre la Syrie, de contrôler la politique étrangère suédoise », dénonce Gabriella Irsten, l'une de ses responsables.

Extraditions rejetées depuis deux ans

Parmi les points qui suscitent le plus de craintes : l'engagement d'Helsinki et de Stockholm à traiter « de manière approfondie » les demandes d'extraditions de personnes soupçonnées de terrorisme par Ankara, « en tenant compte des informations, des preuves et des renseigne-

ments fournis par la Turquie ». Depuis Madrid, la première ministre, Magdalena Andersson, a assuré que son gouvernement suivrait « la législation suédoise et les conventions internationales » et rappelé que la Suède n'extradait jamais ses ressortissants. « Si on ne se consacre pas à une activité terroriste, il n'y a aucune raison d'être inquiet », a-t-elle observé.

Au même moment, à Ankara, le ministre de la justice, Bekir Bozdog, annonçait que son gouvernement, « dans le cadre du nouvel accord », allait demander à la Finlande l'extradition de « six membres du PKK [le Parti des travailleurs du Kurdistan, classé comme terroriste par la Turquie et la Suède] et six membres de Fetö [le mouvement du prédicateur Fethullah Gülen qu'Ankara désigne comme terroriste] », et à la Suède,

celle de « dix membres du Fetö et onze du PKK ».

Si les informations fournies par la Turquie sont de nature à « entraîner l'expulsion de ces personnes conformément à la loi suédoise, cela se produira bien sûr », a promis M^{me} Andersson. Le journaliste suédois d'origine kurde Kurdo Baksi s'étonne : « Parmi les Kurdes que la Turquie veut voir expulser de Suède, trois vivent à l'étranger, un est mort, et tous sauf un ont la nationalité suédoise. » Il rappelle que, ces deux dernières années, Stockholm a rejeté toutes les demandes d'extradition vers la Turquie ayant un motif politique, ce qui n'empêche pas les 100 000 Kurdes installés en Suède de « se sentir trahis », dit-il.

Reprise des exportations d'armes

Sur la liste, le journaliste turc et militant des droits de l'homme Ragip Zarakolu, réfugié en Suède depuis 2013, assure au quotidien Dagens Nyheter qu'il n'a « pas peur » et parle de « harcèlement » de la part d'Ankara. En 2018, la Turquie avait tenté d'obtenir son extradition, l'accusant d'être un sympathisant du PKK. La Cour suprême suédoise avait refusé. D'autres sont plus inquiets de figurer sur la liste.

La reprise des exportations d'armes vers la Turquie, alors même qu'Ankara menace de lancer une offensive militaire dans le nord de la Syrie, sus-

cite la controverse. Même chose concernant l'engagement de Stockholm et d'Hel-sinki à « ne pas fournir de soutien » au Parti de l'union démocratique kurde en Syrie (PYD) et sa branche armée (YPG) pourtant alliés des Occidentaux en Syrie.

Le Parti social-démocrate est accusé d'avoir trahi sa promesse : en novembre 2021, il avait passé un accord avec la députée indépendante d'origine kurde, Amineh Kakabaveh, promettant une coopération accrue avec le PYD, en échange de son vote

pour élire Mme Andersson. Dénonçant le « sacrifice des Kurdes pour l'adhésion à l'OTAN », Mme Kakabaveh appelle à une motion de défiance contre Ann Linde. Mais il faudrait encore que trente-cinq députés la soutiennent, ce qui semble peu probable, sachant

que 88 % des parlementaires sont favorables à l'OTAN – contre seulement 53 % des Suédois, selon un sondage réalisé début mai.

Lire aussi : [La Syrie, clé des divergences entre la Turquie et ses alliés occidentaux](#)

**Le Journal
du Dimanche**

30 juillet 2022

Il faut contrer la folie guerrière d'Erdogan

l'initiative de Laurence Cohen, sénatrice du groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Écologiste (CRCE), 102 parlementaires de différents groupes politiques signent une tribune contre le président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan.

ALORS QUE LA RUSSIE de Vladimir Poutine multiplie les crimes de guerre en Ukraine, Recep Tayyip Erdogan, à l'ombre de l'émotion mondiale, envisage de lancer une énième offensive sanguinaire contre les Kurdes du nord de la Syrie. Aujourd'hui, il profite de son statut de pivot de l'Otan dans le cadre du conflit en Ukraine pour obtenir le blanc-seing de l'Alliance atlantique afin d'intensifier ses attaques dans le nord de la Syrie.

Dans les régions contrôlées par l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Aanes), malgré les conditions effroyables dues à la guerre, les populations kurdes, arabes, assyro-chaldéennes, arméniennes et de toutes les ethnies vivent ensemble et essaient de s'organiser dans un système démocratique, féministe et écologique. Elles luttent pour construire la paix dans un dialogue permanent avec les populations.

En 2019 déjà, Erdogan avait lancé une offensive au prix d'innombrables pertes civiles, de destructions et d'actes de



Recep Tayyip Erdogan lors d'une cérémonie en juillet 2022. (REUTERS/ Umit Bektas)

barbarie, visant à la déstabilisation du tissu social et politique kurde. Face aux exactions commises par l'armée turque, les pays occidentaux ne doivent plus détourner les yeux.

L'engagement des combattantes et combattants kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et des Unités de protection du peuple (YPG) dans la lutte contre Daech avait pourtant été décisif, salué par l'ensemble de la communauté internationale. Aujourd'hui, elles et ils semblent oubliés par ceux-là mêmes qui les encensaient, hier, pour leur courage, leur détermination et leur héroïsme. Tous concer-

nés, nous ne pouvons et ne devons pas laisser l'armée d'Erdogan s'en prendre une fois de plus à nos alliés kurdes.

N'oublions pas que plusieurs milliers de djihadistes sont détenus dans les régions contrôlées par l'Aanes. Un feu vert à Erdogan pour une nouvelle opération d'invasion signifierait une déstabilisation de la région et une menace grave contre la sécurité de l'Europe.

Parlementaires de toutes sensibilités politiques, nous dénonçons la politique de guerre du président Erdogan et appelons les dirigeants et responsables européens à ne rien céder face à ses intimidations

Nous appelons les États membres de l'Union européenne à garantir la protection des militants et des associations kurdes présents sur le sol européen. Nous invitons la France à saisir le Conseil de sécurité de l'ONU pour décréter une zone d'exclusion aérienne au nord de la Syrie et placer les Kurdes de Syrie sous protection internationale. Enfin, nous demandons que l'Aanes puisse bénéficier d'une reconnaissance internationale, afin d'aboutir à une solution politique susceptible de construire une paix durable dans la région.

* À l'initiative de Laurence Cohen, sénatrice (CRCE) du Val-de-Marne.

Les signataires :

Laurence Cohen (Sénatrice CRCE du Val-de-Marne), Pierre Laurent (Sénateur CRCE de Paris), Jean-Paul Le Coq (Député GDR-NUPES de la Seine-Maritime), Nadège Abomangoli (Députée LFI-NUPES de Seine-Saint-Denis), Cathy Apourceau-Poly (Sénatrice CRCE du Pas-de-Calais), Christine Arrighi (dé-

putée Ecolo-NUPES de Haute-Garonne), Viviane Artigas (Sénatrice SER des Hautes-Pyrénées), Eliane Assassi (Sénatrice CRCE de la Seine-Saint-Denis), Clémentine Autain (Députée LFI-NUPES de Seine-Saint-Denis),

Joël Aviragnet (Député SOC-NUPES de la Haute-Garonne), Jérémy Bacchi (Sénateur CRCE des Bouches-du-Rhône), Bruno Belin (Sénateur LR de la Vienne), Guy Benarroche (Sénateur GEST des Bouches-du-Rhône), Esther Benbassa (Sénatrice écologiste de Paris), Christophe Bex (Député LFI-NUPES de Haute-Garonne), Florence Blatrix Contat (Sénatrice SER de l'Ain), Annick Billon (Sénatrice UC de Vendée), Éric Bocquet (Sénateur CRCE du Nord), Manuel Bompard (Député LFI-NUPES des Bouches-du-Rhône)

Hussein Bourgi (Sénateur SER de l'Hérault), Soumya Bourouaha (Députée GDR-NUPES de Seine-Saint-Denis), Louis Boyard (Député LFI-NUPES du Val-de-Marne), Daniel Breuiller (Sénateur GEST du Val-de-Marne), Céline Brulin (Sénatrice CRCE de la Seine Maritime), Marie-Arlette Carlotti (Sénatrice SER des Bouches-du-Rhône), Yan Chantrel (Sénateur SER des Français établis hors de France), André Chassaigne (Député GDR-NUPES du Puy-de-Dôme), Sophia Chikirou (Députée LFI-NUPES de Paris), Hadrien Clouet (Député LFI-NUPES de la Haute-Ga-

ronne), Thierry Cozic (Sénateur SER de la Sarthe), Cécile Cukierman (Sénatrice CRCE de la Loire), Alain David (Député SOC-NUPES de la Gironde), Sébastien Delogu (Député LFI-NUPES des Bouches-du-Rhône), Catherine Deroche (Sénatrice LR de Maine-et-Loire), Pierre Dharréville (Député GDR-NUPES des Bouches-du-Rhône),

Nassimah Dindar (Sénatrice UC de la Réunion), Thomas Dossus (Sénateur GEST du Rhône), Elsa Faucillon (députée GDR-NUPES des Hauts-de-Seine), Olivier Faure (Député SOC-NUPES de la Seine-et-Marne), Corinne Féret (Sénatrice SER du Calvados), Rémi Féraud (Sénateur SER de Paris), Jacques Fernique (Sénateur GEST du Bas-Rhin), Martine Filleul (Sénatrice SER du Nord), Christophe-André Frassa (Sénateur LR représentant les Français établis hors de France), Guillaume Garot (Député SOC-NUPES de la Mayenne), Fabien Gay (Sénateur CRCE de la Seine-Saint-Denis), Hervé Gillé (Sénateur SER de Nouvelle Aquitaine)

Guillaume Gontard (Sénateur GEST de l'Isère), Michelle Gréaume (Sénatrice CRCE du Nord), Jérôme Guedj (Député SOC-NUPES de l'Essonne), David Guiraud (Député LFI-NUPES du Nord), Jean Hingray (Sénateur UC des Vosges), Annie le Houérou (Sénatrice SER des Côtes d'Armor), Corinne Imbert (Sénatrice LR de la Charente-Ma-

ritime), Victoire Jasmin (Sénatrice SER de la Guadeloupe), Patrice Joly (Sénateur SER de la Nièvre), Gisèle Jourda (Sénatrice SER de l'Aude) Sébastien Jumel (Député GDR-NUPES de Seine-Maritime), Patrick Kanner (Sénateur SER du Nord), Éric Kerrouche (Sénateur SER des Landes), Joël Labbé (Sénateur GEST du Morbihan), Gérard Lahellec (Sénateur CRCE des Côtes d'Armor), Karine Lebon (Députée GDR-NUPES de La Réunion), Élise Leboucher (Députée LFI-NUPES de la Sarthe), Marie-Noëlle Liemann (Sénatrice CRCE de Paris),

Jean-Jacques Lozach (Sénateur SER de la Creuse), Monique Lubin (Sénatrice SER des Landes), Frédéric Mathieu (Député LFI-NUPES d'Ille-et-Vilaine), Monique de Marco (Sénatrice GEST de la Gironde), Michelle Meunier (Sénatrice SER de la Loire-Atlantique), Alain Milon (Sénateur LR du Vaucluse), Paul Molac (Député LIOT du Morbihan), Marie-Pierre Monnier (Sénatrice SER de la Drôme), Yannick Monnet (Député GDR-NUPES de l'Allier), Louis-Jean de Nicolaÿ (Sénateur LR de la Sarthe), Pierre Ouzoulias (Sénateur CRCE des Hauts-de-Seine), Paul Toussaint Parigi (Sénateur GEST du Morbihan)

Stéphane Peu (Député GDR-NUPES de Seine-Saint-Denis), Anna Pic (Députée SOC-NUPES de la Manche), Christine Pirès-Beaune (Députée

SOC-NUPES du Puy-de-Dôme), Marie Pochon (Députée Ecolo-NUPES de la Drôme), Raymonde Poncet-Monge (Sénatrice GEST du Rhône), Thomas Portes (Député LFI-NUPES de Seine-Saint-Denis), Christian Redon-Sarrazy (Sénateur SER de la Haute-Vienne), Sandra Regol (Députée Ecolo-NUPES du Bas-Rhin), Laurence Rossignol (Sénatrice SER de l'Oise), Fabien Roussel (Député GDR-NUPES du Nord), Daniel Salmon (Sénateur Ecolo d'Ille-et-Vilaine), Nicolas Sansu (Député GDRNUPES du Cher), Isabelle Santiago (Députée SOC-NUPES du Val-de-Marne), Pascal Savoldelli (Sénateur CRCE du Val-de-Marne)

Danielle Simonnet (Députée LFI-NUPES de Paris), Sophie Taillé-Polian (Députée Ecolo-NUPES du Val-de-Marne), Sarah Tanzilli (Députée RE du Rhône), Jean-Marc Tellier (député GDR-NUPES du Pas-de-Calais), Jean-Marc Todeschini (Sénateur SER de la Moselle), André Vallini (Sénateur SER de l'Isère), Marie-Claude Varrillas (Sénatrice CRCE de la Dordogne), Yannick Vaugrenard (Sénateur SER de Loire-Atlantique), Mélanie Vogel (Sénatrice GEST représentant les Français établis hors de France), Léo Walter (Député LFI-NUPES des Alpes de Haute Provence), Hubert Wulfranc (Député GDR-NUPES de Seine-Maritime).

Chairman Menendez Opening Remarks at Committee Hearing on U.S. Policy Toward Turkey United States Senate Committee on Foreign Relations

U.S. Senator Bob Menendez (D-N.J.), Chairman of the Senate Foreign Relations Committee, delivered the following opening statement at this morning's full Committee hearing on United States policy toward Turkey. Testifying before the Committee was Under Secretary of State for Political Affairs Victoria Nuland.

"Erdogan sees his country as on par with the great powers of the world. It's not. President Erdogan has tragically shredded its democratic institutions, imprisoned journalists. He has targeted his political opposition for arrest and sought to silence university professors. To say that more lawyers and journalists are arrested and in jail in Turkey than in any other place in the world is saying something considering some of those other places in the world. These are the actions of a weak government, not a world power. And we should treat it as such," **Chairman Menendez said.** "We all hope for a day when Turkey embodies a high standard of democratic values and respect for human rights expected from a NATO member. The region and the world needs a stable and democratic Turkey. Under Erdogan, such a future is but a dim hope."

Find a copy of Chairman Menendez's remarks as delivered below.

"This hearing of the Senate Foreign Relations Committee will come to order. Let's start

with very recent developments from the region.

Yesterday, President Erdogan visited illegally-occupied Cyprus and announced a plan to develop the seaside town of Varosha. Over the years, I have met Greek Cypriots who had to evacuate Varosha in 1974, fleeing the invading Turkish army for safety. Many of them ended up immigrating to the United States. Forty seven years following the invasion, their stories remain harrowing, a daily reminder of those terrible days in 1974. For years, many in the international community, including President Biden himself have supported a peace process which would establish a bi-zonal, bi-communal federation on the island. Erdogan's visit cast these efforts aside as well as longstanding UN resolutions on Varosha.

His goal is to advance a separate state on the island of Cyprus. Simply put, this violation of international law is unacceptable and I expect to hear from the Under Secretary today a plan on how the Biden administration will respond. I led a letter with several members on this Committee to the President last week. Erdogan's actions are not simply about Cyprus, but mark a crucial test for the UN system and the U.S. response. We need to see a strong statement from the UN Security Council today condemning this move.

Unfortunately, this pattern of Turkish aggression across the

region has become the norm. Last summer, Erdogan provided military support to Azerbaijani strikes against ethnic Armenians in Nagorno-Karabakh. He also facilitated the passage of militants from Syria to fight on the side of Azerbaijan. Yet these actions elicited no penalty from the Trump administration, no concrete reaction from the international community, no sanction. This is unacceptable. I expect more from this Administration than I did the last and I look forward to understanding how the Department views Turkey's role in last year's war and what measures can be taken in response.

I appreciate the excellent work done by the Biden administration in reestablishing our rock solid bond with NATO. It is the most powerful alliance in the history of the world and an absolutely essential pillar of U.S. national security. So when Turkey, as a NATO member, introduces a Russian S-400 air defense system into its territory it poses a significant threat to NATO. It poses a significant threat to U.S. pilots. It poses a significant threat to our partners.

Under no circumstances will I support the lifting of CAATSA sanctions if the S-400 remains in Turkey. Nor would I support Turkey rejoining the F-35 program. I am proud of the role played by Congress to advance these sanctions and ensure their implementation. The message should be clear - any effort to weaken NATO from

within or outside will be met by a robust response by the United States.

In Syria, the United States and Turkey remain at cross-purposes. Through multiple military interventions, some of which were directly greenlighted by the previous Administration, Turkey has created several zones of control in northern Syria that encompass 4,000 square miles — roughly the size of Lebanon — and contain 4 million people, equivalent to the population of Croatia.

While these areas provide safe haven for millions of Syrians displaced from government-controlled areas, they have done so at a horrific cost to the local Kurdish population, who have endured forced displacement and kidnappings, unlawful detention and torture, illegal property seizures, and numerous other human rights violations at the hands of Turkish-backed opposition forces.

Beyond the considerable human rights concerns, these actions directly undermine the United States' counterterrorism partnership with the Syrian Democratic Forces and our shared fight against the Islamic State. This is also unacceptable.

President Erdogan has publicly asked President Biden for greater cooperation with Turkey in Syria. It is paramount that the Administration provide the Committee with greater

clarity concerning how it is addressing Turkey's role in the numerous human rights violations committed in northern Syria and the conditions it will apply to any enhanced cooperation with Ankara in this regard.

In Libya, despite the successful creation of a unity government after years of conflict, Turkey continues to maintain thousands of Syrian mercenaries, the presence of which—along with Russian-backed foreign fighters — threatens both the country's upcoming elections as well as its fragile peace.

Turkey has capitalized on the vulnerability of Libya's previous

government to extract a maritime border agreement that is in direct conflict with U.S. interests in the Eastern Mediterranean and violates Greece and Cyprus' internationally-recognized maritime boundaries and rights.

These are not the actions of a constructive partner, let alone a NATO ally.

Erdogan sees his country as on par with the great powers of the world. It's not. President Erdogan has tragically shredded its democratic institutions, imprisoned journalists. He has targeted his political opposition for arrest and sought to silence university professors. To say

that more lawyers and journalists are arrested and in jail in Turkey than in any other place in the world is saying something considering some of those other places in the world. These are the actions of a weak government, not a world power. And we should treat it as such.

This treatment extends to United States Embassy and consulate staff in the country. To this day, several individuals remain in prison on trumped up charges. It is disgraceful – The Under Secretary I'm sure will agree that U.S. embassy staff should never be treated this way. Anywhere. Especially by a so-called ally. I look forward

to hearing an update on their status and our efforts to secure their freedom.

We all hope for a day when Turkey embodies a high standard of democratic values and respect for human rights expected from a NATO member. The region and the world needs a stable and democratic Turkey. Under Erdogan, such a future is but a dim hope. I look forward to the Under Secretary's views on these and other issues and we appreciate your appearance before the Committee.

With that, let me recognize the distinguished Ranking Member Risch for his opening remarks.”